

A PROPOS DE L'OBSERVATOIRE DES ARMES WALLONNES

L'Observatoire des armes wallonnes est une initiative de la société civile qui vise à ce que la Région wallonne rende des comptes par rapport à ses obligations en matière de commerce des armes. L'Observatoire des armes wallonnes accorde une attention toute particulière aux exportations d'armes wallonnes à destination des pays qui pourraient commettre de graves violations du droit international humanitaire et/ou des droits humains. Ceci est principalement fait en collectant, en analysant et en diffusant des informations publiques. L'Observatoire des armes wallonnes propose des informations sur les politiques en matière de commerce des armes, la transparence, la production, les exportations et les violations alléguées du droit. Il ne s'agit ni d'un système de vérification technique ni d'un régime d'inspection formelle.

Les principaux publics cibles de l'Observatoire des armes wallonnes sont les gouvernements, la société civile, les organisations internationales et non-gouvernementales, ainsi que les médias, les universitaires, les syndicats et le grand public. La présente édition examine avec une attention particulière les informations relatives à l'année 2023. En ce qui concerne les informations relatives aux années antérieures, les lecteurs sont donc encouragés à consulter les éditions précédentes. L'Observatoire des armes wallonnes sera heureux de recevoir des commentaires et des éclaircissements à propos des informations présentées.¹

TABLE DES MATIERES

A propos de l'Observatoire des armes wallonnes	1
Table des matières	1
Remerciements	1
Développements clés depuis la dernière édition (juin 2023)	2
Politique	4
Transparence	14
Production	16
Exportations	28
Violations alléguées du droit international, européen et régional	53
Autres développements	54

REMERCIEMENTS

Le présent rapport de l'Observatoire des armes wallonnes a été préparé par Amnesty International (Stan Brabant et François Graas) avec le soutien de plusieurs personnes et organisations qui ont livré des informations essentielles, des commentaires et/ou qui ont contribué à sa diffusion, notamment: Alice Franchini (EgyptWide), Manuel Lambert (Ligue des droits humains), Anthony Fenton (Université de York), ainsi qu'Aymeric Elluin, Ludovic Laus, Brian May et Julie Capoulade (Amnesty International). L'Observatoire des armes wallonnes tient également à remercier les personnes qui ont fourni des informations importantes de manière anonyme. Les auteurs souhaitent enfin exprimer leur gratitude aux concepteurs du *Landmine Monitor* pour leur inspiration, ainsi qu'aux personnes qui ont apporté des conseils lors de la mise en place de l'Observatoire des armes wallonnes. Merci à Anne Collet pour sa relecture attentive des aspects de forme.

¹ Les commentaires et clarifications peuvent être transmis à wamATamnesty.be.

Développements clés depuis la dernière édition (mai 2023)

- En 2023, le montant des exportations réelles d'armes de la Région wallonne s'est élevé à **365,1 millions d'euros**, en augmentation de 3% par rapport à 2022. Par ailleurs, les exportations wallonnes de poudres et explosifs se sont quant à elles élevées à 47,3 millions d'euros, en augmentation de 27% par rapport à 2022.
- Sous la pression de la société civile et de certains parlementaires, tant le gouvernement wallon que le gouvernement fédéral ont pris des mesures afin d'empêcher les exportations et le transit d'armes et d'explosifs à destination d'**Israël**.
- Selon une enquête du média d'investigation *Declassified Australia* publiée en septembre 2023 et un rapport de l'ONG Papua New Guinea Integral Human Development Trust, des hélicoptères de combat de l'armée indonésienne équipés de **roquettes FZ-68 développées par Thales Belgium** (anciennement Forges de Zeebrugge) ont attaqué sans distinction des villages autochtones dans le district de Kiwirok en Papouasie occidentale, amenant *Human Rights Monitor* à évoquer dans un rapport d'août 2023 de **possibles crimes contre l'humanité commis par l'armée indonésienne** à l'occasion de ces attaques. Entre 2017 et 2022, la Région wallonne a autorisé l'exportation d'armes vers l'Indonésie pour un montant total de 237,6 millions d'euros. Les producteurs d'armes actifs en Indonésie incluent: FN Herstal, Forges de Zeebrugge/Thales Belgium, John Cockerill, Mecar (KNDS Belgium) et New Lachaussée.
- Plusieurs sources indiquent que l'armée de l'air du **Nigéria** est désormais dotée d'hélicoptères et d'avions légers produits par des firmes américaines et équipés d'armements fournis par la **FN Herstal**. Or, un nombre croissant de sources rapportent l'impact dévastateur des attaques de l'armée de l'air nigériane sur les populations civiles. Pour la seule année 2023, *Explosive Violence Monitor* rapporte que l'armée de l'air nigériane a causé 160 victimes civiles.
- Selon la *RTBF*, la firme wallonne **New Lachaussée** a signé des contrats avec des entreprises serbes pour installer en **Serbie** deux lignes de production de munitions de calibre russe. Selon le site d'investigation *Balkan Insight*, des munitions provenant de l'usine équipée par New Lachaussée ont déjà été identifiées au **Kosovo**, ce qui semble contredire un "engagement de non-réexportation des autorités serbes" évoqué par le ministre-président Di Rupo. De plus, s'appuyant sur deux audits de KPMG, *Balkan Insight* rapporte que "deux anomalies" ont gonflé le prix des lignes de production "d'au moins 13,8 millions d'euros" et évoque à ce sujet "**des indications de fraude.**" Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense serbes comme "élevé."
- Selon le président du ministère d'Etat égyptien chargé de la production militaire, la firme wallonne **New Lachaussée** a également fourni les lignes de production d'une nouvelle usine d'armement nommée "Military Factory 300." L'usine est constituée de quatre sites en **Egypte** "dont l'un est spécialisé dans les armes légères" et un autre "qui produit des munitions pour armes légères, ainsi que des pièces assemblées par l'autre usine." Entre 2017 et 2022, la Région wallonne indique avoir octroyé des licences d'exportation vers l'Egypte pour un montant total de 24 millions d'euros. L'ONG Sinai Foundation for Human Rights rapporte que l'armée égyptienne recourt à des enfants-soldats. L'armée égyptienne, en particulier la marine, est régulièrement accusée de graves violations des droits humains.
- Entre 2017 et 2022, la Région wallonne déclare avoir autorisé l'exportation de **matériel de production** pour un montant total de 349,3 millions d'euros. Pour la

seule année 2022, ce chiffre s'élève à 64,6 millions d'euros, soit deux fois plus qu'en 2021. Les deux principaux pays destinataires étaient l'Indonésie et la Serbie.

- Parmi les entreprises d'armement wallonnes, la plupart enregistrent une **croissance importante de leur chiffre d'affaires**: Belgian Advanced Technology Systems (+526%), Eurenco Clermont (+18%), FN Herstal (+9%), New Lachaussée (+632%) et Thales Belgium (+19%). Deux autres entreprises, après une période de forte croissance, voient leur chiffre d'affaires se tasser: John Cockerill Defense (-59%) et KNDS Belgium/Mecar (-29%).²
- Le 15 novembre 2023, deux professeurs de droit international écrivaient: "...même si les exportations d'armes sont soumises à des régimes de licences gouvernementales, les exportateurs d'armes sont censés exercer leur propre **diligence raisonnable** pour identifier et atténuer les risques pour les droits humains et le [droit international humanitaire]. Nous soutenons également que le fait de ne pas faire preuve d'une diligence raisonnable appropriée peut potentiellement entraîner une responsabilité civile ou pénale."

² Sur base des chiffres disponibles au moment d'écrire ces lignes.

Politique

La Belgique a signé le Traité sur le commerce des armes le 3 juin 2013. Ce Traité vise à instituer “les normes communes les plus strictes possibles” en matière de commerce d’armes pour conserver la paix et la sécurité.³ La Belgique a déclaré: “Cette signature concerne également la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.”⁴ Bien que les régions aient “une compétence exclusive pour accorder des licences d’exportation, d’importation et de transit,”⁵ le courtage en armes reste une matière fédérale en Belgique.⁶ La Région wallonne a approuvé le Traité sur le commerce des armes le 28 novembre 2013.⁷ La Belgique l’a ratifié le 3 juin 2014.⁸

Conformément à l'article 12 de la Position commune de l'Union européenne sur le contrôle des exportations d'armes, la Région wallonne a légiféré par un décret réglementant l'importation, l'exportation, le transfert et le transit des armes, qui a été adopté le 21 juin 2012. En vertu dudit décret, “Les demandes d’exportation sont rejetées après examen au regard” de huit critères.⁹

Le 10 juillet 2023, réagissant à une question du député Christophe Bastin concernant “L’analyse de M. le Ministre-Président du 6e rapport de l’Observatoire des armes wallonnes,” le ministre-président Di Rupo a notamment déclaré: “Le décret Armes reste une pièce maîtresse de notre législation... la Wallonie est tenue de respecter et respecte les règlements et directives européennes, ainsi que les traités internationaux relatifs à l’exportation et au commerce des armes.”¹⁰

Déclaration de politique régionale 2019-2024

Le 9 septembre 2019, la majorité gouvernementale wallonne annonçait que “Le Ministre n’octroiera pas de licence relative à de nouveaux contrats à destination des pays qui ne répondent pas aux conditions et critères du décret de 2012” et ajoutait: “Le Ministre compétent analysera les demandes de licences...à la lumière de la jurisprudence et des conséquences qu’elle implique. Il le fera en s’appuyant sur l’avis de la commission d’avis et en consultant toute personne et organisme qu’il juge utile pour forger sa décision qui se doit d’être juste et étayée.” Par ailleurs, “Le Gouvernement renforcera son action auprès du Gouvernement fédéral et auprès des instances européennes et internationales pour obtenir une décision au niveau européen sur l’arrêt des ventes d’armes aux pays qui commettent des violations graves du droit international humanitaire ou du droit international des droits humains constatées par les Nations Unies, par l’Union européenne ou par le Conseil de l’Europe. Le Gouvernement jouera aussi un rôle actif au Coarm¹¹ et assurera le suivi quant aux positions de principe prises après chaque réunion du Coarm auprès de la sous-commission « armes »

³ Article premier du Traité sur le commerce des armes, signé à New-York le 2 avril 2013, approuvé le 28 novembre 2013, <https://thearmstradetreaty.org/hyper-images/file/Traitesurlecommercedesarmes/Traitesurlecommercedesarmes.pdf?templated=137262> (consulté le 27 mai 2024).

⁴ Déclaration de la Belgique, 7 juin 2013, https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsq_no=XXVI-8&chapter=26&clang=en#EndDec (consulté le 27 mai 2024).

⁵ ICBL-CMC, *Landmine and Cluster Munition Monitor*, “Belgium Cluster Munition Ban Policy,” 29 juillet 2015, <http://the-monitor.org/en-gb/reports/2019/belgium/cluster-munition-ban-policy.aspx#ftnref18> (consulté le 27 mai 2024).

⁶ Région wallonne, “Rapport au Parlement wallon sur l’application du décret du 12 juin 2012 relatif à l’importation, au transfert, à l’exportation et au transit d’armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020,” sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20anne%cc%81e%202021.pdf> (consulté le 27 mai 2024).

⁷ “Décret portant assentiment au Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013,” 28 novembre 2013, <https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=26898&rev=28215-18965> (consulté le 27 mai 2024).

⁸ United Nations, “ATT Status of ratifications and accessions,” sans date, <https://front.un-arm.org/wp-content/uploads/assets/ATT/docs/ATT-status-table.pdf> (consulté le 27 mai 2024).

⁹ “Décret relatif à l’importation, à l’exportation, au transit et au transfert d’armes et de produits civils liés à la défense,” 21 Juin 2012, <https://wallex.wallonie.be/eli/loi-decret/2012/06/21/2012203690/2012/07/15> (consulté le 15 mai 2023).

¹⁰ Parlement de Wallonie, “L’analyse de M. le Ministre-Président du 6e rapport de l’Observatoire des armes wallonnes,” réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale de Christophe Bastin, 10 juillet 2023, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2022_2023/CRIC/cric190.pdf (consulté le 27 mai 2024).

¹¹ Le COARM ou sous-groupe “Exportations d’armes conventionnelles” est le lieu où les États membres de l’Union européenne “communiquent et partagent des informations sur leurs politiques d’exportation vers les pays non membres de l’UE et sur leurs décisions de rejeter des demandes de licences d’exportation vers des pays non membres de l’UE.” Conseil de l’Union européenne, “Groupe « Exportations d’armes conventionnelles » (COARM),” 9 novembre 2017.

du Parlement de Wallonie. Il agira au niveau européen via le Gouvernement fédéral pour qu'il y ait dans tous les États-membres européens le strict respect de la position commune."¹² Questionné par un journaliste, le futur ministre-président Di Rupo ajoutait: "Nous voulons que tout le monde respecte le décret."¹³ Interrogé par Amnesty International en novembre 2019 sur sa lecture de la Déclaration de politique régionale (DPR) en matière d'exportations d'armes, le ministre-président Di Rupo a déclaré "interpréter la DPR comme la DPR" et n'en faire "aucune autre interprétation."¹⁴

Ministre-président

D'après le site Internet de la Région wallonne, "La décision politique de l'octroi ou du refus de toutes ces licences est une compétence exclusive du Ministre-Président de la Région wallonne."¹⁵ Le gouvernement wallon a confirmé cette attribution par arrêté, et ce à deux reprises: les 13 septembre 2019¹⁶ et 13 janvier 2022.¹⁷ Le ministre-président du gouvernement wallon est Elio Di Rupo qui a succédé à Willy Borsus. Dans la foulée des élections régionales du 9 juin 2024, un nouveau gouvernement wallon devrait être formé prochainement.

Dans une enquête intitulée "Armes belges vers l'Arabie Saoudite: exporter coûte que coûte," le magazine d'investigation *Médor* écrit: "Le ministre-président lui-même, quand il approuve des licences, ne rend pas sa décision publique, ni l'argumentation détaillée qui la sous-tend. Tout au plus, les députés wallons reçoivent-ils une fois par an (et avec beaucoup de retard) un rapport annuel – précédé de rapports intermédiaires consultables sous le contrôle des services du greffe, sans possibilité d'en emporter une copie - donnant quelques tendances générales." *Médor* poursuit: "Elio Di Rupo aurait pu se ranger à l'avis [défavorable] de ses experts... Mais le ministre-président ne lâche pas l'industrie... Les motivations et les contre-argumentations d'Elio Di Rupo sont audacieuses, parfois à l'extrême limite de la véracité."¹⁸ Suite à l'enquête de *Médor*, la *RTBF* a réalisé deux sujets pour le journal télévisé, qui n'ont cependant jamais été diffusés.¹⁹

Une source parlementaire et une source de la société civile ont indiqué à l'*Observatoire des armes wallonnes* avoir fait l'objet de pressions de la part du ministre-président Di Rupo et/ou de son cabinet afin qu'elles cessent de questionner les exportations d'armes wallonnes.

Commission d'avis

Le décret du 21 juin 2012 a créé une "Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes" chargée de formuler des avis motivés et confidentiels "à la demande du

¹² Région wallonne, "Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024," 9 septembre 2019, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf (consulté le 27 mai 2024).

¹³ *YouTube*, "En direct du Parlement de Wallonie," conférence de presse de la nouvelle majorité, 9 septembre 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=h1toqZiRMDM> (consulté le 7 avril 2019).

¹⁴ Notes d'une réunion entre le ministre-président Di Rupo et Amnesty International, Namur, 27 novembre 2019.

¹⁵ Service public de Wallonie, "La Direction de la Gestion des Licences d'Armes," http://economie.wallonie.be/Licences_armes/Accueil.html (consulté le 27 mai 2024).

¹⁶ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

¹⁷ Selon un arrêté du gouvernement wallon du 13 janvier 2022, "Elio Di Rupo, Ministre-Président, est compétent pour... 13° l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4°, de la loi; 14° les licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 8°, de la loi." Wallex, "13 janvier 2022 - Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement," 13 janvier 2022, <https://wallex.wallonie.be/eli/arrete/2022/01/13/2022030274/2022/01/13> (consulté le 27 mai 2024).

¹⁸ *Médor*, "Armes belges vers l'Arabie Saoudite: exporter coûte que coûte," Episode 1/2, 31 août 2022, <https://medor.coop/nos-coups/nos-armes-et-larabie-saoudite/armes-belges-vers-larabie-saoudite-exporter-coute-que-coute-querre-yemen-wallonie-industrie-emploi-fn-herstal?full=1#continuer-a-lire> (consulté le 15 mai 2023).

¹⁹ La *RTBF* a cependant publié deux articles sur son site internet: *RTBF*, "Est-il possible de vendre des armes à l'Arabie Saoudite en respectant les droits de l'homme ?," 26 septembre 2022, <https://www.rtbf.be/article/est-il-possible-de-vendre-des-armes-a-l-arabie-saoudite-en-respectant-les-droits-de-l-homme-11071730> (consulté le 17 mai 2023); *RTBF*, "Le Scan: quelle est la part du marché saoudien dans les ventes d'armes de la FN Herstal ?," 19 décembre 2022, <https://www.rtbf.be/article/quelle-est-la-part-du-marche-saoudien-dans-les-ventes-d-armes-de-la-fn-herstal-11125809> (consulté le 17 mai 2023).

Gouvernement ou d'initiative."²⁰ Cette commission d'avis "ne remet ses avis qu'au Ministre compétent" et ses membres "sont dispensés de se référer et de faire rapport à leur hiérarchie du travail effectué."²¹ Selon le gouvernement wallon, "la commission d'avis établira, pour chaque demande de licence soumise à son examen, un rapport détaillé en portant une appréciation circonstanciée de la demande au regard de chacun des huit critères prévus dans le décret de 2012... Le principe de minutie impose à la commission d'avis de veiller, avant d'arrêter son avis détaillé, à recueillir toutes les données et de les examiner avec soin afin de prendre une décision en connaissance de cause. La commission d'avis agira en toute indépendance. Elle recherchera à exprimer son avis par la voie du consensus."²²

Deux arrêtés du gouvernement wallon définissent le fonctionnement et la composition de la commission d'avis.²³ Selon le ministre-président, deux membres "auront une voix consultative puisqu'ils instruisent eux-mêmes le dossier et puisque nous sommes dans une nouvelle règle de gouvernance."²⁴ Le ministre-président Di Rupo a par ailleurs déclaré le 25 novembre 2019: "Ce n'est pas la commission d'avis qui décide. Seul le ministre décide."²⁵

Dans un enquête publiée le 1er septembre 2022, le magazine d'investigation *Médor* écrivait: "En 2019, la Commission d'avis wallonne sur les armes était opposée à toute exportation vers l'Arabie Saoudite. Un an plus tard, après avoir subi un remaniement, la même Commission s'est montrée beaucoup plus conciliante." *Médor* précise: "À la fin de l'année 2019, les divergences de vue entre Elio Di Rupo et la Commission sont abyssales. Elio Di Rupo se fait le défenseur zélé des exportations vers l'Arabie Saoudite, cet « allié », ce pays « stable » dans une région troublée. En face, les experts wallons parlent d'abus des droits humains, de crimes de guerre et de déstabilisation régionale." *Médor* évoque donc un "recadrage incarné par la présence...[d'] un ancien colonel de l'armée belge propulsé au sein de la Commission d'avis. Proche du PS... puis conseiller défense d'Elio Di Rupo, alors premier ministre." Autre élément pointé par *Médor*, un affaiblissement de l'administration que *Médor* résume comme suit: "L'administration doit rentrer dans le rang," et ce "au profit de l'Awex,²⁶ qui s'installe dans la Commission, avec un siège, reflétant une plus grande prise en compte des intérêts économiques."²⁷

Dans ses arrêts du 7 août 2020 et du 5 mars 2021, le Conseil d'État souligne la production au sein de la Commission d'avis de deux "notes de minorité" étayées et critiques des exportations d'armes à destination de l'Arabie saoudite.²⁸

²⁰ "Décret relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes et de produits civils liés à la défense," 21 Juin 2012, <https://wallex.wallonie.be/eli/loi-decret/2012/06/21/2012203690/2012/07/15> (consulté le 8 juin 2021).

²¹ Conseil d'État, "Arrêt n° 244.804," 14 juin 2019, <http://www.raadvst-consetat.be/arr.php?nr=244804> (consulté le 9 juillet 2019).

²² Région wallonne, "Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024," 9 septembre 2019, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf (consulté le 11 septembre 2019).

²³ D'après l'arrêté ministériel du 24 février 2020, les membres de la commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes sont: Pascale Delcomminette (administratrice générale de WBI, présidente), Yves Haesendonck (ambassadeur honoraire, vice-président), Jean Marsia (colonel retraité), Michel Kempeneers (responsable des marchés hors-Europe à l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers), Christophe Wasinski (professeur à l'Université Libre de Bruxelles), Fabienne Reuter (déléguée générale de Wallonie-Bruxelles à Genève), ainsi que deux membres avec voix consultative: Olivier Gillet (directeur du service "Contrôle licences, analyse de politique étrangère" de WBI, secrétaire de la commission d'avis) et Michel Moreels (directeur de la Direction des licences d'armes du Service public de Wallonie). *Moniteur belge*, "Arrêté du Gouvernement wallon portant fonctionnement et composition de la Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes," 20 février 2020, https://www.etaamb.be/fr/arrete-du-gouvernement-wallon-du-30-janvier-2020_n2020200743.html (consulté le 1er avril 2020); *Moniteur belge*, "Arrêté ministériel portant désignation des membres de la commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes," 24 février 2020, http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2020/03/30_1.pdf#page=73 (consulté le 2 avril 2020).

²⁴ Parlement de Wallonie, "Les exportations d'armes," réponse du ministre-président Elio Di Rupo à une question orale de François Desquesnes, 3 février 2020, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=94661>

²⁵ Parlement de Wallonie, "Les ventes d'armes wallonnes vers l'Arabie saoudite et leur implication éventuelle dans le conflit au Yémen," réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale d'Hélène Ryckmans, 25 novembre 2019, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=93482> (consulté le 2 avril 2020).

²⁶ Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers.

²⁷ Médor, "Armes wallonnes: l'étrange revirement de la Commission d'avis," Episode 2/2, 1^{er} septembre 2022, <https://medor.coop/nos-coups/nos-armes-et-larabie-saoudite/armes-wallonnes-letrange-revirement-de-la-commission-davis-22-wbi-awex-democratie-economie-liege-egypte/?full=1> (consulté le 15 mai 2023).

²⁸ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

En janvier 2022, trois ONG²⁹ proposent de faire évoluer la composition de la Commission d'avis "en assurant qu'elle comprenne un nombre supérieur de membres qui ne soient pas liés à l'administration, à l'industrie de l'armement ou au monde politique." Amnesty International propose également de renforcer le rôle du parlement wallon lorsque la Commission émet un avis négatif sur l'attribution d'une licence d'exportation.³⁰

En 2022, la commission d'avis s'est réunie à 10 reprises et a analysé 207 dossiers considérés comme "très sensibles," soit 16% de l'ensemble des dossiers.³¹

Wallonie-Bruxelles International³²

Wallonie-Bruxelles International (WBI) est l'organisme chargé des relations internationales de Wallonie-Bruxelles.³³ D'après le décret du 9 mai 2008, WBI "relève selon le cas de l'autorité du membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les relations internationales dans ses attributions ou de l'autorité du membre du Gouvernement wallon qui a les relations internationales dans ses attributions" (actuellement le ministre-président Di Rupo).³⁴

L'Administratrice générale de Wallonie-Bruxelles International WBI, Pascale Delcomminette, préside la Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes. Elle est également Administratrice générale de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEX).³⁵

Deux autres représentants de WBI font également partie de la Commission d'avis: la personne occupant le poste de délégué général de Wallonie-Bruxelles à Genève et le directeur du service "Contrôle licences, analyse de politique étrangère." Ce dernier assure également le secrétariat de la Commission d'avis.³⁶ Le magazine d'investigation *Médor* écrit à son propos: "C'est lui qui prépare méticuleusement les réunions de la Commission d'avis et rédige des fiches détaillées pour chaque pays, son travail est considéré comme sérieux. En 2019 il se prononce pour la suspension des licences [vers l'Arabie saoudite], à l'instar des cinq autres membres de la Commission. Jusqu'à la fin de l'année 2019, il possède une voix délibérative. En 2020, il est rétrogradé...sa voix n'est plus que consultative. L'administration doit rentrer dans le rang."³⁷

Le 26 juin 2017, l'Administratrice générale de WBI et de l'AWEX déclarait à Amnesty International que les demandes de licences d'exportation d'armes pour la Garde royale saoudienne avaient reçu un avis favorable à la suite d'une analyse de tous les critères de la Position commune de l'Union européenne sur le contrôle des exportations d'armes.³⁸

En février 2019, la députée wallonne Hélène Ryckmans posait la question: "Y a-t-il concordance des deux piliers, Awex et WBI, ou l'un des deux piliers prend-il le pas sur l'autre?"

²⁹ Amnesty International, la CNAPD et la Ligue des droits humains.

³⁰ *Observatoire des armes wallonnes*, 5^{ème} édition, 10 juin 2022.

³¹ Région wallonne, "Rapport au parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/qw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202022.pdf> (consulté le 27 mai 2024).

³² Wallonie-Bruxelles International est "l'instrument de la politique internationale menée par la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale." Wallonie-Bruxelles International, "A propos de Wallonie-Bruxelles International," 28 février 2023, <https://wbi.be/fr/page/propos-wallonie-bruxelles-international> (consulté le 15 mai 2023).

³³ Wallonie-Bruxelles International, "A propos de Wallonie-Bruxelles International," 28 mars 2023, <https://wbi.be/fr/page/propos-wallonie-bruxelles-international> (consulté le 23 mai 2023).

³⁴ *Moniteur belge*, "Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles," 29 août 2008, https://etaamb.openjustice.be/fr/decret-du-09-mai-2008_n2008029367.html (consulté le 23 mai 2023).

³⁵ Wallonia.be Export Investment, "Management de l'AWEX," sans date, <https://www.awex-export.be/fr/contacts/direction/administration-generale> (consulté le 28 mai 2024).

³⁶ *Moniteur belge*, "Arrêté ministériel portant désignation des membres de la commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes," 24 février 2020, http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2020/03/30_1.pdf?page=73 (consulté le 16 mai 2023).

³⁷ *Médor*, "Armes wallonnes: l'étrange revirement de la Commission d'avis," Episode 2/2, 1^{er} septembre 2022, <https://medor.coop/nos-coups/nos-armes-et-larabie-saoudite/armes-wallonnes-letrange-revirement-de-la-commission-davis-22-wbi-awex-democratie-economie-liege-egypte/?full=1> (consulté le 23 mai 2023).

³⁸ Notes d'une réunion entre Amnesty International et AWEX-WBI, Bruxelles, 26 juin 2017.

“Ce qui peut poser question quand on aborde les ventes d’armes par exemple,” écrivait le journal *Le Soir*.³⁹

Invité à commenter une édition antérieure de l’*Observatoire des armes wallonnes*, un représentant de WBI a écrit: “L’Administration de WBI n’est cependant pas en mesure de répondre favorablement à votre demande. Elle ne communique que par le biais du rapport de la Région wallonne, approuvé par le parlement et le pouvoir politique.”⁴⁰

Credendo

Credendo est l’agence belge de crédit à l’exportation. Son conseil d’administration compte notamment deux membres qui représentent le gouvernement wallon (dont l’Administratrice-générale de WBI et de l’AWEX), ainsi qu’un représentant de l’AWEX et un représentant de l’Union wallonne des entreprises en tant que membres suppléants.⁴¹

Le 8 juin 2017, la Chambre des représentants adoptait une résolution demandant au gouvernement belge d’ordonner à Credendo “de ne plus offrir de produits d’assurances pour les dossiers d’exportation de la Belgique vers le Royaume d’Arabie saoudite de technologies et d’équipements militaires...tant que le Royaume d’Arabie saoudite ne réalise pas de progrès en matière de respect du droit international, en particulier des droits de l’homme.”⁴² Questionnée par Amnesty International à propos de la position de Credendo vis-à-vis des exportations qui transitent par d’autres pays avant de rejoindre l’Arabie saoudite, Credendo n’avait pas répondu.⁴³

Le 23 mars 2022, répondant à une question du député fédéral Dieter Vanbesien sur “Les activités économiques russes assurées par Credendo,” le ministre des finances Van Peteghem a notamment déclaré: “Il va de soi que la [Société fédérale de participations et d’investissement SPFI] soumettra Credendo à un contrôle au regard de sa charte RSE, dans laquelle le respect des droits humains constitue une condition. En tout état de cause, Credendo devra y répondre.”⁴⁴

Utilisateur final et lutte contre le détournement

Le décret du 21 juin 2012 oblige les fournisseurs d’armes à tenir “des registres détaillés et complets de leurs transferts,” et instaure un “certificat d’utilisateur final” défini comme “le document authentifié par les autorités du pays d’importation permettant d’identifier de manière précise les produits liés à la défense faisant l’objet d’une exportation ou d’un transit, leur destinataire et garantissant aux autorités du pays d’exportation que les produits liés à la défense ne seront pas réexportés sans l’autorisation préalable et expresse du pays d’exportation.”⁴⁵

Le 20 janvier 2020, en réponse à une question parlementaire d’Hélène Ryckmans, le ministre-président Di Rupo déclarait: “Il importe de préciser que la Wallonie exige toujours le certificat de vérification des livraisons ou, si obtenir ce dernier n’est pas possible, des

³⁹ *Le Soir*, “La diplomatie francophone est-elle en danger?,” 4 février 2019, <https://plus.lesoir.be/204593/article/2019-02-04/la-diplomatie-francophone-est-elle-en-danger> (consulté le 23 juillet 2019).

⁴⁰ Email d’Olivier Gillet, Directeur du service “Contrôle licences, analyse politique étrangère.” WBI, 23 juillet 2019.

⁴¹ Credendo, “A propos de Credendo,” sans date, <https://credendo.com/fr/propos-de-nous> (consulté le 16 mai 2023); *Le Soir*, “Credendo Group vise à la fois l’international et la proximité,” 11 mai 2015, <https://www.lesoir.be/art/875324/article/economie/emploi/2015-05-11/credendo-group-vise-fois-l-international-et-proximite> (consulté le 16 mai 2023).

⁴² Chambre des représentants de Belgique, “Résolution visant à reconsidérer la politique étrangère de la Belgique à l’égard du Royaume d’Arabie saoudite,” 8 juin 2017, <https://www.lachambre.be/doc/flwb/pdf/54/2055/54k2055011.pdf#search=%22doc> (consulté le 14 août 2019).

⁴³ Email à Nabil Jijakli, Deputy CEO, Credendo, 28 avril 2020. Voir *Observatoire des armes wallonnes*, 6^{ème} édition, 26 mai 2023.

⁴⁴ La Chambre, “Les activités économiques russes assurées par Credendo,” réponse du vice-premier ministre Van Peteghem à Dieter Vanbesien, 23 mars 2022, <https://www.lachambre.be/doc/ccri/pdf/55/ic737.pdf#search=%22les%20activit%C3%A9s%20%C3%A9conomiques%20russes%20assur%C3%A9es%20par%20credendo%20%20%2055k%20%3Cin%3E%20keywords%22> (consulté le 28 mai 2024).

⁴⁵ “Décret relatif à l’importation, à l’exportation, au transit et au transfert d’armes et de produits civils liés à la défense,” 21 Juin 2012, <https://wallex.wallonie.be/eli/loi-decret/2012/06/21/2012203690/2012/07/15> (consulté le 28 mai 2024).

documents pouvant offrir des garanties similaires, notamment les documents douaniers attestant l'importation dans l'État destinataire."⁴⁶

Interrogé le 17 mai 2022 par le député wallon Christophe Bastin à propos d'éventuelles exportations d'armes wallonnes qui auraient la Fédération de Russie comme utilisatrice finale, le ministre de l'économie Borsus déclarait notamment: "...l'utilisateur final est toujours pris en compte dans les analyses de dossiers de licences d'exportation... Dans le processus d'évaluation des risques d'une demande de licence d'exportation de biens militaires, la question de l'utilisateur final est importante. Sans quoi, un biais viendrait potentiellement contourner les règles telles que fixées en matière d'exportation d'armes et d'embargo. Dans le cadre de l'analyse d'une demande de licence, le respect des huit critères issus de la Position commune du Conseil de l'Union européenne tels que fixés le 8 décembre 2008 est analysé. Ces critères exigent la prise en compte et l'examen de la destination finale et du destinataire final des produits. Le dossier de demande doit obligatoirement contenir ces éléments. En outre, le dossier de demande contient également des éléments visant à se prémunir de réexportations ultérieures non souhaitées. Il s'agit d'un engagement de non-réexportation repris sur le Certificat d'utilisateur final qui sera authentifié par le Département belge des affaires étrangères. Une analyse similaire est effectuée lorsqu'il s'agit d'un transfert de matériel militaire en intra-Union européenne, mais dont la destination finale se situe hors de l'Union européenne. À ce jour, aucune analyse n'a mis au jour des éléments attestant un risque ou des présomptions de détournement de matériel militaire vers la Russie par l'intermédiaire d'un pays tiers."⁴⁷

Arabie saoudite

L'Arabie saoudite a longtemps été la première destination des exportations d'armes wallonnes (voir section "[Exportations](#)" et éditions précédentes de *l'Observatoire des armes wallonnes*). Si la Région wallonne affirme aujourd'hui n'avoir plus accordé de licences d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite depuis 2019, les relations économiques avec ce pays ont cependant connu un temps fort à l'occasion d'une mission économique de l'AWEX qui y a eu lieu du 4 au 9 mars 2023. Cette mission a fait l'objet de plusieurs questions parlementaires.⁴⁸

Bahreïn

Le 14 février 2020, le Sénat de Belgique adoptait une résolution qui "demande aux gouvernements de ce pays...de n'octroyer aucune licence d'exportation vers Bahreïn de biens stratégiques qui pourraient être utilisés à des fins de violation des droits de l'homme" (voir aussi section "[Exportations](#)").⁴⁹

Burkina Faso

Le 23 septembre 2019, répondant à une question parlementaire d'Hélène Ryckmans à propos de la présence d'armes wallonnes au Burkina Faso, le ministre-président Di Rupo déclarait: "...selon mes informations, la Wallonie n'exporte aucune arme au Burkina Faso. Aucune requête en traçabilité n'a d'ailleurs été déposée à ce sujet par les instances de l'ONU auprès de la Wallonie."⁵⁰

⁴⁶ Parlement de Wallonie, "Les mécanismes de lutte contre le détournement d'armes," réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale d'Hélène Ryckmans, 20 janvier 2020, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2019_2020/CRAC/crac67.pdf, page 25, (consulté le 21 janvier 2020).

⁴⁷ Parlement de Wallonie, "Les relations entre une entreprise wallonne d'armement et la Russie," réponse du ministre de l'économie Borsus à une question orale de Christophe Bastin, 17 mai 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric180.pdf (consulté le 16 mai 2023).

⁴⁸ *Observatoire des armes wallonnes*, 6^{ème} édition, 26 mai 2023.

⁴⁹ Sénat de Belgique, "Proposition de résolution relative aux droits de l'homme à Bahreïn," 14 février 2020, <https://www.senate.be/www/?Mlval=/dossier&LEG=7&NR=142&LANG=fr> (consulté le 7 avril 2020).

⁵⁰ Parlement de Wallonie, "La situation au Burkina Faso," réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale d'Hélène Ryckmans, 23 septembre 2019, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=30&iddoc=92400> (consulté le 31 octobre 2019).

Colombie

Le 11 mars 2023, en réponse à une question de la députée wallonne Gwenaëlle Grovonius sur les violences contre les syndicats et les ONG en Colombie, le ministre-président Di Rupo déclarait que ce pays "fait l'objet d'une attention particulière de la part de la Wallonie...la Wallonie insiste sur la mise en œuvre effective des clauses relatives aux droits humains contenues dans les accords commerciaux ou les accords-cadres de l'Union européenne...la situation en matière de droits humains en Colombie demeure extrêmement préoccupante" (voir aussi section "[Exportations](#)").⁵¹

Egypte

Le 28 juin 2022, le ministre de l'économie Borsus évoquait "...la croissance fulgurante de nos ventes en Egypte, +300 %, qui devient désormais notre premier partenaire commercial sur le continent africain."⁵²

Le 10 juillet 2023, répondant à une question de la députée wallonne Hélène Ryckmans, le ministre-président Di Rupo déclarait: "...en respect des conclusions du Conseil de l'Union européenne du 21 août 2013, la Wallonie n'octroie plus de licences d'exportation à l'Égypte pour du matériel militaire susceptible d'être utilisé à des fins de répression interne. À cet égard, la Wallonie accorde une attention particulière aux armes de petit calibre. Le rapport annuel sur les armes pour l'année 2021 mentionne l'octroi de trois licences pour un montant de 198 000 euros. Ces licences ne concernaient pas du matériel de répression et ont été octroyées avec un avis favorable de la commission d'avis. Je suis particulièrement vigilant aux licences de transfert de capacité de production. J'ai d'ailleurs refusé une licence en ce sens au cours de l'année 2021."⁵³ D'après la Région wallonne cependant, le ministre-président Di Rupo a bien octroyé en 2021 une licence d'exportation pour du matériel de production (ML18) (voir aussi sections "[Production](#)" et "[Exportations](#)").⁵⁴

Emirats arabes unis

Le 3 juin 2020, réagissant à un communiqué d'Amnesty International intitulé "Commerce des armes: contre-vérités et omissions de la Région wallonne,"⁵⁵ le cabinet du ministre-président Di Rupo déclarait à l'agence de presse *Belga* que "la Wallonie n'exporte plus de matériel aux forces armées des Emirats Arabes Unis, en raison du risque de détournement..."⁵⁶ Le 1^{er} mars 2021, en réponse à une question parlementaire de Christophe Bastin, le ministre-président Di Rupo déclarait: "...les Emirats arabes unis ont violé l'embargo à l'égard de la Libye par une attitude ouvertement offensive en juin 2017. Cette violation a conduit la Wallonie à adopter, contrairement à plusieurs autres pays européens, une attitude restrictive à l'égard des dossiers concernant ce pays. En effet, la Wallonie n'octroie plus de licence d'exportation définitive vers les destinataires émiratis susceptibles de détourner le matériel employé."⁵⁷

Plusieurs éditions précédentes de l'*Observatoire des armes wallonnes* ont documenté les réactions des ministres-présidents wallons successifs suite à la présence de mitrailleuses

⁵¹ Parlement de Wallonie, "Les violences contre les syndicats et les ONG en Colombie," réponse du ministre-président Di Rupo à Gwenaëlle Grovonius, 11 mars 2022, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=110644> (consulté le 10 juin 2024).

⁵² *Observatoire des armes wallonnes*, 6^{ème} édition, 26 mai 2023.

⁵³ Parlement de Wallonie, "La situation en Égypte et les armes wallonnes," réponse du ministre-président Di Rupo à Hélène Ryckmans, 10 juillet 2023, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2022_2023/CRIC/cric190.pdf (consulté le 29 mai 2024).

⁵⁴ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 29 mai 2024)

⁵⁵ Amnesty International, "Commerce des armes: contre-vérités et omissions de la Région wallonne," 3 juin 2020, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/commerce-armes-verites-omissions-wallonie> (consulté le 27 avril 2021).

⁵⁶ *Belga*, "Depuis juin 2017, la Wallonie n'exporte plus d'armes aux Emirats, assure Di Rupo (2)," 3 juin 2020.

⁵⁷ Parlement de Wallonie, "Le contrôle des licences de matériel militaire en transit pour Israël," réponse de la ministre De Bue à une question parlementaire d'Hélène Ryckmans, 13 novembre 2023, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2023_2024/CRIC/cric39.pdf (consulté le 29 mai 2024).

légères Minimi conçues par FN Herstal aux mains du groupe armé les "Brigades des Géants," entraîné et financé par les Emirats arabes unis.⁵⁸

Israël

Le 13 novembre 2023, répondant à une question d'Hélène Ryckmans, la ministre De Bue (qui remplaçait le ministre-président Di Rupo, absent) déclarait: "La position de la Wallonie à l'égard des exportations de matériel militaire vers Israël reste inchangée depuis 2009. En effet, à la suite de l'opération militaire israélienne « Plomb durci » à Gaza, les trois Régions du pays et le Gouvernement fédéral se sont engagés à ne pas exporter de matériel militaire qui renforcerait la capacité militaire d'Israël. Cette position fut réaffirmée en 2016 lors d'une nouvelle consultation entre les trois Régions et le Fédéral. La Wallonie continue de respecter cette politique d'exportation restrictive à l'égard d'Israël."⁵⁹

Le 7 février 2024, la Région wallonne annonçait dans un communiqué conjoint avec la Région de Bruxelles-Capitale avoir convenu "De ne procurer aucune licence d'exportation de biens et technologies à double usage si l'usage exclusivement civil n'est pas suffisamment démontré...De ne procurer aucune licence pour le transit d'armes et de biens et technologies à double usage qui renforcerait la capacité militaire des forces en présence...D'insister de surcroît sur la nécessité de poursuivre la plus haute vigilance dans l'octroi de licences ayant pour destination Israël et les territoires occupés...de suspendre temporairement les licences d'exportation de matériel militaire en cours de validité à destination d'Israël."⁶⁰

Interrogé à nouveau par Hélène Ryckmans (et pour la quatrième fois sur ce sujet) le 22 avril 2024, le ministre-président Di Rupo déclarait: "...la Wallonie n'octroie aucune licence d'exportation de biens militaires à destination d'Israël depuis le mois de février, et ce, même si le matériel envoyé était ensuite réexporté à d'autres pays européens et aux USA. Concernant les licences vers les USA, mais également les licences octroyées à des pays de l'OTAN et de l'Union européenne, elles suivent deux chemins possibles : - soit le destinataire final est les USA et il est demandé alors un certificat international d'importation ; - soit le matériel fait l'objet d'un assemblage aux USA pour poursuivre son chemin vers un pays hors OTAN ou hors Union européenne. Dans ce cas, un certificat d'utilisateur final est exigé et le dossier est examiné en commission d'avis indépendante du Gouvernement... Concernant la Région wallonne, les licences de transit bénéficient de la même analyse que les autres licences. Si une licence de transit est demandée vers une destination sensible, elle fera l'objet d'une analyse en commission d'avis indépendante. J'ai d'ailleurs, dans le passé, refusé des licences de transit à destination d'Israël... Depuis 2009, il n'y a eu aucune licence d'armes pour Israël à usage de l'armée israélienne. La question qui a été posée, c'est celle du transit. En réalité, c'était un conditionnement et donc de la poudre qui devait se transformer en munition. La poudre était conditionnée en Israël et renvoyée dans les pays européens ou aux États-Unis, avec toutes les conditions que j'ai évoquées. Cette faculté, nous l'avons supprimée après les événements d'octobre, et ce, formellement, en février, mais uniquement pour cela. Je n'ai jamais signé le moindre document de licence d'armes pour l'armée israélienne."⁶¹

Le 23 mai 2024, *De Morgen*, *Le Soir* et la *RTBF* publiaient des informations selon lesquelles "...la compagnie israélienne [Challenge] n'a jamais cessé de faire transiter par notre territoire du matériel militaire à destination d'Israël malgré l'offensive militaire à Gaza et ses

⁵⁸ Voir les 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} éditions de l'*Observatoire des armes wallonnes*.

⁵⁹ Parlement de Wallonie, "La guerre au Yémen et les exportations d'armes en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis," réponse du ministre-président Di Rupo à une question parlementaire de Christophe Bastin, 1^{er} mars 2021, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2020_2021/CRIC/cric135.pdf (consulté le 27 avril 2021).

⁶⁰ Région wallonne, "Bruxelles et la Wallonie décident d'étendre leur politique restrictive d'exportations de biens militaires vers Israël aux biens à double usage et aux licences de transit à destination d'Israël," 7 février 2024, <https://dirupo.wallonie.be/home/presse--actualites/communiqués-de-presse1/presses/bruxelles-et-la-wallonie-decident-detendre-leur-politique-restrictive-dexportations-de-biens-militaires-vers-israel-aux-biens-a-double-usage-et-aux-licences-de-transit-a-destination-disrael.html> (consulté le 29 mai 2024).

⁶¹ Parlement de Wallonie, "Les armements en transit vers Israël," réponse du ministre-président Di Rupo à Hélène Ryckmans, 22 avril 2024, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2023_2024/CRAC/crac143.pdf (consulté le 22 mai 2024).

conséquences sur la population civile."⁶² Le même jour, quatre ONG⁶³ déclaraient par communiqué qu'elles "attribuent la responsabilité principale du transit de ces armes aux autorités régionales wallonnes, lesquelles sont compétentes pour la réglementation du transit d'armes sur le territoire de la Région et, donc, à l'aéroport de Liège. Les organisations pointent particulièrement le cadre réglementaire désespérément laxiste concernant le transit d'armes."⁶⁴

Le 27 mai 2024, le ministre-président Di Rupo annonçait avoir signé un arrêté ministériel "interdisant tout transit d'armes avec ou sans transbordement vers Israël." Selon la *RTBF*, l'interdiction vise le matériel militaire à destination d'Israël qui transiterait par les aéroports wallons de Liège ou de Charleroi.⁶⁵

Publié au *Moniteur belge* le 3 juin 2024, l'arrêté ministériel en question "interdit de faire transiter par les aéroports, avec ou sans transbordement, du matériel militaire visé par la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne vers l'Etat d'Israël" et oblige "Toute compagnie aérienne ou transitaire, ou toute partie associée au mouvement de matériel militaire envisagé, qui a connaissance ou des raisons suffisantes de présumer l'existence, actuelle ou future, d'un transit faisant l'objet d'une interdiction...de communiquer à l'administration la liste des produits transportés au plus tard 5 jours calendaires avant le départ de son vol vers la Région wallonne." L'arrêté ajoute: "En cas de non-respect des dispositions des articles 4 et 5, la compagnie aérienne est interdite de transit par la Région wallonne et en est informée par les aéroports."⁶⁶

Dans leur communiqué précité, les quatre ONG⁶⁷ s'interrogeaient également "sur le rôle de l'Autorité fédérale, particulièrement en ce qui concerne la compétence du SPF Mobilité...selon le Règlement européen 965/2012...une autorisation doit être obtenue auprès de chaque État membre de l'Union européenne dont l'espace aérien est emprunté pour le transport d'armes et de munitions de guerre." Les quatre ONG ont donc mis en demeure le ministre fédéral de la mobilité Gilkinet "afin de l'interroger sur la délivrance d'autorisations pour l'usage de l'espace aérien de la Belgique par des appareils transportant des armes à destination d'Israël depuis le mois d'octobre 2023."⁶⁸ Selon *Le Soir* en effet, la compagnie israélienne Challenge a "exploité une faille dans la législation sur le transit d'armes." D'après le quotidien *Le Soir*, le ministre Gilkinet "assure n'avoir reçu aucune demande en ce sens... Le ministre soupçonne donc que la compagnie ait contrevenu à la législation fédérale et dépose plainte en ce sens... Par ailleurs, le cabinet Gilkinet souhaite restreindre une autorisation permanente octroyée à Challenge, dans le cadre du transport de matériel dangereux. Désormais, cette autorisation ne couvrira plus les munitions et l'armement." Le ministre Gilkinet a pris cette décision dans le cadre d'un arrêté royal selon lequel "L'autorisation de transport de marchandises dangereuses délivrée le 27 avril 2023 à la S.A. Challenge Airlines est restreinte et exclut le transport d'armes et de matériel de guerre à destination d'Israël."⁶⁹ Le ministre Gilkinet a également annoncé aux quatre ONG avoir publié des instructions à son administration les 11 août 2023, 16 avril 2024 et 5 juin 2024, dont l'objectif était "dans un premier temps d'assurer l'effectivité du contrôle sur les vols de ce type, dans un

⁶² *RTBF*, "70 tonnes de matériel militaire à destination d'Israël ont transité par Bierset : une forme d'hypocrisie des autorités belges?", 23 mai 2024, <https://www.rtf.be/article/plus-de-70-tonnes-de-materiel-militaire-a-destination-d-israel-ont-transite-par-l-aeroport-de-bierset-depuis-le-7-octobre-11377657> (consulté le 28 mai 2024).

⁶³ Amnesty International, Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie, Ligue des droits humains et Vredesactie.

⁶⁴ Amnesty International, "Des preuves de transit d'armes vers Israël par l'aéroport de Liège," 23 mai 2024,

<https://www.amnesty.be/infos/actualites/transit-armes-belgique-israel> (consulté le 28 mai 2024).

⁶⁵ *RTBF*, La Wallonie interdit toute forme de transit d'armes vers Israël, 27 mai 2024, <https://www.rtf.be/article/la-wallonie-interdit-toute-forme-de-transit-d-armes-vers-israel-11380060> (consulté le 28 mai 2024).

⁶⁶ *Moniteur belge*, N.118, deuxième édition, 3 juin 2024, https://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2024/06/03_2.pdf#page=2 (consulté le 7 juin 2024).

⁶⁷ Amnesty International, Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie, Ligue des droits humains et Vredesactie.

⁶⁸ Amnesty International, "Des preuves de transit d'armes vers Israël par l'aéroport de Liège," 23 mai 2024,

<https://www.amnesty.be/infos/actualites/transit-armes-belgique-israel> (consulté le 28 mai 2024).

⁶⁹ Royaume de Belgique, "Arrêté royal portant restriction de l'autorisation de transport de marchandises dangereuses de la S.A. Challenge Airlines," 4 juin 2024. Au moment d'écrire ces lignes, ledit arrêté royal n'avait pas été publié.

second temps d'interdire le transit vers Israël."⁷⁰ *Le Soir* ajoutait: "Challenge n'a pas souhaité répondre à nos questions" (voir aussi sections "[Exportations](#)" et "[Production](#)").⁷¹

Mexique

En réponse à une enquête du journal *Le Soir* et de *Forbidden Stories* (voir section "[Exportations](#)") sur la présence d'armes wallonnes aux mains des cartels mexicains, le ministre-président Di Rupo a déclaré que "depuis 2014, suite à l'affaire de collusion de la police mexicaine dans le meurtre de 43 étudiants, les licences d'exportation ne sont octroyées qu'à l'armée mexicaine et pas à la police."⁷²

Russie

Le 24 février 2022, soit le jour où débutait l'agression russe contre l'Ukraine, le ministre-président Di Rupo annonçait avoir "pris la décision de suspendre préventivement toutes les licences d'exportation de biens dits « double usage »⁷³ à destination de la Russie... Pour rappel, la Wallonie n'exporte aucune arme à la Russie en respect de l'embargo de l'Union européenne décrété en 2014 suite au conflit en Crimée."⁷⁴

Le 17 mai 2023, le ministre de l'économie Borsus déclarait en réponse à une question parlementaire du député wallon Christophe Bastin: "...je vous confirme qu'aucune exportation d'armes vers la Russie n'a eu lieu depuis 2014" (voir aussi sections "[Exportations](#)" et "[Production](#)").⁷⁵

Serbie

Le 26 juillet 2023, la Région wallonne annonçait lever la suspension des licences d'exportation de l'entreprise New Lachaussée vers la Serbie car "les machines à produire des munitions...se trouvaient bien en Serbie" (voir aussi sections "[Exportations](#)" et "[Production](#)").⁷⁶

Turquie

Le 13 octobre 2019, le ministre-président wallon Elio Di Rupo déclarait que depuis 2016, "aucune arme wallonne n'a été vendue au gouvernement turc, à sa police ou à son armée," ajoutant que le gouvernement "poursuivra bien entendu cette politique de refus de vendre des armes aux autorités turques."⁷⁷ Le 21 octobre 2019, en réponse à plusieurs questions parlementaires, il ajoutait: "A la suite du coup d'état manqué intervenu en juillet 2016, la Wallonie a révoqué plusieurs licences d'exportations à destination de la Turquie et opposé des refus à l'octroi de nouvelles licences. La politique actuelle est restée inchangée." Aucune licence n'avait été octroyée pour l'armée ou la police "en raison des risques

⁷⁰ Email de Manuel Lambert, conseiller juridique à la Ligue des droits humains, à l'*Observatoire des armes wallonnes*, 14 juin 2024.

⁷¹ *Le Soir*, "Munitions vers Israël : une plainte contre la compagnie aérienne Challenge," 31 mai 2024, <https://www.lesoir.be/591825/article/2024-05-31/munitions-vers-israel-une-plainte-contre-la-compagnie-aerienne-challenge> (consulté le 11 juin 2024).

⁷² *Le Soir*, "Mortel commerce d'armes avec le Mexique," 10 décembre 2020, <https://plus.lesoir.be/342731/article/2020-12-09/projet-cartel-des-armes-de-la-fn-sur-des-scenes-de-crime-au-mexique> (consulté le 23 avril 2021).

⁷³ Les biens à "double usage" sont des biens conçus à des fins civiles mais susceptibles d'avoir une utilisation tant civile que militaire.

⁷⁴ Elio Di Rupo Ministre-Président, "Le Gouvernement wallon décide de suspendre les licences d'exportation à double usage à destination de la Russie," 24 février 2022, <https://dirupo.wallonie.be/home/presse--actualites/communiques-de-presse1/presses/le-gouvernement-wallon-de-cide-de-suspendre-les-licences-dexportation-des-biens-a-double-usage-a-destination-de-la-russie.html> (consulté le 16 mai 2023).

⁷⁵ Parlement de Wallonie, "Les relations entre une entreprise wallonne d'armement et la Russie," réponse du ministre de l'économie Borsus à une question orale de Christophe Bastin, 17 mai 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric180.pdf (consulté le 16 mai 2023).

⁷⁶ RTBF, "Détournement de munitions vers la Russie : l'entreprise belge New Lachaussée peut à nouveau exporter," 26 juillet 2023, <https://www.rtbf.be/article/detournement-de-munitions-vers-la-russie-l-entreprise-belge-new-lachaussee-peut-a-nouveau-exporter-11232954> (consulté le 29 mai 2024).

⁷⁷ *La Libre Belgique*, "Offensive turque en Syrie - La Wallonie a interrompu, dès 2016, les exportations d'armes vers la Turquie," 13 octobre 2019, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/offensive-turque-en-syrie-la-wallonie-a-interrompu-des-2016-les-exportations-d-armes-vers-la-turquie-5da36cca9978e22374dbb84c> (consulté le 21 octobre 2019).

d'utilisation en Syrie ou de répressions internes." Les licences octroyées en 2017 concernaient "pour la grande majorité le programme européen Airbus A400M."⁷⁸

Des exportations d'armes vers la Turquie ont été enregistrées en 2017, 2018, 2019, 2020, 2022 et 2023 (voir section "[Exportations](#)").

Transparence

Rapports armes de la Région wallonne

Selon la Déclaration de politique régionale wallonne 2019-2024, "le Ministre compétent assurera d'initiative la transmission quadrimestrielle de rapports à la sous-commission concernée du Parlement de Wallonie. Les rapports détailleront les décisions d'octroi des licences d'exportation d'armes avec les mêmes précisions indiquées dans les rapports actuels. La sous-commission parlementaire respectera les conditions [mises] à l'examen de ces rapports."⁷⁹

Le 27 novembre 2019, le ministre-président Di Rupo a déclaré lors d'une réunion avec Amnesty International, que la sous-commission armes du parlement wallon se réunirait sur une base quadrimestrielle mais que cela se ferait à huis-clos et que le compte-rendu de cette réunion ne serait pas rendu public. Invité par Amnesty International à fournir des commentaires sur les rapports de l'*Observatoire des armes wallonnes* avant leur publication, le ministre-président a décliné.⁸⁰

Selon l'article 24 du décret de 2012 (voir section "[Politique](#)"), "Le Gouvernement remet annuellement au Parlement wallon rapport sur l'application du présent décret."⁸¹ Également connus comme "rapports armes," les rapports annuels 2019, 2020, 2021 et 2022 sont disponibles en ligne sur le site internet du ministre-président Di Rupo. Par contre, les rapports antérieurs à 2019 n'y sont plus accessibles.⁸²

Dans une note d'analyse publiée en mars 2021, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) écrivait à propos des rapports armes: "...leur publication tardive (parfois plus d'un an après l'année concernée) permet rarement au parlement « d'assurer sa mission de contrôle et d'interpellation » et d'évaluer les décisions d'octroi de licences d'exportation en fonction du développement de la situation géopolitique et humanitaire... De plus, ni les rapports quadrimestriels ni les comptes-rendus de réunion de la sous-commission ne sont ouverts au public. Davantage de détails devraient également être fournis concernant les exportations réelles d'armes."⁸³

Le 31 décembre 2019, le ministre-président Di Rupo répondait à une question écrite du député wallon François Desquesnes: "Les éléments d'information précis relatifs aux licences d'exportation, y compris à destination des pays dits « sensibles », sont communiqués en sous-commission armes... Les rapports annuels font ensuite l'objet d'une publication officielle sur le site du Gouvernement wallon."⁸⁴ Interrogé le 25 septembre 2023 par Christophe Bastin à propos des exportations d'armes wallonnes à destination du Nigéria, le ministre-président Di Rupo ajoutait: "...certaines données sont effectivement de nature confidentielles.

⁷⁸ Parlement de Wallonie, "La vente d'armes à la Turquie," réponse du ministre-président Di Rupo à deux questions orales de Christophe Bastin et Hélène Ryckmans, 21 octobre 2019, https://www.youtube.com/watch?v=T4JGf_IKRe0&list=PLw92t1YotbteTqot1Hry5CkbFt-EJrsm&t=5112s (consulté le 21 octobre 2019).

⁷⁹ Région wallonne, "Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024," 9 septembre 2019, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf (consulté le 11 septembre 2019).

⁸⁰ Notes d'une réunion entre le ministre-président Di Rupo et Amnesty International, Namur, 27 novembre 2019.

⁸¹ "Décret relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes et de produits civils liés à la défense," 21 Juin 2012, <https://wallex.wallonie.be/eli/loi-decret/2012/06/21/2012203690/2012/07/15> (consulté le 11 mai 2023).

⁸² Voir <https://dirupo.wallonie.be/home/publications.html> (consulté le 10 juin 2024). Les rapports "armes" antérieurs à 2021 peuvent être consultés via <https://www.grip.org/rapports-disponibles-sur-le-site-officiel-du-gouvernement-wallon>.

⁸³ GRIP, "Les angles morts du contrôle des exportations d'armes de la Région wallonne. Analyse du « Rapport Armes », " 5 mars 2021, <https://www.grip.org/les-angles-morts-du-contrôle-des-exportations-darmes-de-la-region-wallonne-analyse-du-rapport-armes/> (consulté le 11 mai 2023).

⁸⁴ Parlement de Wallonie, "Les licences d'exportation d'armes de Mecar," réponse du ministre-président Di Rupo à une question écrite de François Desquesnes, 31 décembre 2019, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&idoc=93045> (consulté le 23 janvier 2020).

Les licences à destination de pays sensibles font l'objet, dans tous les cas, d'un passage en commission d'avis, dans le respect de cette confidentialité. Je ferai donc preuve de toute la transparence requise devant ce Parlement lors de la sous-commission Armes."⁸⁵

Interrogé à nouveau par Christophe Bastin le 10 juillet 2023 concernant "l'opacité et le manque de transparence sur la matière de la part du Gouvernement wallon," le ministre-président Di Rupo a répondu: "En ce qui concerne la question du rapportage pour l'année 2022, deux rapports quadrimestriels ont été analysés dans la sous-commission Armes, dont vous faites d'ailleurs partie. Pour le rapport annuel 2022, mon administration m'a confirmé qu'elle procédait aux dernières vérifications. Ce rapport et celui du troisième trimestre 2022 seront transmis au Parlement au plus vite. Une réunion de la sous-commission Armes pourra donc être programmée à la rentrée parlementaire. Je travaille donc avec le Parlement dans la plus grande transparence."⁸⁶ Le rapport armes 2022 a été publié le 26 septembre 2023.⁸⁷

Le 28 mars 2024, Hélène Ryckmans interrogeait par écrit: "Le dernier rapport sur les armes que la Sous-commission de contrôle des licences d'armes a eu à connaître est celui du troisième trimestre 2022 et le rapport annuel 2022. Il manque donc au Parlement les rapports des trois trimestres 2023, et le rapport annuel 2023. Monsieur le Ministre-Président peut-il communiquer l'échéance à laquelle chacun de ces rapports pourra être déposé ? Peut-il expliquer les raisons du retard pour chacun de ces rapports ?" Au moment d'écrire ces lignes, le ministre-président Di Rupo n'avait pas répondu.⁸⁸

La sous-commission de contrôle des licences d'armes, réunie à huis-clos, a pu débattre des rapports quadrimestriels couvrant la période janvier 2023-décembre 2023 le 22 avril 2024.⁸⁹ Néanmoins, le rapport armes 2023 n'était pas encore disponible au moment d'écrire ces lignes.

Base de données de l'Union européenne

Le 23 octobre 2020, l'Union européenne mettait en ligne une base de données publique répertoriant les exportations d'armes des pays de l'UE depuis 2013, et ce sur base des chiffres fournis par les États membres.⁹⁰ Cette plateforme précise qu'"en raison des différences de collecte et de traitement des données entre les autorités compétentes, la Belgique n'est actuellement pas en mesure de fournir des données sur les exportations réelles."⁹¹

Rapports relatifs au Traité sur le commerce des armes

La Belgique a soumis ses rapports relatifs aux années 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 conformément à ses obligations en vertu de l'article 13 du Traité sur le commerce des armes.⁹²

⁸⁵ Parlement de Wallonie, "Les exportations d'armes wallonnes à destination du Nigéria," réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale de Christophe Bastin, 25 septembre 2023, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&idoc=93045> (consulté le 30 mai 2024).

⁸⁶ Parlement de Wallonie, "L'analyse de M. le Ministre-Président du 6e rapport de l'Observatoire des armes wallonnes," réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale de Christophe Bastin, 10 juillet 2023, http://nautilus.parlement-wallonie.be/Archives/2022_2023/CRIC/cric190.pdf (consulté le 30 mai 2024).

⁸⁷ Elio Di Rupo Ministre-Président, "Publications," <https://dirupo.wallonie.be/home/publications.html> (consulté le 30 mai 2024).

⁸⁸ Parlement de Wallonie, "Les rapports sur les armes," question écrite d'Hélène Ryckmans au ministre-président Di Rupo, 28 mars 2024, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&idoc=127860> (consulté le 30 mai 2024).

⁸⁹ Parlement de Wallonie, "Sous-commission de contrôle des licences d'armes. Bulletin des travaux," 22 avril 2024, http://nautilus.parlement-wallonie.be/Archives/2023_2024/BT/bt175.pdf (consulté le 30 mai 2024).

⁹⁰ European Union External Action Service, "Arms exports control: launch of online database increasing transparency on EU arms exports," 26 octobre 2020, https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/87534/arms-exports-control-launch-online-database-increasing-transparency-eu-arms-exports_en (consulté le 11 mai 2023).

⁹¹ European Union External Action, "EU Member States Notes," base de données en ligne du COARM, <https://webgate.ec.europa.eu/eeasqap/sense/app/75fd8e6e-68ac-42dd-a078-f616633118bb/sheet/93b40ae0-67f6-4e57-b2eb-5ee39d90764e/state/analysis> (consulté le 11 mai 2023).

⁹² Arms Trade Treaty, "Annual Reports," 29 mai 2024, <https://thearmstradetreaty.org/annual-reports.html?templated=209826> (consulté le 30 mai 2024).

Autres mécanismes

En ce qui concerne le rapport de la Belgique au Registre des Nations Unies sur les armes conventionnelles (UNROCA), les seules exportations d'armes mentionnées dans le rapport 2022 sont les exportations vers l'Ukraine.⁹³

Production

Emploi

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) liste 44 entreprises "qui ont une activité de production de biens et de services à usage militaire" en Région wallonne, lesquelles emploient au total 3.604 personnes. Les poids lourds du secteur comprennent: FN Herstal (1.454 emplois), John Cockerill (301 emplois), Thales Belgium⁹⁴ (282 emplois), Mecar/KNDS Belgium (264 emplois), ainsi que SONACA⁹⁵ (1.341 emplois). Dans une note d'analyse publiée en août 2018, le GRIP présentait une méthodologie permettant d'estimer "l'emploi total qui sera créé [par le secteur de l'armement] dans l'ensemble de l'économie belge (dans l'entreprise, chez les fournisseurs et par la consommation des ménages)."⁹⁶ Pour la Région wallonne, le GRIP estime ce chiffre à 9.191 emplois.⁹⁷

Diversification

En septembre 2019, dans sa Déclaration de politique régionale 2019-2024, la nouvelle majorité wallonne écrivait: "La R&D menée au sein des entreprises de la défense en Wallonie visera aussi à diversifier les risques dans leurs activités. Dans toute la mesure du possible, ces activités doivent également porter sur la transition écologique... Afin de leur garantir une meilleure stabilité, la Wallonie poursuivra et renforcera le processus d'accompagnement des entreprises du secteur de l'armement en vue de diversifier leurs productions et leur clientèle."⁹⁸

Le 11 avril 2023, le député wallon Jean-Luc Crucke questionnait le ministre Borsus concernant "Le défi de diversification des marchés de la FN Herstal et l'appel à projets du 17 juin 2022." En réponse, le ministre écrivait: "L'objectif est de renforcer leur positionnement dans l'écosystème belge et européen de la défense en contribuant à accroître significativement leur excellence dans les thématiques prioritaires pour le secteur tout en favorisant leur transition numérique, énergétique ou verte dans une optique de diversification des risques dans leurs activités et d'accroissement de leur compétitivité... La part budgétaire allouée à la diversification devrait correspondre à...14 000 000,00 euros." Suivait une description des sept projets financés et des acteurs impliqués, notamment: FN Herstal, John Cockerill Defense et Thales Belgium. Et le ministre Borsus de conclure: "...ma conviction est que la Wallonie doit à l'avenir amplifier son soutien au secteur de la Défense compte tenu de l'importance cruciale de son rôle et de ses missions, mais aussi eu égard aux emplois directs et indirects qu'il génère en Wallonie."⁹⁹

Le 26 mars 2024, répondant à une question du député wallon André Antoine concernant "la stratégie de la Wallonie sur le développement de l'industrie de l'armement," la

⁹³ UNROCA, "UNROCA original report Belgium 2022," <https://www.unroca.org/belgium/report/2022/> (consulté le 30 mai 2024).

⁹⁴ Anciennement Forges de Zeebrugge, à ne pas confondre avec Thales Alenia Space Belgium qui selon le GRIP "conçoit du matériel électronique de puissance à bord des satellites et des lanceurs spatiaux, du matériel de télégestion et du matériel de communication pour satellites à usages civil et militaire." GRIP, "Base de données sur l'industrie de l'armement en Belgique," <https://production.grip.org/> (consulté le 12 juin 2024).

⁹⁵ Selon le GRIP, 30% de l'activité de SONACA concerne l'armement.

⁹⁶ GRIP, "L'effet multiplicateur d'emploi du secteur de l'armement en Belgique," 24 août 2018, <https://grip.org/leffet-multiplicateur-demploi-du-secteur-de-larmement-en-belgique-2/> (consulté le 6 mai 2021).

⁹⁷ GRIP, "Base de données sur l'industrie de l'armement en Belgique," <https://production.grip.org/> (consulté le 27 mai 2024).

⁹⁸ Région wallonne, "Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024," 9 septembre 2019, https://www.wallonie.be/sites/default/files/2019-09/declaration_politique_regionale_2019-2024.pdf (consulté le 11 septembre 2019).

⁹⁹ Parlement de Wallonie, "L'objectif de diversification du secteur de l'armement dans la Déclaration de politique régionale," réponse du ministre de l'économie Borsus à une question écrite de Jean-Luc Crucke, 27 avril 2023, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=120371> (consulté le 8 mai 2023); voir aussi Parlement de Wallonie, "L'objectif de diversification du secteur de l'armement dans la Déclaration de politique régionale," réponse du ministre de l'économie Borsus à une question écrite de Christophe Bastin, 12 juillet 2022, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=113553> (consulté le 8 mai 2023).

ministre De Bue a notamment évoqué une conférence organisée par la présidence belge du Conseil de l'Union européenne "avec l'aide de la fédération industrielle européenne ASD – Aerospace, Security and Defence Industry" et ayant pour objectif d'"identifier les possibilités de renforcer la base technologique et industrielle de défense européenne, de réfléchir aux aspects budgétaires de la défense européenne ainsi que d'augmenter et de tirer parti des instruments d'investissement collaboratifs dans le domaine de la défense au niveau de l'Union européenne et par le biais d'initiatives européennes en cours, telles que le Fonds européen de la défense."¹⁰⁰

Belgian Advanced Technology Systems (BATS)

La maison-mère de BATS est ELTA, une filiale d'Israel Aerospace Industries (IAI).¹⁰¹ Ses principales activités concernent la surveillance du champ de bataille, la protection des forces et des infrastructures critiques, la surveillance et la protection des frontières et des côtes, ainsi que la surveillance et le cyber-renseignement.¹⁰² Selon le GRIP, BATS est "contrôlée par le gouvernement israélien et détenue par le fond (sic) d'investissement néerlandais Lardosa Investments."¹⁰³

Le 12 février 2022, le site spécialisé *Israel Defense* écrivait: "IAI utilise BATS pour vendre des produits dans le Golfe depuis des années. En mars dernier, les Émirats arabes unis ont acheté un système de lutte contre les avions sans pilote (C-UAS). BATS est également actif en Afrique. En novembre dernier, IAI a remporté un contrat pour assurer la sécurité des bases de l'ONU au Mali. BATS a exécuté l'accord."¹⁰⁴

Le chiffre d'affaires de BATS pour l'année 2022¹⁰⁵ s'élève à 18.269.350€, soit une augmentation de 15.349.152€ (526%) par rapport à 2021. La société indique dans son bilan 2022 avoir "effectué de nombreuses démonstrations in situ... BATS a supporté la maison-mère pour des démos en Europe et au Moyen-Orient... La société développe des solutions « globales », incluant l'intégration de produits qu'elle commercialise dans des solutions « clé sur porte ». BATS occupe sept personnes."¹⁰⁶

Le 11 mars 2021, le quotidien basé à Abou Dhabi *The National News* annonçait la conclusion d'un partenariat entre le conglomérat émirati Edge et Israel Aerospace Industries, avec le "soutien supplémentaire" de BATS, et ce afin de "développer un système avancé de lutte contre les avions sans pilote (C-UAS) capable de détecter et d'intercepter un large éventail de menaces" (voir section "[Exportations](#)").¹⁰⁷

En février 2022, plusieurs sources indiquaient que les Forces de défense de Bahreïn avaient choisi BATS pour "la fourniture d'un système intégré de surveillance côtière, destiné à protéger les côtes d'une base militaire du pays."¹⁰⁸ Le site *The Cradle* écrivait à ce propos que "L'accord a été confirmé une semaine après que [le ministre de la défense israélien] Gantz

¹⁰⁰ Parlement de Wallonie, "La stratégie de la Wallonie sur le développement de l'industrie de l'armement," réponse de la ministre De Bue à une question d'André Antoine, 26 mars 2024, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2023_2024/CRIC/cric129.pdf (consulté le 27 mai 2024).

¹⁰¹ Belgian Advanced Technology Systems, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," 24 août 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-enterprise> (consulté le 31 mai 2024); IAI, "Elta Systems Ltd.," <https://www.iai.co.il/about/groups/elta-systems> (consulté le 31 mai 2024).

¹⁰² Belgian Advanced Technology Systems, "Provide wider Situational Awareness, actionable intelligence, surveillance and reconnaissance," sans date, <https://www.bats.be/general-articles/bats> (consulté le 31 mai 2024).

¹⁰³ GRIP, "Base de données sur l'industrie de l'armement en Belgique," <https://production.grip.org/2023/06/07/belgian-advanced-technology-systems-belgium/> (consulté le 27 mai 2024).

¹⁰⁴ *IsraelDefense*, "IAI sells coastal radar to Bahrain - 200 km from Iran," 12 février 2022, <https://www.israeldefense.co.il/en/node/53595> (consulté le 10 juin 2024).

¹⁰⁵ Au moment d'écrire ces lignes, les comptes de l'entreprise pour l'année 2023 n'étaient pas encore accessibles.

¹⁰⁶ Belgian Advanced Technology Systems, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," 24 août 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-enterprise> (consulté le 5 juin 2024).

¹⁰⁷ *The National News*, "UAE's Edge to collaborate with Israel on advanced counter unmanned aircraft system," 11 mars 2021, <https://www.thenationalnews.com/business/aviation/uae-s-edge-to-collaborate-with-israel-on-advanced-counter-unmanned-aircraft-system-1.1182329> (consulté le 24 mai 2024).

¹⁰⁸ BATS, "Bahrain Defence Forces select BATS for supply Integrated Coastal Surveillance System," sans date, <https://www.bats.be/press-uk/bahrain-defence-forces-select-bats-for-supply-integrated-coastal-surveillance-system> (consulté le 10 juin 2024); *IsraelDefense*, "IAI sells coastal radar to Bahrain - 200 km from Iran," 12 février 2022, <https://www.israeldefense.co.il/en/node/53595> (consulté le 10 juin 2024).

ait visité Bahreïn et appelé à une coopération défensive plus poussée" (voir section "[Exportations](#)").¹⁰⁹

BATS annonce également sur son site être "à la pointe du système grec avancé de surveillance électronique des frontières" et ajoute: "La Grèce a achevé une clôture de 40 km accompagnée d'un nouveau système de surveillance électronique automatique pour arrêter les migrants potentiels qui pourraient passer par la Turquie pour se rendre en Europe."¹¹⁰

Transparency International considère l'engagement d'Israel Aerospace Industries en faveur de la lutte contre la corruption et de la transparence comme "limité."¹¹¹

Eurengo Clermont (anciennement Poudrerie belge de Clermont)

Eurengo Clermont, connue jusqu'en octobre 2022¹¹² sous le nom de Poudrerie belge de Clermont-sous-Huy, est une entreprise de fabrication de poudre propulsive destinée à la production de munitions de petits et moyens calibres, de charges d'obus de mortiers.¹¹³ La poudrerie faisait autrefois partie des Poudreries réunies de Belgique (PRB),¹¹⁴ un important producteur et exportateur de mines antipersonnel et antivéhicule qui fit faillite en 1990.¹¹⁵

Le chiffre d'affaires d'Eurengo Clermont pour l'année 2022¹¹⁶ s'élève à 38.580.135€, soit une augmentation de 5.761.626€ (18%) par rapport à 2021. La société indique également un bénéfice de 3.351.440€, en augmentation de 5% par rapport à 2021. La société évoque à ce propos "l'amélioration continue de nos processus de production et le maintien des actions mises en œuvre en vue d'optimiser nos coûts de fonctionnement... Les diverses mesures mises en œuvre dans ce contexte complexe ont permis de produire 2240 tonnes et de rencontrer le carnet de commandes étoffé." La société est détenue à 99,99% par Eurengo SA, une société française basée à Sorgues.¹¹⁷ Eurengo se définit comme "un Groupe de plein exercice du portefeuille de l'Agence de Participations de l'Etat [français]."¹¹⁸

D'après le Syndicat d'initiative d'Hermalle-sous-Huy, le site de la poudrerie couvre "une zone boisée...de quelque 100 ha de la commune d'Engis." La société a "une production de 200 kg de nitroglycérine et de poudre sphérique allant jusqu'à 2 000 T par an...elle fournit la plupart des plus grands fabricants internationaux de munitions."¹¹⁹ Le 4 avril 2024, *RTC Télé Liège* annonçait que le groupe Eurengo allait y investir 80 millions d'euros, que les installations seraient modernisées et qu'une centaine de personnes y seraient recrutées. Eurengo "va doubler ses capacités en explosifs, va multiplier par dix ses capacités en poudre de gros calibres et va multiplier par sept ses capacités en produits de charges modulaires pour les munitions de 155 millimètres des pièces d'artillerie... Les pays européens fournissent l'Ukraine en armement, mais ils doivent également reconstituer leurs stocks pour, au besoin, pouvoir

¹⁰⁹ *The Cradle*, "Bahrain signs defense agreement with Israeli company," 10 février 2022, <https://thecradle.co/articles-id/4787> (consulté le 10 juin 2024).

¹¹⁰ BATS, "BATS at the forefront of Greek advanced electronic border surveillance system," sans date, <https://www.bats.be/press-uk/bats-at-the-forefront-of-greek-advanced-electronic-border-surveillance-system> (consulté le 12 juin 2024).

¹¹¹ Transparency International Defence & Security, "Israel Aerospace Industries (IAI)," sans date, <https://ti-defence.org/dci/companies/israel-aerospace-industries/> (consulté le 3 juin 2024).

¹¹² Eurengo Clermont, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," 11 juillet 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 5 juin 2024).

¹¹³ GRIP, "EURENCO CLERMONT (anciennement P.B. CLERMONT)," 14 juin 2023, <https://production.grip.org/2023/06/14/pb-clermont/> (consulté le 31 mai 2024).

¹¹⁴ Hermalle-sous-Huy, "Une histoire de poudres," sans date, <https://www.hermalle-sous-huy.be/fr/economie-industrie.html#poudreries> (consulté le 31 mai 2024).

¹¹⁵ *Landmine & Cluster Munition Monitor*, "Belgium," 12 novembre 2019, <https://the-monitor.org/en-gb/reports/2023/belgium/mine-ban-policy.aspx> (consulté le 31 mai 2024); *Le Soir*, "Les Poudreries réunies de Belgique en faillite ?," 16 juillet 1990, <https://www.lesoir.be/art/les-poudreries-reunies-de-belgique-en-faillite-t-19900716-Z02WWN.html> (consulté le 31 mai 2024).

¹¹⁶ Au moment d'écrire ces lignes, les comptes de l'entreprise pour l'année 2023 n'étaient pas encore accessibles.

¹¹⁷ Eurengo Clermont, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," 11 juillet 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 5 juin 2024).

¹¹⁸ Eurengo, "Le groupe EURENCO se réorganise pour accélérer sa croissance," 6 janvier 2023, <https://eurengo.com/le-groupe-eurengo-se-reorganise-pour-acceler-sa-croissance/> (consulté le 3 juin 2024); *BFM TV*, "Défense: la Société nationale des poudres et explosifs devient officiellement 100% publique," 18 janvier 2023, https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/defense/defense-la-societe-nationale-des-poudres-et-explosifs-devient-officiellement-100-publique_AD-202301180423.html (consulté le 5 juin 2024).

¹¹⁹ Hermalle-sous-Huy, "Une histoire de poudres," sans date, <https://www.hermalle-sous-huy.be/fr/economie-industrie.html#poudreries> (consulté le 31 mai 2024).

faire face à un élargissement du conflit."¹²⁰ Selon *La Libre Belgique*, qui proposait le 27 mai 2024 une interview de son directeur, Eurenco Clermont est "le principal producteur [de poudres] en Belgique, qui fournit, par exemple le groupe wallon FN Herstal."¹²¹

Le 25 janvier 2024, le quotidien *De Morgen* écrivait: "Alors qu'Israël bombardait la bande de Gaza depuis cinquante jours, la Belgique exportait 16 tonnes de poudre à canon vers Israël. La poudre provenait d'une usine wallonne et était embarquée dans le port d'Anvers sur un navire de la compagnie maritime israélienne Zim."¹²² La poudre en question provenait d'Eurenco/PB Clermont (voir sections "[Exportations](#)" et "[Politique](#)").¹²³

FN Herstal

Le Groupe Herstal (Herstal S.A.),¹²⁴ la maison-mère de 20 sociétés dont FN Herstal et FN America, rapporte pour 2022¹²⁵ un chiffre d'affaires de 956,5 millions d'euros (en augmentation de 12,3% par rapport à 2021) et un bénéfice d'un peu plus de 27 millions d'euros.¹²⁶ Sous l'entête "Perspectives," Herstal S.A. écrit: "Le Groupe dispose enfin de tous les atouts pour être un acteur majeur au service de l'évolution de l'Europe de la Défense et de la politique de l'OTAN. L'évolution du contexte géopolitique, dont le renforcement de la défense européenne sont des éléments qui pourraient en effet avoir un impact sur les activités du groupe."¹²⁷ Répondant à une question de Christophe Bastin, le ministre de l'économie Borsus écrivait à ce propos le 29 novembre 2023: "...je peux confirmer que cela fait partie de la diversification commerciale de la FN et notamment d'une augmentation des activités de la FN au service de notre Défense et de celles des pays de l'Union européenne."¹²⁸

Quant à FN Herstal, son bilan 2022 révèle un chiffre d'affaires de 273.302.034€, en augmentation (+9%) par rapport à 2021, mais aussi une perte de 27.380.814€ "suite à une inflation importante de ses coûts ainsi que la dotation d'une provision pour risques et charges." La société ajoute: " L'analyse, terminée à fin mars 2023, a permis de confirmer ces suspicions de fraude pour laquelle l'entreprise a déposé plainte auprès de la justice...la fraude suspectée concerne un cas de collusion émanant d'un ex-employé du service des achats avec l'aide de tiers. Les analyses mentionnées ci-dessus ont permis de chiffrer le préjudice maximum à 15 millions d'EUR... D'autre part, l'analyse Forensic...formule une série de recommandations pour l'avenir qui contribueront à renforcer de manière pertinente et utile les politiques déjà menées par la direction de l'entreprise en matière de gouvernance et de contrôle interne. L'entreprise a d'ores et déjà établi un plan d'action concret concernant la mise en œuvre de ces recommandations."¹²⁹ Entre février et mai 2023, le ministre Borsus a répondu de manière détaillée à huit questions parlementaires à ce sujet.¹³⁰

¹²⁰ *RTC Télé Liège*, "Le groupe industriel Eurenco investit pour doubler sa production de poudre à Clermont," 4 avril 2024, https://www.rtc.be/le_groupe_industriel_eurenco_investit_pour_doubler_sa_production_de_poudre_a_clermont-1518628-999-325.html (consulté le 5 juin 2024).

¹²¹ *La Libre Belgique*, "« Il n'y a pas d'école en Belgique qui explique comment produire des poudres explosives », " 27 mai 2024, <https://www.lalibre.be/economie/entreprises-startup/2024/05/27/il-ny-a-pas-decole-qui-explique-comment-produire-des-poudres-explosives-YIM2ZBCCJFALTFTJRJWJHQ5JTM/> (consulté le 4 juin 2024).

¹²² *De Morgen*, "Verontwaardiging nu blijkt dat 16 ton Waalse munitie uitgevoerd werd naar Israëlische leger," 25 janvier 2024, <https://www.demorgen.be/nieuws/verontwaardiging-nu-blijkt-dat-16-ton-waalse-munitie-uitgevoerd-werd-naar-israelische-leger-b29561e0/> (consulté le 31 mai 2024).

¹²³ Parlement de Wallonie, "La poudre produite en Wallonie à destination d'Israël," réponse du ministre Collignon à une question parlementaire d'Hélène Ryckmans, 5 février 2024, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2023_2024/CRIC/cric92.pdf (consulté le 29 mai 2024).

¹²⁴ Herstal Group, sans date, <https://herstalgroup.com/fr/> (consulté le 3 juin 2024).

¹²⁵ Au moment d'écrire ces lignes, les comptes de l'entreprise pour l'année 2023 n'étaient pas encore accessibles.

¹²⁶ Herstal S.A., "Comptes consolidés et autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2022, 7 juillet 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 3 juin 2024).

¹²⁷ Herstal S.A., "Comptes consolidés et autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2022, 7 juillet 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 3 juin 2024).

¹²⁸ Parlement de Wallonie, "L'impact pour la Wallonie du contrat entre la FN Herstal et l'État belge," réponse du ministre de l'économie Borsus à une question écrite de Christophe Bastin, 29 novembre 2023, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&idoc=125246> (consulté le 3 juin 2024).

¹²⁹ FN Herstal, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2022, 4 juillet 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 3 juin 2024).

¹³⁰ Parlement de Wallonie, "Travail parlementaire," sans date, https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?idleg=11&session=&mois=&annee=&type=all&auteur=&destinataire=&titre=FN+Herstal&quest=&num=&mat_id=&mat_nom=&p=interp-questions-recherche (consulté le 3 juin 2024).

Dans un article du 11 février 2023, *L'Echo* écrivait: "À la FN Herstal, le culte du secret était érigé en art de vivre. Il a fallu attendre 2022 pour que soit mis en place un système de contrôle." *L'Echo* pointait notamment "des problèmes de gouvernance" et le refus répété pendant près de cinq années de créer "une fonction d'audit interne."¹³¹

Le 2 mars 2023, le magazine d'investigation *Médor* publiait une enquête intitulée "À l'Ouest d'Herstal, Le business ambigu des armes wallonnes aux États-Unis." *Médor* y décrit comment la filiale américaine du Groupe Herstal, FN America, met des armes d'inspiration militaire sur le marché civil américain (voir section "[Exportations](#)").¹³²

Dans un article du 19 décembre 2022, la *RTBF* cite une source à la FN Herstal selon laquelle: "La FN Herstal n'a pas eu de nouvelle activité en Arabie saoudite en 2021 et 2022."¹³³

Plusieurs sources indiquent la présence d'armes FN Herstal sur des avions et hélicoptères récemment acquis par l'armée de l'air nigériane, laquelle est régulièrement accusée de graves violations des droits humains (voir section "[Exportations](#)").

John Cockerill¹³⁴

John Cockerill est considéré comme un leader mondial en matière de tourelles-canon de forte puissance pour véhicules blindés de poids léger et moyen. L'entreprise est également active dans les systèmes de simulation (embarqués ou non).¹³⁵

Le chiffre d'affaires de la branche "Défense" de John Cockerill pour l'année 2022¹³⁶ s'est élevé à 100.536.425€, soit une diminution de 143.248.848€ (-59%) par rapport à 2021. Quant au bénéfice de l'entreprise en 2022, il s'élevait à 77.724.552€.¹³⁷

John Cockerill explique cette forte diminution de son chiffre d'affaires par "la conduite à bonne fin des activités de livraison du contrat pluriannuel AB." Le contrat "AB" désigne un contrat sur 15 ans d'un montant proche de 5 milliards de dollars conclu en 2014 pour équiper de tourelles-canon John Cockerill plus de 700 véhicules blindés destinés à l'Arabie saoudite (voir section "[Exportations](#)").¹³⁸ L'entreprise ajoute: "Cette baisse d'activités a nécessité un redimensionnement des ressources humaines. Un plan de transfert interne au Groupe a permis de staffer utilement les activités en forte croissance, qu'il s'agisse de celles liées à l'hydrogène, aux équipements industriels ou à l'énergie."¹³⁹

Les engagements de John Cockerill avec l'Arabie saoudite se poursuivent cependant, en particulier à travers un "volet Support" qui, selon le magazine spécialisé *Janes Defence Weekly*, est fourni sur une période "beaucoup plus longue" et la formation de 114 stagiaires en 2022, vraisemblablement des militaires saoudiens.¹⁴⁰ Le 2 juillet 2020 en effet, Amnesty International publiait une enquête sur le "Cockerill Campus" qui "détaille la manière dont la France a favorisé et soutenu financièrement comme politiquement l'implantation...d'un campus destiné à former des militaires saoudiens."¹⁴¹

¹³¹ *L'Echo*, "FN Herstal, l'histoire d'une entreprise hors de contrôle," 11 février 2023, <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/fn-herstal-l-histoire-d-une-entreprise-hors-de-controle/10446655.html> (consulté le 9 mai 2023); voir aussi *Observatoire des armes wallonnes*, 6^{ème} édition, 26 mai 2023.

¹³² *Médor*, "À l'Ouest d'Herstal, Le business ambigu des armes wallonnes aux États-Unis," 2 mars 2023, <https://medor.coop/magazines/medor-n30-hiver-2023-2024/a-louest-dherstal-armes-usa-tueries-fn-herstal-ultradoite/?full=1> (consulté le 18 mai 2023).

¹³³ *RTBF*, "Le Scan: quelle est la part du marché saoudien dans les ventes d'armes de la FN Herstal?," 19 décembre 2022, <https://www.rtf.be/article/le-scan-quelle-est-la-part-du-marche-saoudien-dans-les-ventes-d-armes-de-la-fn-herstal-11125809> (consulté le 9 mai 2023).

¹³⁴ Cockerill Maintenance & Ingénierie (CMI) fut renommé John Cockerill en mai 2019. Dans un souci de cohérence, l'*Observatoire des armes wallonnes* fait référence à la société en tant que John Cockerill sauf lorsqu'il s'agit d'une citation où le nom CMI est utilisé.

¹³⁵ GRIP, "JOHN COCKERILL DEFENSE (anciennement CMI DEFENSE)," 13 juin 2023, <https://production.grip.org/2023/06/13/cmi-defence-john-cockerill-defense/> (consulté le 13 juin 2024).

¹³⁶ Au moment d'écrire ces lignes, les comptes de l'entreprise pour l'année 2023 n'étaient pas encore accessibles.

¹³⁷ John Cockerill Défense, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2022, 17 mai 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 3 juin 2024).

¹³⁸ Pour plus d'informations, voir les éditions précédentes de l'*Observatoire des armes wallonnes*.

¹³⁹ John Cockerill Défense, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2022, 17 mai 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 3 juin 2024).

¹⁴⁰ *Janes Defence Weekly*, "New Saudi LAVs to come with Cockerill turrets," 7 janvier 2016, <https://world-defense.com/threads/new-saudi-lavs-to-come-with-cockerill-turrets.3455/> (consulté le 23 avril 2020).

¹⁴¹ Amnesty International, "La France, terre d'accueil," 2 juillet 2020, <https://www.amnesty.fr/contrôle-des-armes/actualites/revelations-en-france-un-centre-de-formation-pour-des-soldats-saoudiens> (consulté le 3 juin 2021).

Le 6 février 2024, le site spécialisé *Army Recognition* rapportait que John Cockerill avait présenté en Arabie saoudite, au World Defence Show 2024, une tourelle légère (1,2 tonne) dénommée CPWS (Cockerill Protected Weapon Station) équipée d'un canon de 25 mm.¹⁴² En mars 2022, John Cockerill y avait déjà présenté un véhicule blindé hybride i-X, équipé d'une tourelle 25 mm et conçu (avec l'aide d'un financement de la Région wallonne) "pour répondre à certains besoins dans la région du Moyen-Orient" (voir aussi section "[Exportations](#)").¹⁴³

Dans un article détaillé du 27 mars 2023 faisant suite à sa visite des ateliers de John Cockerill situés près de Liège, le site spécialisé *MENA Defense* évoque "un partenariat de 20 ans avec l'Indonésie et des projets en passe d'être achevés dans la région du Moyen-Orient. La stratégie est simple: s'adapter à la capacité de production du client puis augmenter sa capacité." Selon un représentant de John Cockerill interrogé par *MENA Defense*, John Cockerill a "transféré [en Indonésie] la fabrication de systèmes d'armes complets de 90 mm...on monte en puissance et en gamme dans ce transfert de technologie...ça prépare également les équipes locales et développe les compétences localement pour assurer la maintenance."¹⁴⁴

Le 8 mars 2024, *Army Recognition* rapportait que les forces armées indonésiennes avaient reçu un lot de 10 chars moyens "Harimau." Selon *Army Recognition*, l'armement du char "comprend la tourelle-canon Cockerill 3105, abritant un canon Cockerill haute pression de 105 mm capable de tir direct et indirect... Le char est équipé d'un canon rayé de 105 mm standard de l'OTAN, d'une mitrailleuse coaxiale de 7,62 mm et de mitrailleuses optionnelles de 7,62 mm ou 12,7 mm, ainsi que de lance-grenades fumigènes pour les actions défensives" (voir aussi section "[Exportations](#)").¹⁴⁵

Le 15 janvier 2024, John Cockerill annonçait être "entrée en négociations exclusives" avec le Groupe Volvo pour l'acquisition d'Arquus, un fournisseur français de véhicules militaires. L'entreprise décrit cette acquisition comme "une étape majeure dans la création d'un champion européen de la défense, positionné...pour répondre aux besoins évolutifs des gouvernements en France, en Belgique, en Allemagne et dans d'autres pays partenaires."¹⁴⁶ Selon un rapport d'Amnesty International publié le 16 octobre 2018, "Ces véhicules ont joué un rôle direct dans le déchaînement meurtrier de violence contre les manifestants du Caire ou encore à Alexandrie."¹⁴⁷

La branche Défense de John Cockerill indique être implantée en Arabie saoudite, en Belgique, aux Emirats arabes unis, en France, en Espagne, aux Etats-Unis, au Brésil, en Pologne, au Royaume-Uni et à Singapour.¹⁴⁸ La société est enregistrée en Arabie saoudite sous le nom de CMI Defence LLC. Selon *Bizmideast*, son domaine d'activité est: "Tracteurs et matériel agricole."¹⁴⁹

¹⁴² *Army Recognition*, "WDS 2024: Belgian company John Cockerill's CPWS could set new standard for future remote weapon systems," 6 février 2024, <https://armyrecognition.com/news/army-news/2024/wds-2024-belgian-company-john-cockerill-s-cpws-could-set-new-standard-for-future-remote-weapon-systems> (consulté le 3 juin 2024); *MENA Defense*, "John COCKERILL Defense unveils its latest products," 27 mars 2023, <https://www.menadefense.net/john-cockerill-defense-unveils-its-latest-products/> (consulté le 4 juin 2024).

¹⁴³ *Observatoire des armes wallonnes*, 6^{ème} édition, 26 mai 2023.

¹⁴⁴ *MENA Defense*, "John COCKERILL Defense unveils its latest products," 27 mars 2023, <https://www.menadefense.net/john-cockerill-defense-unveils-its-latest-products/> (consulté le 4 juin 2024).

¹⁴⁵ *Army Recognition*, "Indonesian Armed Forces receive ten new Harimau Medium Tanks," 8 mars 2024, <https://armyrecognition.com/news/army-news/2024/indonesian-armed-forces-receive-ten-new-harimau-medium-tanks> (consulté le 4 juin 2024).

¹⁴⁶ John Cockerill, "John Cockerill annonce qu'il est entré en négociations exclusives avec le Groupe Volvo pour l'acquisition d'Arquus, un leader dans la fabrication de véhicules militaires en France," 15 janvier 2024, <https://johncockerill.com/wp-content/uploads/2024/01/20240115-communique-de-presse-john-cockerill-annonce-des-negociations-exclusives-avec-le-groupe-volvo-pour-lacquisition-darquus.pdf> (consulté le 3 juin 2024).

¹⁴⁷ Amnesty International, "Égypte: des armes françaises au cœur de la répression," 16 octobre 2018, <https://www.amnesty.fr/controle-des-armes/actualites/france-egypte-aux-armes-policiers-egyptiens> (consulté le 13 juin 2024).

¹⁴⁸ John Cockerill, "Defense," sans date, <https://johncockerill.com/en/defense/> (consulté le 8 mai 2023); John Cockerill Defense, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2022, 17 mai 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 3 juin 2024).

¹⁴⁹ *Bizmideast*, "CMI Defence LLC," <https://www.bizmideast.com/SA/cmi-defence-llc> (consulté le 3 juin 2024).

Parmi les membres du conseil d'administration de John Cockerill, on compte notamment Jean-Pol Poncelet et Gérard Longuet, respectivement ex-ministres de la défense belge et français.¹⁵⁰

KNDS Belgium (anciennement Mecar)

Acquise en mai 2014 par Nexter Systems S.A.,¹⁵¹ une société française de systèmes de défense, l'ancienne société Mecar se fait désormais appeler KNDS Belgium. En 2015 en effet, les sociétés Nexter et Krauss Maffei Wegmann (KMW) se sont regroupées au sein de KNDS et ce "afin de devenir le leader européen de la défense terrestre."¹⁵² La maison-mère de KNDS Belgium est la société néerlandaise KNDS - KMW + Nexter Defense System N.V.¹⁵³ Le 22 mars 2023, une représentante de l'entreprise déclarait au journal *De Morgen*: "Mecar a la capacité de produire des pièces, que nous expédions ensuite à Nexter Munitions en France pour l'assemblage final."¹⁵⁴ Le GRIP décrit l'ancienne société Mecar comme "un fabricant d'obus de moyen calibre, d'obus de mortiers, de grenades et de cartouches."¹⁵⁵

Pour l'année 2023, l'ancienne société Mecar rapporte un chiffre d'affaires de 72.007.368€, en diminution de 29% par rapport à 2022, mais aussi "une augmentation de l'encours de fabrication et des autres produits d'exploitation par rapport à l'année précédente." Mecar note en particulier que "le carnet de commandes a augmenté au cours de l'exercice pour atteindre 359,9 M€ au 31 décembre 2023, soit une augmentation de 237,6 M€ par rapport au 31 décembre 2022." Mecar écrit que cette forte augmentation est "soutenue par des commandes importantes de pays européens et de l'OTAN." Le bénéfice s'est quant à lui élevé à 6.818.942€, en augmentation de 10% par rapport à 2022.¹⁵⁶

Pour l'année 2022, Mecar rapportait un chiffre d'affaires de 101.675.083€, en augmentation de 75% par rapport à 2021, soit un chiffre d'affaires huit fois plus élevé qu'en 2020.¹⁵⁷ La société écrivait à ce propos: "La charge de travail s'est encore intensifiée en 2022 (205.000 h - +36%) grâce aux importants transferts de charge de travail provenant des sociétés sœurs. Pour ces raisons, la société a eu recours de manière importante au travail intérimaire ainsi qu'à des contrats à durée déterminés (sic)... Le déclenchement de la guerre en Ukraine a entraîné l'apport de certaines commandes... Le carnet de commandes reste à un niveau important de 122,3 M€ (vs 172,7 M€ à fin 2021), soutenu par des commandes importantes de l'OTAN et garantissant une bonne charge de travail pour 2023."¹⁵⁸

En novembre 2020, une source syndicale évoquait un "contrat Egypt" pour l'ancienne société Mecar en 2021.¹⁵⁹ Dans un article du 6 décembre 2023, *Army Recognition* rapportait comment la présentation des "solutions innovantes" de Nexter lors du salon EDEX 2023 qui s'est tenu au Caire "marque une étape importante dans la collaboration croissante de Nexter avec l'Égypte." L'article poursuit: "Une gamme complète de munitions pour les chars de

¹⁵⁰ John Cockerill, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes annuels 2022, 26 mai 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 4 juin 2024).

¹⁵¹ Mecar, "The company," sans date, <http://www.mecar.be/> (consulté le 8 mai 2023).

¹⁵² KNDS, "Architecte et systémier intégrateur pour les forces terrestres," sans date, <https://www.knds.fr/> (consulté le 31 mai 2024).

¹⁵³ Mecar SA, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," 16 mai 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 31 mai 2024).

¹⁵⁴ *De Morgen*, "Waarom de Europese groepsaankoop van munitie voor Oekraïne vooral voor de EU een gamechanger is," 22 mars 2023, <https://www.demorgen.be/oorlog-in-oekraïne/waarom-de-europese-groepsaankoop-van-munitie-voor-oekraïne-vooral-voor-de-eu-eeen-gamechanger-is-b991111cdb/> (consulté le 10 mai 2023).

¹⁵⁵ GRIP, "Mecar," 13 juin 2023, <https://production.grip.org/2023/06/13/mecar/> (consulté le 4 juin 2024).

¹⁵⁶ Mecar SA, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes 2023, 29 mai 2024, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 10 juin 2024).

¹⁵⁷ Mecar SA, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," comptes 2022, 16 mai 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 31 mai 2024); *Observatoire des armes wallonnes*, 6^{ème} édition, 26 mai 2023.

¹⁵⁸ Mecar, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés," comptes 2021, juin 2022, <https://www.nbb.be/fr/centrale-des-bilans> (consulté le 9 mai 2023).

¹⁵⁹ CGT Nexter, "Activités munitionnaires du Groupe NEXTER," 24 novembre 2020, <http://nexter.reference-syndicale.fr/2020/11/24/activites-munitionnaires-du-groupe-nexter/> (consulté le 9 juin 2021).

combat principaux et les systèmes d'artillerie navale et terrestre est également exposée" (voir aussi section "[Exportations](#)").¹⁶⁰

Le 10 mars 2022, le site *Military Leak* annonçait la signature entre la société indonésienne PT Pindad, Nexter Munitions et l'ancienne société Mecar d'un protocole d'accord qui "couvre la collaboration sur les produits de munitions de moyen calibre et de gros calibre tels que les munitions de 120 mm pour les chars de combat principaux (MBT) Leopard 2, les obus de 105 mm pour le char moyen Harimau, les balles de 20 mm pour le canon automatique Vector GI-2 et Munitions de 30 mm pour l'avion de combat multi rôle Rafale."¹⁶¹ Le 14 mars 2024, le quotidien *The Jakarta Post* rapportait que Nexter "est prêt à maintenir une coopération à long terme avec le gouvernement indonésien pour construire un système d'industrie d'armement national" (voir aussi section "[Exportations](#)").¹⁶²

Le 9 octobre 2019, près de 200 salariés de l'ancienne société Mecar manifestaient devant le Parlement wallon afin de demander l'octroi de deux nouvelles licences d'exportation à destination de l'Arabie saoudite.¹⁶³ Selon *Le Soir*, "Après l'annonce, le 1er octobre, de l'intention de la direction de l'usine d'armement Mecar à Seneffe de procéder à 29 licenciements, les syndicats ont fait bloc pour enrayer le processus. Un préavis de grève et d'action a été déposé par le front commun syndical."¹⁶⁴ La présence de munitions Mecar au Yémen a été documentée à de nombreuses reprises.¹⁶⁵

Le 29 janvier 2024, *Forces Operations Blog* annonçait que l'ancienne société Mecar avait décroché un "contrat à neuf chiffres... auprès d'un nouveau client européen dont l'identité restera secrète," et ce afin de "produire et livrer plus de 150 000 obus de 120 mm en plusieurs versions sur la période 2024-2026," raison pour laquelle "une centaine de postes temporaires en production, recherche et développement et gestion de projets" seraient créés. *Forces Operations Blog* ajoutait que la société avait également décroché plusieurs autres contrats "de moindre envergure" avec l'Italie et la Belgique.¹⁶⁶ La *RTBF* écrivait à ce propos le 29 mai 2024 que "La nouvelle ligne de production devrait être opérationnelle en juin 2025. Ces obus sont destinés à refaire le stock belge qui est complètement à sec. Une partie devrait aussi partir en direction de l'Ukraine."¹⁶⁷

Transparency International considère l'engagement du Groupe Nexter en faveur de la lutte contre la corruption et de la transparence comme "faible."¹⁶⁸

New Lachaussée

New Lachaussée est "une entreprise de conception et de fabrication de machines-outils, destinées à la production d'engins pyrotechniques tels que les munitions de chasse,

¹⁶⁰ *Army Recognition*, "EDEX 2023: Nexter KNDS showcases weapon systems for Egyptian army," 6 décembre 2023, <https://www.armyrecognition.com/news/army-news/army-news-2023/edex-2023-nexter-knds-showcases-weapon-systems-for-egyptian-army> (consulté le 4 juin 2023).

¹⁶¹ *Military Leak*, "France and Indonesia Sign Memorandum of Understanding for Medium and Large Calibre Munitions," 10 mars 2022, https://militaryleak.com/2022/03/10/france-and-indonesia-sign-memorandum-of-understanding-for-medium-and-large-calibre-munitions/?expand_article=1 (consulté le 4 juin 2024); PT Pindad, "Pindad tandatangan mou terkait munisi dengan Nexter Group," 10 février 2022, <https://www.pindad.com/pindad-tandatangan-mou-terkait-munisi-dengan-nexter-group> (consulté le 4 juin 2024).

¹⁶² *The Jakarta Post*, "French arms manufacturer eyes long-term partnership with Indonesia," 14 mars 2024, <https://www.thejakartapost.com/world/2024/03/14/french-arms-manufacturer-eyes-long-term-partnership-with-indonesia.html> (consulté le 4 juin 2024).

¹⁶³ *L'Avenir*, "Armement | 200 travailleurs de Mecar devant le Parlement wallon: «Sans les licences, Mecar fermera ses portes en janvier», 9 octobre 2019, <https://www.lavenir.net/regions/2019/10/09/armement-200-travailleurs-de-mecar-devant-le-parlement-wallon-sans-les-licences-mecar-fermera-ses-portes-en-janvier-N2PLKMNNW5H55OPR33KIJ75MVU/> (consulté le 11 juin 2024).

¹⁶⁴ *Le Soir*, "Plus de 300 travailleurs de Mecar interpellent les parlementaires wallons mercredi (2)," sans date, <https://www.lesoir.be/252255/article/2019-10-08/plus-de-300-travailleurs-de-mecar-interpellent-les-parlementaires-wallons> (consulté le 10 juin 2024).

¹⁶⁵ Voir *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

¹⁶⁶ *Forces Operations Blog*, "MECAR décroche un contrat à neuf chiffres avec une armée européenne," 29 janvier 2024, <https://www.forcesoperations.com/mecar-decroche-un-contrat-a-neuf-chiffres-avec-une-armee-europeenne/> (consulté le 31 mai 2024).

¹⁶⁷ *RTBF*, "Le fabricant de munitions KNDS à Petit-Roeulx investit pour produire des obus destinés en partie à l'Ukraine," 29 mai 2024, <https://www.rtbf.be/article/le-fabricant-de-munitions-knds-investit-pour-produire-des-obus-destines-en-partie-a-l-ukraine-11381276> (consulté le 31 mai 2024).

¹⁶⁸ Transparency International Defence & Security, "Nexter Group," sans date, <https://ti-defence.org/dci/companies/nexter-group> (consulté le 3 juin 2024).

munitions militaires ou encore les amorces et détonateurs civils utilisés dans le secteur minier."¹⁶⁹ Selon le site de l'entreprise, "Notre force réside aussi dans le transfert de savoir-faire. New Lachaussée peut concevoir avec vous une installation clé en main, même si vous n'avez pas les connaissances nécessaires. Et nous formons vos techniciens pour faire de votre projet une réussite. New Lachaussée propose des sessions d'apprentissage enrichies, sur place, qui ont aidé d'innombrables travailleurs à progresser. Nous nous engageons à apprendre à votre personnel à installer, régler, utiliser et entretenir vos machines comme nous le ferions nous-mêmes, avec le plus grand soin. 99% de notre production et de notre savoir-faire sont exportés dans le monde entier, en totale conformité et transparence avec la législation belge en matière d'exportation."¹⁷⁰

Le chiffre d'affaires de New Lachaussée pour l'année 2023 s'élève à 72.114.226€, soit une augmentation de 69.257.774€ (632%) par rapport à 2022. La société indique également un bénéfice de 9.670.241€, en augmentation de 40% par rapport à 2022 et trois fois plus élevé qu'en 2021. Selon la société, "L'année 2023 se caractérise par un chiffre d'affaires exceptionnel. Ce chiffre d'affaires provient notamment de projets qui n'ont pas pu être facturés à fin 2022 à cause de règles comptables du groupe relatif (sic) à la reconnaissance du revenu."¹⁷¹

New Lachaussée est détenue à 20% par la Région wallonne depuis 2016.¹⁷² En mai 2021, le groupe Forest a cédé ses parts à deux sociétés allemande et tchèque, Magtech Europe GmbH (64%) et Ceska zbrojovka Defence SE (16%), qui dépendent elles-mêmes du groupe brésilien CBC Global Ammunition.¹⁷³ CBC Global Ammunition se considère comme "une des plus grandes sociétés de munitions au monde."¹⁷⁴

Le site de la présidence égyptienne annonçait en février 2020 le lancement d'une usine d'armement dénommée "Military Factory 300" et "qui produit plusieurs armes légères et de petit calibre et des missiles."¹⁷⁵ Or, selon deux médias égyptiens qui citent le président du ministère d'Etat égyptien chargé de la production militaire, les lignes de production de l'usine sont "fabriquées par la société belge New Lachaussée, et une société française." L'usine est constituée de quatre sites "dont l'un est spécialisé dans les armes légères" et un autre "qui produit des munitions pour armes légères, ainsi que des pièces assemblées par l'autre usine." Selon *Egypt Forward*, "l'usine répond à tous les besoins des forces armées et de la police égyptiennes en munitions pour armes légères" (voir aussi sections "[Exportations](#)" et "[Politique](#)").¹⁷⁶

Selon une enquête publiée par la *RTBF* le 5 mai 2022,¹⁷⁷ New Lachaussée a également eu des échanges avec des fabricants d'armes russes en octobre 2020 et en décembre 2021, soit à un moment où la Russie faisait déjà l'objet de sanctions européennes. Les échanges concernent des appels d'offres à destination de Lipetsk Mechanical Plant, une société-écran

¹⁶⁹ GRIP, "New Lachaussée," sans date, <https://production.grip.org/entreprises/new-lachaussee/C3%A9e> (consulté le 9 mai 2023).

¹⁷⁰ New Lachaussée, page d'accueil, sans date, <https://www.lachaussee.com/> (consulté le 30 mai 2024).

¹⁷¹ New Lachaussée, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," 31 mai 2024, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 4 juin 2024).

¹⁷² Via la société publique Wallonie Entreprendre

¹⁷³ CBC Global Ammunition est une holding comprenant plusieurs entreprises actives dans le secteur des munitions: CBC (Brésil), FritzWerner (Allemagne), Magtech Ammunition, MEN (Allemagne), New Lachaussée (Belgique) et Sellier & Bellot (Tchéquie). Parlement de Wallonie, "Les relations entre une entreprise wallonne d'armement et la Russie," réponse du ministre de l'économie Borsus à une question orale de Christophe Bastin, 17 mai 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric180.pdf (consulté le 16 mai 2023); CBC Global Ammunition, "CBC Global Ammunition acquies Sinterfire," 25 août 2023, <https://cbcglobal-ammunition.com/cbc-global-ammunition-acquies-sinterfire/> (consulté le 30 mai 2024).

¹⁷⁴ CBC Global Ammunition, "About Us," sans date, <https://cbcglobal-ammunition.com/about-us/> (consulté le 30 mai 2024).

¹⁷⁵ The Arab Republic of Egypt – Presidency, "Military Factory 300 in Abu Zaabal Company for Specialized Industries," février 2020, <https://bit.ly/3R8GgLS> (consulté le 4 juin 2024).

¹⁷⁶ *Egypt Forward*, "Egypt manufactures 1st locally-made multi-barrel machine gun at military's factory," 17 novembre 2020, <https://egyptfwd.org/Article/99/2625/Egypt-manufactures-1st-locally-made-multi-barrel-machine-gun-at> (consulté le 4 juin 2024); *Egypt Today*, "Egypt manufactures 1st locally-made multi-barrel machine gun," 16 novembre 2020, <https://www.egypttoday.com/Article/1/94293/Egypt-manufactures-1st-locally-made-multi-barrel-machine-gun> (consulté le 5 juin 2024).

¹⁷⁷ *RTBF*, "Vente d'armes: les fréquentations russes du Belge New Lachaussée malgré l'embargo européen," 5 mai 2022, <https://www.rtf.be/article/vente-darmes-les-frequentations-russes-du-belge-new-lachaussee-malgre-embargo-europeen-10985496> (consulté le 9 mai 2023).

agissant pour le compte de l'entreprise russe de fabrication d'armes Kalashnikov Concern, et concernaient "une nouvelle ligne de productions [sic] de munitions."¹⁷⁸

Interpellé à ce sujet le 17 mai 2022 par le député wallon Christophe Bastin, le ministre de l'économie Borsus a déclaré "qu'une non binding offer avait effectivement été rentrée en 2020 auprès d'une entreprise russe pour perturber la concurrence, mais sans volonté de concrétiser puisque la Russie était sous embargo depuis 2014... que l'agent en Russie de New Lachaussée a eu des contacts en 2021 avec une autre entreprise, mais sans en prévenir NLC... Ces deux échanges n'ont jamais débouché sur le moindre contrat et encore moins sur la moindre livraison... La seule filiale de New Lachaussée est en Allemagne, ce pays applique évidemment les mêmes sanctions. Cependant, dès prise de connaissance de cette information, la SRIW a demandé la convocation en urgence d'un conseil d'administration de New Lachaussée qui s'est tenu le 5 mai pour préciser si besoin que tout contact, même tactique, avec des entreprises d'armement russes ou d'autres pays ou personnes devant être visés par des embargos, devaient être totalement proscrits."¹⁷⁹

Le 11 juillet 2023, la *RTBF* publiait une nouvelle enquête sur les activités de New Lachaussée, principalement basée sur une "enquête forensic" conduite par KPMG Allemagne "après une enquête sur l'entreprise belge et ses possibles liens avec la Russie" mais interrompue après six semaines sur décision de "la maison-mère allemande de NLC." Selon Cihan Kuzkaya, l'enquêteur principal de KPMG entretemps devenu lanceur d'alerte, "il y a eu de nombreux échanges entre NLC et l'entreprise russe Tula Cartridge Works... En plus de l'offre déjà révélée par la presse l'année dernière, il y en a eu au moins 4 autres depuis 2014, toutes pour du matériel militaire." Selon la *RTBF*, "Ces échanges mais aussi d'autres documents comme des courriels, des comptes rendus de réunion, des offres de prix montrent effectivement que la ligne entre NLC et plusieurs entreprises russes n'a jamais été rompue." De plus, la *RTBF* pointe "des contrats que NLC a signés avec des entreprises serbes liées à l'entreprise d'État d'armement, Yugoimport, pour l'installation de deux lignes de production de munitions de calibre russe, du 7.62x39 mm et du 12.7x108 mm." Cihan Kuzkaya décrit ces deux lignes de production comme "un très grand parc de machines d'une capacité de 5 millions de cartouches par an, ... qui plus est pour des munitions destinées aux forces russes ou à ses alliés ex-membres du Pacte de Varsovie." La *RTBF* évoque par ailleurs "une sorte de ménage à trois entre NLC, l'entreprise russe Tula Cartridge Works et des entreprises serbes via l'agent de NLC en Serbie... il est question un temps de demander à l'entreprise russe Tula de fournir une partie de ces éléments de munitions pour permettre à l'entreprise d'Herstal de « calibrer et fine-tuner au mieux ses machines au calibre russe »... par l'intermédiaire de l'entreprise serbe Borbeni Slozeni Sistemi (BSS) qui enverra ensuite « l'appel d'offres via Internego (l'agent de NLC en Russie, ndlr) à l'entreprise russe Tula »." Enfin, la *RTBF* pointe une contradiction entre les affirmations du cabinet du ministre-président Di Rupo, lequel évoque "un engagement de non-réexportation de la part des autorités serbes," et une déclaration de New Lachaussée selon laquelle "les munitions peuvent tout à fait quitter la Serbie."¹⁸⁰

Le 26 juillet 2023, la *RTBF* annonçait avoir partagé avec la Région wallonne le rapport de 39 pages de KPMG-Allemagne précité "que New Lachaussée a tout fait pour garder secret" et ajoutait "À la suite des questions que nous lui avons posées, la Région wallonne a finalement pris connaissance de l'ensemble des éléments troublants qu'il contient" (voir aussi les sections "[Exportations](#)" et "[Politique](#)").¹⁸¹

Invitée à répondre à l'enquête de la *RTBF* par le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme, la société New Lachaussée a notamment écrit: "New Lachaussée constate et regrette d'avoir été accusée à tort par un consultant de KPMG

¹⁷⁸ *Observatoire des armes wallonnes*, cinquième édition, 10 juin 2022.

¹⁷⁹ Parlement de Wallonie, "Les relations entre une entreprise wallonne d'armement et la Russie," réponse du ministre de l'économie Borsus à une question orale de Christophe Bastin, 17 mai 2022, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric180.pdf (consulté le 16 mai 2023).

¹⁸⁰ *RTBF*, " #Investigation - Des munitions belges en Russie ? L'entreprise New Lachaussée dans le viseur," 11 juillet 2023, <https://www.rtbf.be/article/investigation-des-munitions-belges-en-russie-l-entreprise-new-lachaussee-dans-le-viseur-11225616> (consulté le 30 mai 2024).

¹⁸¹ *RTBF*, "Détournement de munitions vers la Russie : l'entreprise belge New Lachaussée peut à nouveau exporter," 26 juillet 2023, <https://www.rtbf.be/article/detournement-de-munitions-vers-la-russie-l-entreprise-belge-new-lachaussee-peut-a-nouveau-exporter-11232954> (consulté le 29 mai 2024).

Allemagne de faits qui ne sont ni prouvés ni vrais. S'appuyant sur cette seule et unique source, les allégations contenues dans les reportages de la RTBF et de ZDF TV sont également contestées.¹⁸²

Dans une enquête du 3 août 2023, le média d'investigation *Balkan Insight* évoquait également des "« Anomalies » et un soupçon de fraude," en se basant sur le rapport KPMG précité.¹⁸³

D'après un document déposé au *Moniteur belge* le 5 janvier 2024, l'assemblée générale de New Lachaussée "décide d'opter pour la forme d'un administrateur unique comme organe d'administration," en l'occurrence la société à responsabilité limitée LSLB, dont le représentant permanent est Ludovic BIEMAR. Selon ce document, "Au vu des événements des derniers mois, la société KPMG Réviseurs d'Entreprises SRL n'est plus à même d'assumer son mandat avec l'indépendance et la sérénité requise. L'assemblée générale décide de révoquer KPMG Réviseurs d'Entreprises SRL de son mandat de commissaire et ce, avec effet immédiat."¹⁸⁴

Thales Belgium (anciennement Forges de Zeebrugge)

Forges de Zeebrugge (FZ) est devenu Thales Belgium SA en 2017 mais le nom de ses produits est inchangé. Selon le GRIP, l'entreprise est "l'un des principaux fabricants au monde de roquettes air-sol (y compris les moteurs) et de paniers lance-roquettes."¹⁸⁵

Le chiffre d'affaires de Thales Belgium pour l'année 2022¹⁸⁶ s'élève à 121.041.018€, soit une augmentation de 18.971.940€ (19%) par rapport à 2021. Le bénéfice de l'entreprise en 2022 s'élève à 9.554.710€, en légère augmentation (1%) par rapport à 2021. Selon la société, "L'activité commerciale a progressé de 19% en 2022 en maintenant le même pourcentage de la marge commerciale."¹⁸⁷

Dans un document consacré à sa présence en Indonésie, l'entreprise écrit: "Thales a fourni des roquettes pour les hélicoptères de l'aviation militaire et des fusées pour les obus d'artillerie de Pindad."¹⁸⁸ Le 11 septembre 2023, *Declassified Australia* publiait une enquête qui décrit l'utilisation de roquettes développées par Thales Belgium "dans des attaques contre des villageois autochtones en Papouasie occidentale" (voir section "[Exportations](#)").¹⁸⁹ Interrogé par l'auteur de l'enquête, Thales Belgium n'a pas répondu.¹⁹⁰

*Due diligence*¹⁹¹

Le 9 septembre 2019, Amnesty International publiait le rapport *Outsourcing responsibility*. Selon le rapport, qui cite notamment FN Herstal, "les géants de [l'industrie de l'armement] n'exercent pas pleinement la diligence raisonnable en matière de droits humains qui permettrait d'éviter que leurs produits ne soient utilisés dans de possibles violations des droits humains et crimes de guerre."¹⁹² D'après le rapport, "Comme toutes les entreprises, les

¹⁸² Business & Human Rights Centre, "New Lachaussée response," 1er août 2023, <https://www.business-humanrights.org/fr/derni%C3%A8res-actualit%C3%A9s/new-lachaus%C3%A9e-response/> (consulté le 30 mai 2024).

¹⁸³ *Balkan Insight*, "In Belgian-Serbian Arms Deals, Costly 'Anomalies' and a Whiff of Fraud," 3 août 2023, <https://balkaninsight.com/2023/08/03/in-belgian-serbian-arms-deals-costly-anomalies-and-a-whiff-of-fraud/> (consulté le 6 juin 2024).

¹⁸⁴ *Moniteur belge*, 9 janvier 2024, https://www.ejustice.just.fgov.be/tsv_pdf/2024/01/09/24315021.pdf (consulté le 30 mai 2024).

¹⁸⁵ GRIP, "THALES BELGIUM (anciennement FORGES DE ZEEBRUGGE)," 13 juin 2023, <https://production.grip.org/2023/06/13/forges-de-zeebrugge-thales-belgium-s-a/> (consulté le 5 juin 2024).

¹⁸⁶ Au moment d'écrire ces lignes, les comptes de l'entreprise pour l'année 2023 n'étaient pas encore accessibles.

¹⁸⁷ Thales Belgium, "Comptes annuels et/ou autres documents à déposer en vertu du code des sociétés et des associations," 9 juin 2023, <https://consult.cbso.nbb.be/consult-entreprise> (consulté le 5 juin 2024).

¹⁸⁸ Thales Group, "Factsheet Thales in Indonesia," sans date, https://www.thalesgroup.com/sites/default/files/2023-11/Thales%20in%20Indonesia%20-%20Country%20Factsheet%20-%20EN_Oct2022.pdf (consulté le 5 juin 2024).

¹⁸⁹ *Declassified Australia*, "Free-fire zone, West Papua," 11 septembre 2023, <https://declassifiedaus.org/2023/09/11/free-fire-zone-west-papua/> (consulté le 5 juin 2024).

¹⁹⁰ YouTube, "Paradise Bombed," sans date, <https://www.youtube.com/watch?v=nSf3268tAbg>, après 44:30, (consulté le 5 juin 2024).

¹⁹¹ Le devoir de diligence (ou "due diligence" en anglais) désigne "le processus par lequel les entreprises peuvent identifier, prévenir, atténuer et rendre compte de la manière dont elles gèrent les impacts négatifs réels et potentiels." Commission européenne, "Le devoir de diligence expliqué," sans date, https://single-market-economy.ec.europa.eu/sectors/raw-materials/due-diligence-ready/due-diligence-explained_fr (consulté le 5 juin 2024).

¹⁹² Amnesty International, "Les entreprises d'armements indifférentes au coût humain de leurs activités," 9 septembre 2020, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/rapport-armes-2019> (consulté le 12 mai 2020).

entreprises opérant dans le secteur de la défense doivent mettre en place des mesures préventives proactives pour faire face aux risques en matière de droits humains que pose une mauvaise utilisation de leurs produits et services. Celles-ci devraient inclure des politiques et des processus rigoureux de diligence raisonnable en matière de droits humains - distincts de ceux de l'État - pour identifier, prévenir, atténuer et rendre des comptes sur la manière dont les entreprises abordent à la fois leurs impacts potentiels et réels sur les droits humains."¹⁹³ Le 5 novembre 2019, Amnesty International rencontrait des représentants du Belgian Security & Defense Industry (BSDI) et de la fédération de l'industrie technologique Agoria pour leur présenter les conclusions dudit rapport.

Le 23 février 2023, le BSDI et Agoria s'inquiétaient du fait que "Les banques belges se montrent très réticentes et cataloguent automatiquement les entreprises du secteur de la défense parmi les entreprises qui ne répondent pas aux critères ESG en matière de responsabilité environnementale et sociétale et de bonne gouvernance." Dans cet article, le BSDI et Agoria ne faisaient aucune mention de leur devoir de diligence.¹⁹⁴

Le 12 mai 2023, citant un représentant de l'industrie de l'armement "qui préfère garder l'anonymat," *La Libre Belgique* écrivait à propos des critères ESG¹⁹⁵: "...si ceux-ci ont d'abord fait très peur à bon nombre de groupes industriels de l'armement, désormais, ils sont vus comme des opportunités... Toutes les industries de la Défense restent discrètes à ce propos car elles ne veulent pas dévoiler leur état d'avancement sur certains projets. Mais elles savent que les premières qui auront des solutions en accord avec les principes ESG décrocheront les marchés. Donc l'enjeu est crucial."¹⁹⁶

Le 15 novembre 2023, le *Lieber Institute at West Point* publiait un article dans lequel deux professeurs de droit international de l'Université d'Utrecht écrivaient: "...même si les exportations d'armes sont soumises à des régimes de licences gouvernementales, les exportateurs d'armes sont censés exercer leur propre diligence raisonnable pour identifier et atténuer les risques pour les droits humains et le DIH. Nous soutenons également que le fait de ne pas faire preuve d'une diligence raisonnable appropriée peut potentiellement entraîner une responsabilité civile ou pénale."¹⁹⁷

¹⁹³ Amnesty International, "Outsourcing responsibility: human rights policies in the defence sector," septembre 2019, https://www.amnesty.be/IMG/pdf/amnesty_outsourcing_responsibility_v5_web_version_not_for_print.pdf (consulté le 12 mai 2020); Amnesty International, "Les entreprises d'armements indifférentes au coût humain de leurs activités," 9 septembre 2019, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/rapport-armes-2019> (consulté le 17 mai 2023).

¹⁹⁴ Agoria, "Agoria ouvre le débat sur le financement de l'industrie de la défense," 23 février 2023, <https://www.agoria.be/fr/themes/about-us/agoria-news/federal/agoria-ouvre-le-debat-sur-le-financement-de-lindustrie-de-la-defense> (consulté le 5 juin 2024).

¹⁹⁵ Environnement, social et gouvernance.

¹⁹⁶ *La Libre Belgique*, "L'industrie belge de l'armement "profite-t-elle" de la guerre en Ukraine ?," 12 mai 2023, <https://www.lalibre.be/economie/entreprises-startup/2023/05/12/lindustrie-belge-de-larmement-profite-t-elle-de-la-guerre-en-ukraine-OOVOIILADNC3LESD2VLEEBFVRY/> (consulté le 17 mai 2023).

¹⁹⁷ Lieber Institute at West Point, "Arms Exporters' Corporate Liability for Due Diligence," 15 novembre 2023, <https://lieber.westpoint.edu/arms-exporters-corporate-liability-due-diligence-failures/> (consulté le 5 juin 2024).

Exportations¹⁹⁸

Exportations réelles

Selon les informations de la Banque nationale de Belgique, après trois années consécutives de forte diminution, les exportations réelles d'armes de la Région wallonne en 2023 ont connu une augmentation de 3% par rapport à 2022:

Exportations réelles (poudres et explosifs non compris)¹⁹⁹

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
€	673.693.57 3	865.125.30 4	1.171.951.43 9	1.039.270.82 0	903.604.966	353.456.17 9	365.132.17 8	5.372.234.45 9

De plus, les exportations réelles de poudres et explosifs²⁰⁰ de la Région wallonne ont connu en 2023 une augmentation de 27% par rapport à 2022:

Exportations réelles de poudres et explosifs²⁰¹

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
€	28.849.808	33.181.919	30.201.815	31.214.182	34.843.637	37.368.612	47.321.568	242.981.540

¹⁹⁸ Sauf événement majeur nécessitant le recours à des informations plus anciennes, nous considérons la période 2017-2022/23 comme période de référence pour l'analyse des exportations. Le rapport armes de la Région wallonne pour l'année 2023 n'ayant pas été publié au moment d'écrire ces lignes, le montant des licences accordées en 2023 était inconnu.

¹⁹⁹ Ce tableau reprend les exportations réelles d'"Armes, munitions et leurs parties et accessoires" et de "Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties" répertoriées par la Banque nationale. Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 20 mai 2024). Les statistiques de la Banque nationale ne permettent cependant pas d'identifier avec certitude certaines catégories de produits qui tombent également sous le Traité sur les commerce des armes et la Position commune d'Union européenne sur le commerce des armes. C'est notamment le cas pour le matériel destiné à la production d'armes et de munitions.

²⁰⁰ "Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages pyrophoriques; matières inflammables."

²⁰¹ Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 20 mai 2024).

Exportations réelles vers certains pays (montants en €)²⁰²

Destination	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
Algérie	60.000	1.203.750						1.263.750
Arabie saoudite	190.589.173	189.776.083	199.249.231	76.181.827	690.307	13.366	0 ²⁰³	796.726.490
Brésil	630.886	399.260	981.992	172.251	4.875.603	298.813	1.993.573	9.352.377
Cameroun							2.083.946	2.083.946
Canada ²⁰⁴	248.220.829	428.221.104	715.705.592	701.556.127	579.510.220	6.813.373	8.457.355	2.688.484.600
Colombie	51.069	680	3.353	2.370				57.472
Egypte	39.750	1.843.750				30.600		1.914.160
Emirats ar. unis	9.407.051	14.907.702	7.670.462				549.021	32.534.236
Etats-Unis ²⁰⁵	35.369.200	42.760.130	34.865.859	29.786.962	39.825.236	48.821.408	53.196.770	284.625.565
France ²⁰⁶	30.816.856	39.956.536	43.625.346	39.307.483	29.429.411	27.561.120	30.375.269	243.072.021
Inde	8.886.865	2.331.982	3.591.779	33.787.032	35.412.933	59.013.204	45.824.209	188.848.005
Indonésie	8.844.647	3.739.598	15.568.219	4.240.119	6.931.396	40.438.766	19.242.205	99.004.950
Israël ²⁰⁷	804.837	1.303.000	1.682.000	1.529.000	2.866.589	2.837.500	1.200.000	12.253.543
Maroc	924.442		355.300	4.198.568	262.383			5.740.693
Mexique	10.747.646	15.582.031	3.295.896	3.114.685	335.521			33.075.779
Nigéria				292.941				292.941
Pakistan		368.480	432.760					801.239
Qatar	1.108.166	609.287	608.123	1.470.768	3.882.168	633.832	143.440	8.455.784
Russie			11.970	4	14	4		11.992
Serbie ²⁰⁸	920.367	2.403.365	253.364	117.190	444.603	66.175	2.022.684	6.267.749
Tunisie	3.531.153	2.707.272	4.507.979	979.412	1.223.316	35.023	736.717	13.720.872
Turquie	59.530		620.000	47.605		30.141	5.794	763.070
Ukraine	8.550			73.740	48.208		610.485	740.984

Exportations autorisées

Entre 2017 et 2022, la Région wallonne a déclaré avoir octroyé 7.732 licences d'exportation d'armes pour un montant total de 8.410.026.213€. Pour la seule année 2022, la Région wallonne a délivré 1.268 licences d'exportation à 66 pays pour un montant total de 836.781.076€, soit une augmentation de 27% par rapport à 2021. La Région wallonne indique également avoir refusé deux licences en 2022, une pour Israël et une pour la Turquie, et ce pour un montant total de 67.772€.

²⁰² Sauf indication contraire, ce tableau reprend les exportations réelles d'"Armes, munitions et leurs parties et accessoires" et de "Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties" répertoriées par la Banque nationale à destination des pays indiqués. Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 24 mai 2024).

²⁰³ La BNB rapporte cependant une exportation de poudres et explosifs pour un montant total de 5.360€.

²⁰⁴ Les montants mentionnés ne concernent que les exportations vers le Canada de "Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties."

²⁰⁵ Ce pays a été inclus au tableau au vu du volume de ses exportations à destination de pays comme l'Arabie saoudite et aussi parce que certains de ses producteurs d'armement s'équipent auprès de firmes wallonnes. Voir SIPRI, "Trends in international arms transfers, 2023," mars 2024, https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-03/fs_2403_at_2023.pdf (consulté le 24 mai 2024). Voir aussi la sous-section "Nigeria."

²⁰⁶ Ce pays a été inclus au tableau au vu du niveau d'intégration entre les industries de l'armement wallonne et française.

²⁰⁷ Les montants mentionnés ici comprennent les livraisons d'explosifs (voir la sous-section "Israël").

²⁰⁸ Les montants mentionnés ici comprennent les explosifs mais pas le matériel de production (pour plus d'informations à ce propos, voir la sous-section "Serbie" ci-dessous).

Le 14 février 2020, le Sénat de Belgique adoptait une résolution qui "demande aux gouvernements de ce pays...de n'octroyer aucune licence d'exportation vers Bahreïn de biens stratégiques qui pourraient être utilisés à des fins de violation des droits de l'homme."²²⁴

Brésil

Entre 2017 et 2022, la Région wallonne a octroyé 120 licences d'exportation d'armes vers le Brésil pour un montant total de 30.883.745€. Ces licences concernaient notamment des armes de catégorie ML1 (armes à feu portatives et pièces détachées).²²⁵

La police militaire de l'Etat de Sao Paulo annonçait le 29 novembre 2019 sur les médias sociaux: "1000 nouveaux fusils FN Scar H 7,62 pour la police militaire de l'État de São Paulo. Notre Force Publique ne s'arrête pas !"²²⁶ Le 15 décembre 2020, le média spécialisé *Infodefensa* écrivait que la police militaire de l'Etat de Sao Paulo avait acheté des armes FN Herstal: "300 fusils d'assaut de calibre 5,56mm et 1.000 fusils de combat de calibre 7,62mm (SCAR L et SCAR H)."²²⁷

Le 23 octobre 2023, interpellé par la députée wallonne Hélène Ryckmans à propos d'une opération policière qui a fait 30 morts à la fin juillet 2023 parmi la population de l'Etat de Sao Paulo et dans laquelle des armes de la FN Herstal ont été utilisées, le ministre-président Di Rupo a notamment répondu: "S'agissant de la question des violences policières et de l'usage excessif de la force, la délégation [brésilienne au Comité des droits de l'homme de l'ONU] a précisé que des plans de réduction de la létalité policière ont été adoptés dans plusieurs États du Brésil. Il est par ailleurs fait référence au fait que l'utilisation de caméras corporelles par la police de Sao Paulo en 2022 a été associée à une diminution de 76 % de la létalité."²²⁸

Selon le site officiel de l'État de Sao Paulo, la police militaire de Sao Paulo tue (en service et hors service) plusieurs centaines de personnes chaque année.²²⁹ Amnesty International écrivait à ce propos, "Dans la région métropolitaine de la Baixada Santista (État de São Paulo), des descentes de police illégales ont été effectuées et 958 personnes ont été arrêtées et 30 autres tuées lors d'une opération des forces de l'ordre menée le 28 juillet à la suite de la mort d'un policier. En partenariat avec le Conseil national des droits humains, Amnesty International a recueilli des informations sur 11 cas de violations graves des droits humains commises par des agents de l'État, notamment des exécutions extrajudiciaires, des violations de domicile et des actes de torture et autres mauvais traitements."²³⁰

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense brésiliennes comme "modéré."²³¹

²²⁴ Sénat de Belgique, "Proposition de résolution relative aux droits de l'homme à Bahreïn," 14 février 2020, <https://www.senate.be/www/?Mlval=/dossier&LEG=7&NR=142&LANG=fr> (consulté le 7 avril 2020).

²²⁵ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023).

²²⁶ https://www.facebook.com/100067434010678/videos/1000-novos-fuzis-fn-scar-h-762-para-a-pol%C3%ADcia-militar-do-estado-de-s%C3%A3o-paulo/1795136624121162/?_rdc (consulté le 12 juin 2024).

²²⁷ *Infodefensa*, "Video: Infodefensa prueba el fusil FN Herstal adquirido por la policia de Sao Paulo," 15 décembre 2020, <https://www.infodefensa.com/latam/2020/12/15/noticia-video-infodefensa-prueba-fusil-herstal-adquirido-policia-paulo.html> (consulté le 28 mai 2021).

²²⁸ Parlement de Wallonie, "Les armes de la FN d'Herstal utilisées à Sao Paulo," réponse du ministre-président Di Rupo à Hélène Ryckmans, 23 octobre 2023, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2023_2024/CRIC/cric28.pdf (consulté le 24 mai 2024).

²²⁹ Governo de São Paulo, "Segurança Pública," <http://www.ssp.sp.gov.br/transparenciassp/Consulta.aspx?fbclid=IwAR3PyM9w0TXolkd963y2Tlv6mqFbkGoneyZ5nloENHT33VlY7Kg4cWQ-Gdc> (consulté le 29 mai 2021).

²³⁰ Amnesty International, "Brésil 2023," sans date, <https://www.amnesty.org/fr/location/americas/south-america/brazil/report-brazil/> (consulté le 11 juin 2024).

²³¹ Transparency International Defence & Security, "Brazil," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/brazil/> (consulté le 20 mai 2024).

Cameroun

En 2021 et 2022, la Région wallonne a accordé deux licences d'exportation d'armes vers le Cameroun pour un montant total de 5.751.390€. Ces licences concernaient notamment des armes de catégories ML1 (armes à feu portatives et pièces détachées) et ML4 (roquettes et explosifs).²³²

Selon Amnesty International, "Dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'armée camerounaise et des groupes armés séparatistes ont commis des homicides illégaux et des meurtres."²³³

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense camerounaises comme "critique."²³⁴

Canada

Le rapport "armes" du gouvernement wallon pour l'année 2014 mentionne 25 licences d'exportation pour le Canada dont deux concernent des tanks, véhicules blindés et pièces détachées d'une valeur de 3.233.214.603€. Selon ledit rapport, "Une seule licence pour un montant de 3.233.200.000€ fausse tous les résultats." Cette licence concerne un "contrat sur une durée de 15 ans."²³⁵

Selon toute vraisemblance, les exportations wallonnes de tanks, véhicules blindés et pièces détachées à destination du Canada incluent principalement les tourelles-canon produites par John Cockerill pour équiper des véhicules blindés destinés à l'Arabie saoudite (voir aussi section "[Production](#)").²³⁶

Entre mars 2014 et mars 2024, le Canada a exporté des "Chars et automobiles de combat, armés ou non, leurs parties" vers l'Arabie saoudite pour une valeur totale de 10.219.568.840 Can\$ (soit près de 6,9 milliards d'euros).²³⁷ Or, durant la même période le Canada a également importé des "Parties de chars et autres véhicules blindés de combat automobiles" en provenance de Belgique pour un montant total de près de 4,2 milliards de dollars canadiens (soit près de 2,83 milliards d'euros):

Importations de "Parties de chars etc." par le Canada²³⁸

Année	Montants (Can\$)
2014	39.025.571
2015	2.292.971
2016	67.198
2017	292.967.055
2018	687.268.706
2019	1.091.208.697
2020	1.156.785.923

²³² Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023).

²³³ Amnesty International, "Cameroun 2023," sans date, <https://www.amnesty.org/fr/location/africa/west-and-central-africa/cameroon/report-cameroon/> (consulté le 20 mai 2024).

²³⁴ Transparency International Defence & Security, "Cameroon," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/cameroon/>

²³⁵ Observatoire des armes wallonnes, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²³⁶ Observatoire des armes wallonnes, 4^{ème} édition, 18 juin 2021; Janes Defence Weekly, "New Saudi LAVs to come with Cockerill turrets," 10 janvier 2016, <https://world-defense.com/threads/new-saudi-lavs-to-come-with-cockerill-turrets.3455/> (consulté le 22 avril 2020); Vredesactie, "Vredesactie halveert de Belgische wapenexport!," avril 2021, <https://www.vredesactie.be/vredesactie-halveert-de-belgische-wapenexport-0> (consulté le 10 juin 2021); <https://twitter.com/anthonyfenton/status/1225122084969271296> (consulté le 22 avril 2020).

²³⁷ Importations en provenance de Belgique. *Statistique Canada*, "Statistiques sur le commerce international," https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/sujets/commerce_international/importations_et_exportations_de_marchandises (consulté le 21 mai 2024).

²³⁸ *Statistique Canada*, "Statistiques sur le commerce international,"

https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/sujets/commerce_international/importations_et_exportations_de_marchandises (consulté le 21 mai 2024);

2021	897.704.393
2022	6.813.373
2023	6.727.953
2024	5.720.236
Total	4.186.582.076

Cette information se retrouve également, malgré certaines variations, dans les statistiques de la Banque nationale de Belgique, laquelle chiffre les exportations wallonnes de "Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties" à destination du Canada comme suit:

Exportations de "Chars etc." vers le Canada²³⁹

Année	Montants (€)
2014	31.414.670
2015	170.153
2016	352.379
2017	248.220.829
2018	428.221.104
2019	715.705.592
2020	701.556.127
2021	579.510.220
2022	6.813.373
2023	8.457.355
Total	2.720.421.801

Les rapports armes de la Région wallonne pour les années 2021 et 2022 n'indiquent aucune licence d'exportation pour des tanks, véhicules blindés et pièces détachées à destination du Canada (ML6), et ce bien que la durée de validité des licences soit de dix-huit mois.²⁴⁰ Selon la Région wallonne, "...les renouvellements (actes consistant à prolonger la validité d'une licence octroyée antérieurement) ne sont pas pris en compte" dans le rapport armes.²⁴¹

Licences octroyées pour des "Tanks, etc." à destination du Canada²⁴²

	2019	2020	2021	2022
Licences	1	3	0	0
Montant en €	1.795.000.000	1.795.007.713	0	0

Selon plusieurs instances, parmi lesquelles la Cour d'appel de Bruxelles, le Groupe des Nations Unies d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen et le

²³⁹ Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 21 mai 2024).

²⁴⁰ "Décret relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes et de produits civils liés à la défense," 21 Juin 2012, <https://wallex.wallonie.be/eli/loi-decret/2012/06/21/2012203690/2012/07/15> (consulté le 15 mai 2023).

²⁴¹ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%3%a9e%202022.pdf> (consulté le 11 juin 2024).

²⁴² Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 21 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%3%a9e%202022.pdf> (consulté le 21 mai 2024).

Parlement européen, les exportations d'armes à l'Arabie saoudite sont contraires au Traité sur le commerce des armes ou à la Position commune de l'Union européenne sur les exportations d'armes.²⁴³

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense canadiennes comme "modéré."²⁴⁴

Colombie

Entre 2016 et 2020, la Région wallonne a octroyé des licences d'exportation d'armes vers la Colombie pour un montant total de 130.098€. Ces licences concernaient exclusivement des armes à feu portatives et des pièces détachées. Aucune licence n'a été rapportée ni pour 2021 ni pour 2022.²⁴⁵

Le 25 octobre 2023, *Infodefensa* écrivait que l'infanterie marine colombienne avait reçu quatre nouveaux véhicules de type HMMWV M1151/A1B1 équipés de mitrailleuses Browning M-2HQC QCB ou de mitrailleuses FN Herstal M-249 "selon le profil opérationnel des missions de patrouille."²⁴⁶ Le 9 mars 2024, *Infodefensa* rapportait que les forces militaires colombiennes avaient demandé aux États-Unis de leur fournir des navires *Boston Whaler F25* équipés de deux mitrailleuses Browning M-2HB QCB, d'une mitrailleuse M-2HB QCB et de deux fusils mitrailleurs FN Herstal M-249.²⁴⁷

Le 10 novembre 2023, plusieurs médias publiaient une enquête menée par l'*Organised Crime and Corruption Reporting Project* (OCCRP) selon laquelle "Les cartels de drogue colombiens mettent la main sur des armes du groupe FN, pourtant réservées aux forces de l'ordre régulières."²⁴⁸

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense colombiennes comme "modéré."²⁴⁹

Egypte

Entre 2017 et 2022, la Région wallonne indique avoir octroyé 11 licences d'exportation vers l'Égypte pour un montant total de 23.989.846€, dont 16.528.260€ pour des munitions (ML3) et 429.295€ pour du matériel de production (ML18). Les autres licences octroyées concernaient des tanks et véhicules blindés (ML6), des navires de guerre (ML9), ainsi que des blindages (ML13). Pour la seule année 2022, la Région wallonne indique avoir octroyé 2 licences pour un montant total de 174.580€. Une licence pour du matériel de production a été refusée en 2021. Aucune licence n'a été délivrée en 2019.²⁵⁰

²⁴³ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁴⁴ Transparency International Defence & Security, "Canada," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/canada/> (consulté le 20 mai 2024).

²⁴⁵ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202022.pdf> (consulté le 21 mai 2024); *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁴⁶ *Infodefensa*, "La Infantería de Marina colombiana incorpora cuatro HMMWV M1151/A1B1," 25 octobre 2023, <https://www.infodefensa.com/texto-diario/mostrar/4484598/143-primicia-infanteria-marina-colombiana-incorpora-cuatro-hmmwv-m1151-a1b1> (consulté le 21 mai 2024).

²⁴⁷ *Infodefensa*, "Colombia solicita a Estados Unidos ayuda para fortalecer su flotilla fluvial," 9 mars 2024, <https://www.infodefensa.com/texto-diario/mostrar/4748006/colombia-solicita-estados-unidos-ayuda-fortalecer-flotilla-fluvial> (consulté le 21 mai 2024).

²⁴⁸ *L'Echo*, "NarcoFiles: les cartels de la drogue colombiens ont un faible pour les armes de la FN Herstal," 10 novembre 2023, <https://www.lecho.be/economie-politique/international/general/narcofiles-les-cartels-de-la-droque-colombiens-ont-un-faible-pour-les-armes-de-la-fn-herstal/10505260.html> (consulté le 21 mai 2024).

²⁴⁹ Transparency International Defence & Security, "Colombia," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/colombia> (consulté le 23 mai 2024).

²⁵⁰ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date,

Le montant des licences octroyées diverge cependant fortement du montant total des exportations réelles à destination de l'Égypte enregistrées par la Banque nationale de Belgique sur la même période (1.914.160€).²⁵¹

Le site de la présidence égyptienne annonçait en février 2020 le lancement d'une usine d'armement "qui produit plusieurs armes légères et de petit calibre et des missiles" dont les lignes de production sont "fabriquées par la société belge New Lachaussée, et une société française" (voir section "[Production](#)").²⁵² Le *Washington Post* révélait le 17 avril 2023 que "L'Égypte a suspendu son projet de fournir secrètement des roquettes à la Russie le mois dernier, à la suite de discussions avec de hauts responsables américains."²⁵³

A ce propos, répondant à une question de la députée wallonne Hélène Ryckmans, le ministre-président Di Rupo déclarait le 10 juillet 2023: "Le rapport annuel sur les armes pour l'année 2021 mentionne l'octroi de trois licences pour un montant de 198 000 euros. Ces licences ne concernaient pas du matériel de répression et ont été octroyées avec un avis favorable de la commission d'avis. Je suis particulièrement vigilant aux licences de transfert de capacité de production. J'ai d'ailleurs refusé une licence en ce sens au cours de l'année 2021."²⁵⁴ Les licences octroyées auxquelles le ministre-président Di Rupo faisait référence concernaient des munitions et composants (ML3), des navires de guerre et pièces détachées (ML9) et du matériel de production (ML18) (voir aussi section "[Politique](#)").²⁵⁵

Une source syndicale évoquait un "contrat Egypt" pour la firme productrice de munitions Mecar (devenue KNDS Belgium) en 2021 (voir aussi section "[Production](#)").²⁵⁶

Le 16 février 2022, le président égyptien rencontrait le PDG de John Cockerill. Le même jour, le président égyptien rencontrait également le roi Philippe, ce qui faisait dire à Amnesty International: "Nos autorités déroulent un tapis rouge au président al-Sissi,... à la tête d'un gouvernement qui bafoue violemment les droits fondamentaux de la population égyptienne" (voir aussi section "[Production](#)").²⁵⁷

L'Égypte fait actuellement l'objet de mesures restrictives de l'Union européenne.²⁵⁸ Dans un rapport intitulé "Turning a blind eye to Egypt's violent navy," le média d'investigation *Lighthouse Reports* rapportait le 25 mars 2022 que la marine égyptienne "fait régner la terreur

<https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202022.pdf> (consulté le 21 mai 2024); *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁵¹ Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 5 mai 2023).

²⁵² The Arab Republic of Egypt – Presidency, "Military Factory 300 in Abu Zaabal Company for Specialized Industries," février 2020, <https://bit.ly/3R8GqL5> (consulté le 4 juin 2024); *Egypt Forward*, "Egypt manufactures 1st locally-made multi-barrel machine gun at military's factory," 17 novembre 2020, <https://egyptfwd.org/Article/99/2625/Egypt-manufactures-1st-locally-made-multi-barrel-machine-gun-at> (consulté le 4 juin 2024).

²⁵³ *The Washington Post*, "Egypt shelved plan to arm Russia, agreed to arm Ukraine instead, leak shows," 17 avril 2024, <https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/04/17/russia-ukraine-egypt-weapons-leaked-documents/> (consulté le 4 juin 2024).

²⁵⁴ Parlement de Wallonie, "La situation en Égypte et les armes wallonnes," réponse du ministre-président Di Rupo à Hélène Ryckmans, 10 juillet 2023, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2022_2023/CRIC/cric190.pdf (consulté le 29 mai 2024).

²⁵⁵ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 29 mai 2024)

²⁵⁶ CGT Nexter, "Activités munitionnaires du Groupe NEXTER," 24 novembre 2020, <http://nexter.reference-syndicale.fr/2020/11/24/activites-munitionnaires-du-groupe-nexter/> (consulté le 9 juin 2021).

²⁵⁷ *Observatoire des armes wallonnes*, 6^{ème} édition, 26 mai 2023.

²⁵⁸ Selon les conclusions du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne du 21 août 2013, "Les États membres ont... décidé de suspendre les licences d'exportation vers l'Égypte de tous les équipements qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne, de réévaluer les licences d'exportation des équipements couverts par la position commune... et de réexaminer l'assistance qu'ils apportent à l'Égypte dans le domaine de la sécurité." Conseil de l'Union européenne, "Communiqué de presse, 3256e session du Conseil," 21 août 2013, https://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/138609.pdf (consulté le 3 mai 2023); GRIP, "Base de données sur les embargos sur les armes," <https://embargo.grip.org/fr/embargo/egypte> (consulté le 3 mai 2023).

sous couvert de lutte contre le terrorisme, avec des fermetures d'écoles, des exécutions sommaires et des destructions à grande échelle de maisons."²⁵⁹

Le 8 avril 2023, l'ONG britannique Sinai Foundation for Human Rights dénonçait dans un rapport comment "les forces armées égyptiennes ou les milices armées progouvernementales, sur lesquelles l'armée s'est de plus en plus appuyée ces dernières années, ont recruté et utilisé des enfants dans leur conflit avec Wilayat Sina'".²⁶⁰

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense égyptiennes comme "critique."²⁶¹

Emirats arabes unis

Entre 2017 et 2021, la Région wallonne a octroyé 6 licences d'exportation d'armes pour les Emirats arabes unis pour un montant total de 20.051.770€. Aucune licence n'a été octroyée en 2020 ni en 2022. En 2021, la Région wallonne avait octroyé trois licences pour un montant total de 9.838.390€. Les licences octroyées concernent du matériel de protection balistique et des équipements électroniques militaires. En 2017, la Région wallonne avait refusé 10 licences pour ce pays.²⁶²

Le 21 février 2023, la société wallonne John Cockerill et la société Nimr (propriété du groupe d'Etat émirati Edge) annonçaient la signature d'un accord de partenariat "visant à explorer conjointement les opportunités de développement et de commercialisation de l'innovant Cockerill i-X."²⁶³ Le 24 février 2023, Nimr présentait à Abu Dhabi (Emirats arabes unis) deux véhicules-robots de combat équipés de tourelles-canons John Cockerill.²⁶⁴ Selon *Forces Operations Blog*, le partenariat entre John Cockerill et Nimr pourrait conduire "prochainement" à la création d'une co-entreprise "probablement de droit émirati."²⁶⁵ D'après

²⁵⁹ *Lighthouse Reports*, "Turning a blind eye to Egypt's violent navy: Dictatorship known for war crimes gets billions in naval exports," 25 mars 2022, <https://www.lighthousereports.com/investigation/turning-a-blind-eye-to-egypts-violent-navy/> (consulté le 21 mai 2024).

²⁶⁰ Le groupe armé Wilayat Sina' a prêté allégeance à l'État islamique en 2014. Sinai Foundation for Human Rights, "I Was Afraid... I Was Only 17," 8 avril 2023, <https://sinaifhr.org/show/205> (consulté le 12 juin 2024). Le 26 février 2024, Amnesty International et 17 autres organisations s'inquiétaient que "Les autorités égyptiennes et des groupes affiliés ont répondu aux récents rapports de la Fondation Sinaï pour les droits humains... par une campagne de diffamation et des menaces contre le groupe et son directeur." Amnesty International, "Égypte. Un groupe de défense des droits humains et son directeur menacés et diffamés," 26 février 2024, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/02/egypt-human-rights-group-and-its-director-threatened-and-smear/> (consulté le 12 juin 2024).

²⁶¹ Transparency International Defence & Security, "Egypt," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/egypt> (consulté le 23 mai 2024).

²⁶² Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202022.pdf> (consulté le 22 mai 2024); *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁶³ John Cockerill, "John Cockerill Defense signe un accord de partenariat stratégique avec NIMR (groupe EDGE)," 21 février 2023, <https://johncockerill.com/fr/presse-et-actualites/actualites/john-cockerill-defense-signs-strategic-teaming-agreement-with-edge-group-entity-nimr/> (consulté le 8 mai 2023).

²⁶⁴ *Janes*, "IDEX 2023: Nimr to leverage Milrem acquisition to develop 8x8 RCV," 24 février 2023, <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/idx-2023-nimr-leverages-milrem-acquisition-to-develop-88-rcv> (consulté le 8 mai 2023).

²⁶⁵ *Forces Operations Blog*, "IDEX 2023: rapprochement John Cockerill Defense-NIMR autour de l'i-X," 27 février 2023, <https://www.forcesoperations.com/idx-2023-rapprochement-john-cockerill-defense-nimr-autour-de-li-x/> (consulté le 8 mai 2023).

plusieurs sources, des véhicules Nimr ont pris part au conflit au Yémen (voir section "[Production](#)").²⁶⁶

Le 11 mars 2021, le quotidien basé à Abou Dhabi *The National News* annonçait la conclusion d'un partenariat entre le conglomérat émirati Edge et Israel Aerospace Industries, avec le "soutien supplémentaire" de la firme liégeoise Belgium Advanced Technology Systems (BATS), et ce afin de "développer un système avancé de lutte contre les avions sans pilote (C-UAS) capable de détecter et d'intercepter un large éventail de menaces" (voir aussi section "[Production](#)").²⁶⁷

Selon plusieurs instances, parmi lesquelles le Parlement européen et le Groupe des Nations Unies d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen, les exportations d'armes aux Emirats arabes unis sont contraires à la Position commune de l'Union européenne sur les exportations d'armes ou au Traité sur le commerce des armes.²⁶⁸ Tout comme l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis restent l'une des destinations d'armement les plus sensibles par leur implication dans la guerre au Yémen et le non-respect des droits humains au sein de leur propre territoire. Ce pays est également accusé d'avoir détourné de l'armement européen vers le conflit au Yémen.²⁶⁹ Les Emirats arabes unis restent impliqués dans le conflit au Yémen dont ils occupent notamment l'archipel de Socotra. Les Emirats arabes unis y sont accusés d'avoir expulsé les habitants d'Abd al-Kuri, la deuxième plus grande île de l'archipel, et d'en détruire la biodiversité.²⁷⁰

En janvier 2024, le Groupe d'experts des Nations Unies sur le Soudan écrivait: "Depuis le mois de juin, divers experts en suivi de vol ont observé une forte rotation d'avions-cargos en provenance de l'aéroport international d'Abou Dhabi et à destination de l'aéroport d'Am Djarass, dans l'est du Tchad... Il a été affirmé dans plusieurs rapports de presse que les avions transportaient des armes, des munitions et du matériel médical pour le compte des Forces d'appui rapide. Le 28 novembre 2023, le général de corps d'armée des Forces armées soudanaises et membre du Conseil souverain, Yasir al-Atta, a fait des affirmations analogues, accusant les Émirats arabes unis et le Tchad d'apporter un soutien militaire aux Forces d'appui rapide à travers Am Djarass... Selon les informations recueillies par le Groupe d'experts auprès de sources au Tchad et au Darfour, les allégations sont crédibles."²⁷¹ Human Rights Watch ajoutait le 9 mai 2024 que "les Forces d'appui rapide (RSF)...sont responsables d'une campagne de nettoyage ethnique ciblant le peuple Massalit et d'autres communautés non arabes dans la capitale du Darfour occidental, El Geneina. L'objectif apparent était de les

²⁶⁶ Janes, "IAV 2019: Nimr continues to develop N35 vehicle," 25 janvier 2019, <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/ia-v-2019-nimr-continues-to-develop-n35-vehicle> (consulté le 11 mai 2023); MENA *Defense*, "(Additif) Le Nimr et l'expérience du feu au Yémen?," 22 juillet 2015, <https://www.menadefense.net/mideast/le-nimr-et-l-experience-du-feu-au-yemen/> (consulté le 11 mai 2023); *Army Recognition*, "new UAE NIMR N35 4x4 mine protected vehicle is now combat proven used in Yemen conflict," 9 février 2017, https://www.armyrecognition.com/february_2017_global_defense_security_army_news_industry/new_uae_nimr_n35_4x4_mine_protected_vehicle_is_now_combat_proven_used_in_yemen_conflict_10902171.html (consulté le 11 mai 2023).

²⁶⁷ *The National News*, "UAE's Edge to collaborate with Israel on advanced counter unmanned aircraft system," 11 mars 2021, <https://www.thenationalnews.com/business/aviation/uae-s-edge-to-collaborate-with-israel-on-advanced-counter-unmanned-aircraft-system-1.1182329> (consulté le 24 mai 2024).

²⁶⁸ *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁶⁹ Amnesty International, "Yemen: UAE recklessly supplying militias with windfall of Western arms," 6 février 2019, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/02/yemen-uae-recklessly-supplying-militias-with-windfall-of-western-arms/> (consulté le 5 mai 2023); Amnesty International, "When arms go astray," <https://arms-uae.amnesty.org/en/> (consulté le 5 mai 2023); *Observatoire des armes wallonnes*, cinquième édition, 10 juin 2022.

²⁷⁰ *The Cradle*, "UAE builds new airstrip in occupied Yemeni island," 28 mars 2024, <https://thecradle.co/articles-id/24125> (consulté le 12 juin 2024); *Eurasia Review*, "Yemen's Socotra Archipelago: The UAE's Occupation And Destruction Of A World Heritage Site – Analysis," 29 novembre 2023, <https://www.eurasiareview.com/29112023-yemens-socotra-archipelago-the-uaes-occupation-and-destruction-of-a-world-heritage-site-analysis/> (consulté le 12 juin 2024); *The Conversation*, "Socotra archipelago: why the Emiratis have set their sights on the Arab world's Garden of Eden," 5 décembre 2023, <https://theconversation.com/socotra-archipelago-why-the-emiratis-have-set-their-sights-on-the-arab-worlds-garden-of-eden-218848> (consulté le 13 juin 2024).

²⁷¹ Nations Unies, "Rapport final du Groupe d'experts sur le Soudan," 15 janvier 2024, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n24/005/65/pdf/n2400565.pdf?token=Kr2xMdnuWMhpkK40Vd&fe=true> (consulté le 12 juin 2024).

expulser définitivement de la ville. Bon nombre des abus documentés dans ce rapport constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité."²⁷²

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense émiraties comme "très élevé."²⁷³

Etats-Unis

Entre 2017 et 2022, la Région wallonne a octroyé 1.921 licences d'exportation d'armes à destination des Etats-Unis pour un montant total de 767.029.146€. Les licences octroyées pour des armes à feu portatives et pièces détachées (ML1) comptaient pour 48% du total. Pour la seule année 2022, la Région wallonne a octroyé 366 licences pour un montant total de 186.990.348€, soit une augmentation de 16% par rapport à 2021.²⁷⁴

Le 2 mars 2023, le magazine d'investigation *Médor* publiait une enquête intitulée "À l'Ouest d'Herstal, Le business ambigu des armes wallonnes aux États-Unis." *Médor* y décrit comment la filiale américaine du Groupe Herstal, FN America, met des armes d'inspiration militaire sur le marché civil américain.²⁷⁵

Sur son site internet, FN America écrit "FN soutient fièrement...NRA."²⁷⁶ Intervenant le 27 mai 2022 lors de la convention de la NRA,²⁷⁷ l'ancien président Trump y avait notamment appelé à "armer les citoyens" pour combattre le "mal dans notre société."²⁷⁸

Le 12 juillet 2022, répondant à une question d'Olivier Bierin concernant "La publicité douteuse de la FN America," le ministre de l'économie Borsus déclarait: "...j'ai immédiatement pris un contact avec la FN Herstal...qui avait pris la décision extrêmement rapide de demander le retrait de cette vidéo par sa filiale américaine. Par ailleurs, la direction du groupe...a indiqué qu'elle mettra tout en œuvre et aussi les moyens et les contacts nécessaires pour que ce type de communication ne se reproduise pas à l'avenir" (voir aussi section "[Production](#)").²⁷⁹

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense des Etats-Unis comme "modéré."²⁸⁰

France

Entre 2014 et 2022, la Région wallonne a octroyé 2.147 licences d'exportation à destination de la France pour un montant total de 705.190.677€. Si le nombre de licences

²⁷² Human Rights Watch, "Q&A: War Crimes, Crimes Against Humanity, Ethnic Cleansing in West Darfur," 9 mai 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/05/09/qa-war-crimes-crimes-against-humanity-ethnic-cleansing-west-darfur> (consulté le 12 juin 2024).

²⁷³ Transparency International Defence & Security, "United Arab Emirates," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/united-arab-emirates/> (consulté le 22 mai 2024).

²⁷⁴ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 23 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 23 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 23 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202022.pdf> (consulté le 23 mai 2024); *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁷⁵ *Médor*, "À l'Ouest d'Herstal, Le business ambigu des armes wallonnes aux États-Unis," 2 mars 2023, <https://medor.coop/magazines/medor-n30-hiver-2023-2024/a-louest-dherstal-armes-usa-tueries-fn-herstal-ultradoite/?full=1> (consulté le 18 mai 2023).

²⁷⁶ FN Firearms, "Corporate Partnerships," sans date, <https://fnamerica.com/customer-support/corporate-partnerships/> (consulté le 9 mai 2024).

²⁷⁷ La NRA (National Rifle Association) a pour principale activité de protéger le droit de posséder et de porter des armes aux Etats-Unis.

²⁷⁸ *Le Monde*, "Etats-Unis : à la convention de la NRA, principal lobby pro-armes, Donald Trump appelle à « armer les citoyens », 27 mai 2022, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/27/etats-unis-la-nra-principal-lobby-proarmes-ouvre-son-assemblee-annuelle-au-texas_6127876_3210.html (consulté le 11 juin 2024).

²⁷⁹ Parlement de Wallonie, "La publicité douteuse de la FN America," réponse du ministre de l'économie Borsus à une question écrite d'Olivier Bierin, 12 juillet 2024, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric220.pdf (consulté le 11 juin 2024).

²⁸⁰ Transparency International Defence & Security, "United States," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/united-states> (consulté le 22 mai 2024).

accordées est resté relativement stable au cours de cette période (autour de 200 par an), le montant annuel des exportations autorisées a connu un pic en 2018 avant de redescendre en 2019 pour à nouveau remonter en 2020. Si le pic de 2018 peut s'expliquer par l'octroi de deux licences pour des tanks, véhicules blindés et pièces détachées pour un montant de 135 millions d'euros, l'augmentation en 2020 s'explique par une très forte croissance des exportations autorisées pour les munitions et composants (87.702.829€ en 2020 et 72.514.937€ en 2021). En outre, le montant total des licences de transit entre 2014 et 2022 s'élève à 23.974.834€. ²⁸¹ Un examen des exportations réelles rapportées par la Banque nationale montre cependant des différences significatives entre le montant des licences octroyées et les exportations réelles:

France: exportations autorisées et exportations réelles (€)

	Exportations autorisées ²⁸²	Exportations réelles ²⁸³
2014	43.330.593	21.912.002
2015	52.311.612	47.857.838
2016	51.068.847	36.019.834
2017	66.481.123	30.816.856
2018	153.758.241	39.956.536
2019	60.066.680	43.625.346
2020	119.158.354	39.307.483
2021	109.706.042	29.429.411
2022	49.309.185	27.561.120
Total	705.190.677	316.486.426

En outre, un aperçu des licences d'exportations belges accordées pour des munitions à destination de la France dressé par l'European Network against Arms Trade (ENAAAT) montre une multiplication par huit du volume de celles-ci entre 2019 et 2020. ²⁸⁴ Commentant les exportations autorisées vers la France, un représentant d'Amnesty International déclarait le 12 mai 2023 à *La Libre Belgique*: "Restent-elles dans l'Hexagone ou ne font-elles qu'y passer ? Quand on sait que Mecar est la filiale wallonne de la française Nexter group, ²⁸⁵ la question se pose." *La Libre Belgique* ajoutait: "En effet, si ces munitions sont ensuite revendues, on peut se demander vers quel pays?" ²⁸⁶ Interrogé par le député wallon Christophe Bastin à propos des licences d'exportation d'armes vers la France, le ministre-président Di Rupo a répondu: "J'invite l'honorable membre à poser sa question lors de la sous-commission armes." ²⁸⁷ Ladite sous-commission armes se réunit uniquement à huis clos (voir section "[Transparence](#)").

²⁸¹ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%202022.pdf> (consulté le 21 mai 2024). Les rapports "armes" antérieurs à 2021 peuvent être consultés via <https://www.grip.org/rapports-disponibles-sur-le-site-officiel-du-gouvernement-wallon>.

²⁸² Exportations autorisées par la Région wallonne telles que détaillées dans ses rapports armes annuels.

²⁸³ Exportations réelles d'"Armes, munitions et leurs parties et accessoires" et de "Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties" répertoriées par la Banque nationale de Belgique.

²⁸⁴ ENAAAT, "Exports and licences of Ammunition by Belgium to France since 1998," <https://enaat.org/eu-export-browser/overview?origin=belgium&destination=france&rating=ml3> (consulté le 21 mai 2024).

²⁸⁵ Voir section "[Production](#)."

²⁸⁶ *La Libre Belgique*, "Amnesty se demande où vont les armes vendues par la Wallonie à la France," 23 décembre 2022, <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/12/23/amnesty-se-demande-ou-vont-les-armes-vendues-par-la-wallonie-a-la-france-EQVWV7TRRVDXPXKND5B34IDMLM/> (consulté le 12 mai 2023).

²⁸⁷ Parlement de Wallonie, "Les licences d'exportation d'armes vers la France," réponse du ministre-président Di Rupo à une question parlementaire de Christophe Bastin, 9 mars 2022, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&idoc=110602> (consulté le 17 mai 2023).

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense françaises comme "modéré."²⁸⁸

Indonésie

Entre 2017 et 2022, la Région wallonne indique avoir octroyé 81 licences d'exportation pour l'Indonésie pour un montant total de 237.627.655€, dont 157.633.612€ (66%) pour des tanks et véhicules blindés (ML6), 50.738.686€ (21%) pour du matériel de production (ML18), 8.634.352€ (3,6%) pour des armes à feu portatives (ML1), ainsi que 905.869€ (0,4%) pour des roquettes (ML4).²⁸⁹

Indonésie: exportations autorisées (montants en €)²⁹⁰

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Armes à feu portatives	899.431	2.545.845	799.643	2.006.518	1.927.362	1.255.196	8.634.352
Canons, etc.		440.703		624.977			1.065.680
Munitions & composants		429.245		1.942.709	102.576	408.170	2.882.700
Roquettes, etc.				411.982	493.887		905.869
Syst. de contrôle de tir		30.000		435.000			465.000
Tanks, etc.	16.388.512	57.510.000	0	83.735.100	0		157.633.612
Agents explosifs	907.200			1.349.810	10.099.033		12.356.043
Avions militaires	17.619	373.835	44.917			86.303	522.674
Equipem. électroniques			405.422				405.422
Syst. d'imagerie militaire						1.217.804	1.217.804
Matériel de production	7.822.574	8.020.621	6.293.500		32.358	28.569.633	50.738.686
Total ²⁹¹	26.035.336	69.350.249	7.543.482	90.506.096	12.655.396	31.537.106	237.627.665

Les producteurs d'armes wallonnes identifiées en Indonésie incluent: FN Herstal, Forges de Zeebrugge/Thales Belgium, John Cockerill et Mear (devenu KNDS Belgium).²⁹² De plus, plusieurs sources indiquent que New Lachaussée y aurait également des activités.²⁹³ Le 24 mars 2016, le producteur d'armement indonésien PT Pindad partageait une image de l'ancien ministre wallon de l'économie Marcourt en visite à un site de la firme en compagnie de représentants de John Cockerill et FN Herstal.²⁹⁴

Le 26 janvier 2023, *Human Rights Monitor*²⁹⁵ écrivait: "Le 7 janvier 2023, des observateurs des droits humains ont repéré un char dans la ville de Sorong (voir photos ci-dessous, source : DDH indépendants). C'est la première fois depuis des décennies qu'un char de guerre est photographié en Papouasie occidentale. Le char a été déployé dans la régence

²⁸⁸ Transparency International Defence & Security, "France," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/france> (consulté le 23 mai 2024).

²⁸⁹ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%202022.pdf> (consulté le 21 mai 2024); *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

²⁹⁰ Exportations autorisées par la Région wallonne telles que détaillées dans ses rapports armes annuels. Les catégories indiquées dans la colonne de gauche sont basées sur la Liste commune des équipements militaires de l'Union européenne.

²⁹¹ Le total pour l'année 2019 indiqué ici est celui qui est mentionné par la Région wallonne dans son rapport armes relatif à l'année 2019. Il ne correspond cependant pas exactement à la somme des montants alloués à chacune des catégories, et ce vraisemblablement en raison d'une erreur au moment de la confection dudit rapport armes 2019.

²⁹² *Observatoire des armes wallonnes*, 6^{ème} édition, 26 mai 2023.

²⁹³ BIA BeNeLux-Indonesia Association, "Meet some of our members," sans date, <http://www.beneluxindonesia.eu/meet-some-of-our-members.html> (consulté le 22 mai 2024); *Observatoire des armes wallonnes*, 6^{ème} édition, 26 mai 2023.

²⁹⁴ <https://twitter.com/pindad/status/712899810039181313> (consulté le 14 juin 2024).

²⁹⁵ *Human Rights Monitor* est une initiative de la société civile promouvant les droits humains à travers la documentation et le plaidoyer. *Human Rights Monitor*, "About Human Rights Monitor," sans date, <https://humanrightsmonitor.org/about-us/> (consulté le 7 juin 2024).

de Maybrat.²⁹⁶ Un article du média spécialisé *Zona Jakarta* du 8 mars 2024 indique que le tank amphibie PT-76 est utilisé dans les opérations de combat de la marine indonésienne en Papouasie.²⁹⁷ Or, selon *Army Recognition*, le tank amphibie PT-76 est équipé d'une tourelle-canon John Cockerill 90 mm Mk III.²⁹⁸ *Forces Operations Blog* évoquait également le 31 août 2023 "la livraison de 18 tourelles Cockerill 3105 à l'Indonésie pour son programme de char moyen « Harimau »" (voir aussi section "[Production](#)").²⁹⁹

Par ailleurs, le site *War on West Papua* indique que "Le FN MAG a été identifié comme l'une des armes utilisées lors des attaques par hélicoptère contre des villages de Papouasie occidentale."³⁰⁰

Le 11 septembre 2023, le média d'investigation *Declassified Australia* publiait une enquête qui décrit comment en octobre 2021 "des hélicoptères de combat lance-roquettes de l'armée indonésienne sont utilisés dans des attaques contre des villageois autochtones en Papouasie occidentale... [qui] avaient fui, terrorisés, ont-ils déclaré, après des jours de tirs et de bombardements de leurs maisons." Selon *Declassified Australia*, "Les pièces de roquettes et les éclats d'obus rassemblés après les attaques et qui m'ont été montrés à Tumolbil portent les marques d'une roquette Thales FZ-68. Selon *Jane's Magazine*, Indonesian Aerospace fabrique deux types d'ogives pour la roquette FZ-68: la bombe fumigène FZ-32 destinée à l'entraînement et l'ogive antipersonnel FZ-71. Le constructeur belge de défense Thales accorde une licence à Indonesian Aerospace pour la conception de la roquette FZ-68, afin de fabriquer ces roquettes dans le pays. L'armée indonésienne a reçu une formation de Thales sur la maintenance des nacelles lance-roquettes FZ219 installées sur les hélicoptères d'attaque Airbus H125M. Ces lanceurs tirent les roquettes Thales FZ-68 qui auraient été utilisées à Kiwirok. L'armée indonésienne dispose de 12 de ces hélicoptères d'attaque légers équipés de nacelles de roquette FZ, selon le site Internet de Thales, aujourd'hui supprimé." *Declassified Australia* précise que 12 hélicoptères d'attaque Airbus H125M de l'armée indonésienne ont été équipés de nacelles lance-roquettes Thales FZ et que Thales a dispensé une formation aux militaires indonésiens sur la maintenance des lance-roquettes.³⁰¹ L'enquête a également fait l'objet d'un documentaire du journaliste australien Kristo Langker intitulé "Paradise Bombed," lequel fait état d'une liste de 297 noms de personnes décédées "en raison de cette attaque ou des incidents liés à la présence militaire soutenue à Kiwirok." Interrogé suite au documentaire, Thales Belgium n'a pas répondu.³⁰²

Dans un rapport publié le 4 août 2023, l'ONG Papua New Guinea Integral Human Development Trust écrivait: "Les habitants de Ngalum Kupel ont la preuve que les Forces armées nationales indonésiennes ciblent l'ensemble de la communauté de Ngalum Kupel avec ...des roquettes Thales FZ 68... Les témoins ont collecté des éclats et des bombes lors de la première série d'attaques, apportant ces preuves à Tumolbil, en PNG. Les éclats et les bombes collectés indiquent que des roquettes Thales FZ 68...ont été utilisées comme munitions dans les attaques aériennes militaires. Les récits des témoins détaillent l'utilisation par les forces militaires indonésiennes...de systèmes d'armes de roquettes Thales FZ 68 et d'hélicoptères d'attaque militaires, contre une communauté autochtone... Divers fragments, notamment des ailettes, un fuselage de roquette portant des marques d'identification et un

²⁹⁶ *Human Rights Monitor*, "Security forces continue deployments and raids in Maybrat Regency – At least one person arrested," 26 janvier 2023, <https://humanrightsmonitor.org/news/security-forces-continue-deployments-and-raids-in-maybrat-regency-at-least-one-person-arrested/> (consulté le 12 juin 2024).

²⁹⁷ *Zona Jakarta*, "Menegangkan! Tank Amfibi PT-76M Marinir TNI AL Terlibat Baku Tembak di Distrik Salawati Kabupaten Sorong Papua Barat Daya," 8 mars 2024, <https://www.zonajakarta.com/nasional/67312095915/menegangkan-tank-amfibi-pt-76m-marinir-tni-al-terlibat-baku-tembak-di-distrik-salawati-kabupaten-sorong-papua-barat-daya> (consulté le 22 mai 2024).

²⁹⁸ *Army Recognition*, "Indonesia upgrades PT-76 light amphibious tank with John Cockerill 90mm Mk II cannon," 23 mai 2020; *Army Recognition*, "Ukraine to upgrade Indonesian PT-76 light tank with Belgian turret LCTS 90mm cannon," 26 décembre 2020, https://www.armyrecognition.com/news/army-news/2020/ukraine-to-upgrade-indonesian-pt-76-light-tank-with-belgian-turret-lcts-90mm-cannon#google_vignette (consulté le 22 mai 2024).

²⁹⁹ *Forces Operations Blog*, "John Cockerill entre résultats en hausse et repli de l'activité défense," 31 août 2023, <https://www.forcesoperations.com/john-cockerill-entre-resultats-en-hausse-et-declin-de-lactivite-defense/> (consulté le 3 juin 2024).

³⁰⁰ *War on West Papua*, "FN MAG," sans date, https://www.waronwestpapua.org/fn_mag (consulté le 22 mai 2024).

³⁰¹ *Declassified Australia*, "Free-fire zone, West Papua," 11 septembre 2023, <https://declassifiedaus.org/2023/09/11/free-fire-zone-west-papua/> (consulté le 5 juin 2024).

³⁰² *YouTube*, "Paradise Bombed," sans date, <https://www.youtube.com/watch?v=nSf3268tAbg>, après 28:12, (consulté le 5 juin 2024).

diaphragme de munition marqué, identifient une roquette Thales FZD68 4FFAR. Un témoin a dit avoir vu des roquettes tirées depuis des hélicoptères et identifié des éclats provenant d'une roquette FZ 68 sur un site d'explosion dans son jardin qui, selon le témoin, avait été tirée depuis un hélicoptère... Une recherche antérieure, enquêtant sur une attaque à la roquette dans le village d'Ugimbe à Intan Jaya, Papouasie, avait identifié le 3 janvier 2020 une roquette FZD68 4FFAR, fabriquée par la société belge Forges de Zeebrugge, filiale de l'entreprise d'armement française Thales. Au cours de cette enquête, des témoins ont rapporté que des roquettes avaient été tirées sur le village depuis un hélicoptère [des forces armées indonésiennes]. Lors de l'attaque de janvier 2020, une roquette aurait touché l'église de Kingmi et explosé, endommageant la structure... Les enquêteurs ont pu identifier les armes utilisées lors des attaques du 10 octobre 2021:des roquettes Thales FZ68 tirées depuis des hélicoptères, probablement des hélicoptères d'attaque Fennec de fabrication Airbus" (voir aussi section "[Production](#)").³⁰³

Le site *CorpWatch* évoque également l'utilisation en Papouasie occidentale des roquettes FZ-68 développées par Thales Belgium (anciennement Forges de Zeebrugge).³⁰⁴ De plus, selon un article non daté du site *War on West Papua*, "Des roquettes fabriquées par FZ Thales ont été tirées sur des villages des hautes terres de Papouasie occidentale entre janvier et mars 2021."³⁰⁵

Selon le rapport 2023/24 d'Amnesty International, "Des opérations militaires en Papouasie ont donné lieu à des homicides illégaux, des actes de torture et d'autres mauvais traitements... Au moins 26 interventions des forces de sécurité ont donné lieu à des homicides illégaux en Papouasie, faisant au total 58 victimes."³⁰⁶

Selon *Human Rights Monitor*, qui a enquêté sur une série d'attaques ayant eu lieu en septembre et octobre 2021 dans le district de Kiwirok susmentionné, "Les hélicoptères auraient largué des grenades de mortier sur des maisons civiles et des églises tout en tirant sans distinction sur les civils. Les forces terrestres ont incendié des bâtiments publics ainsi que des maisons d'habitation et tué le bétail des villageois... L'enquête open source sur les opérations des forces de sécurité à Kiwirok entre le 13 septembre et fin octobre 2021 a fourni de nouvelles conclusions qui permettent d'évaluer les conditions et circonstances des raids au regard des critères juridiques des crimes contre l'humanité tels que définis dans le Statut de Rome." La préface du rapport d'*Human Rights Monitor* précise: "Il semble exister des preuves substantielles de l'existence de crimes tels que l'extermination et le déplacement forcé de civils, autant de caractéristiques de la définition des crimes contre l'humanité donnée par le Statut de Rome."³⁰⁷ En avril 2024, *Human Rights Monitor* ajoutait à propos du nouveau président indonésien Prabowo Subianto: "Il a participé à des opérations militaires qui se sont accompagnées de violations des droits humains et d'atrocités contre des civils en Papouasie occidentale et au Timor oriental."³⁰⁸

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense indonésiennes comme "élevé."³⁰⁹

Israël

Entre 2017 et 2022, la Région wallonne a octroyé 21 licences d'exportation d'armes vers Israël pour un total de 32.564.601€ dont 98% concernaient des agents explosifs (ML8).

³⁰³ Papua New Guinea Integral Human Development Trust, "Report on the continuing aggravated attack and serious human rights violations of Ngalum Kupel people," 4 août 2023, <https://dtp.org.au/wp-content/uploads/2023/08/final-Report-4-August-2023-BA00172994.pdf> (consulté le 6 juin 2024).

³⁰⁴ *CorpWatch*, "Weapons Makers Profit from Indonesia's War on West Papua," 16 septembre 2022,

<https://www.corpwatch.org/article/weapons-makers-profit-indonesias-war-west-papua> (consulté le 10 mai 2023).

³⁰⁵ *War on West Papua*, "Belgium," sans date, <https://www.waronwestpapua.org/belgium> (consulté le 10 mai 2023).

³⁰⁶ Amnesty International, "Indonésie 2023, sans date, <https://www.amnesty.org/fr/location/asia-and-the-pacific/south-east-asia-and-the-pacific/indonesia/report-indonesia/> (consulté le 22 mai 2024).

³⁰⁷ *Human Rights Monitor*, "Destroy them first... discuss human rights later," août 2023, https://humanrightsmonitor.org/wp-content/uploads/2023/08/HRM_Destroy_Them_First_Special_Report_2023.pdf (consulté le 6 juin 2024).

³⁰⁸ *Human Rights Monitor*, "The Papua M Q1/2024," 23 avril 2024, <https://humanrightsmonitor.org/reports/papua-quarterly-report-q1-2024-unrest-and-impunity-human-rights-abuses-persist/> (consulté le 6 juin 2024).

³⁰⁹ Transparency International Defence & Security, "Indonesia," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/indonesia> (consulté le 22 mai 2024).

Durant la même période, la Région wallonne a également refusé 14 licences pour ce pays.³¹⁰ D'après la Banque nationale de Belgique, la Région wallonne a exporté pour 12.068.337€ d'explosifs à destination d'Israël depuis 2017.³¹¹

Selon un rapport publié en mars 2024 par les ONG flamandes IPIS et Vresactie, "En 2021, la Belgique était même devenue le fournisseur le plus important: Israël a importé cette année-là pour 6 millions de dollars de poudre explosive, la Belgique étant le principal fournisseur (3,21 millions de dollars, soit 53,3 % des importations totales)."³¹²

Interrogée le 13 novembre 2023 par Hélène Ryckmans à propos des licences accordées en 2022, la ministre De Bue (qui remplaçait le ministre-président Di Rupo, absent) a déclaré: "Le matériel exporté ne contribue pas à augmenter les capacités militaires d'Israël. Il est réexporté, après assemblage, vers l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Norvège ou encore les USA. La même analyse vaut pour les licences de transit. En effet, le matériel en transit provenant de deux pays européens vers Israël visait du matériel de démonstration prêté par Israël à un pays européen – de retour ensuite en Israël – et visait des pièces d'avion non susceptibles de renforcer la capacité militaire d'Israël. Il s'agissait de sièges éjectables provenant du Royaume-Uni. Aucun de ces transits ne provenait des États-Unis. Le ministre-président me demande d'insister sur ceci : il n'existe aucune licence de transit octroyée par la Région wallonne en provenance des USA pour des armes à destination d'Israël."³¹³

Le 25 janvier 2024, le quotidien *De Morgen* écrivait: "Alors qu'Israël bombardait la bande de Gaza depuis cinquante jours, la Belgique exportait 16 tonnes de poudre à canon vers Israël. La poudre provenait d'une usine wallonne et était embarquée dans le port d'Anvers sur un navire de la compagnie maritime israélienne Zim."³¹⁴ Selon *De Morgen*, la poudre provenait de la firme wallonne PB Clermont (voir section "[Production](#)").

Interrogé une nouvelle fois le 5 février 2024, le ministre Collignon (qui remplaçait le ministre-président Di Rupo, à nouveau absent) a ajouté: "Concernant plus spécifiquement les licences accordées à la société PB Clermont, M. le Ministre-Président souhaite préciser les éléments suivants. La licence accordée durant l'année 2022 est arrivée à échéance. Pour rappel, la durée de validité d'une licence est de 18 mois. Pour l'année 2023, deux licences ont été accordées à la société PB Clermont en début d'année 2023. La commission d'avis a rendu un avis positif sur ces deux licences. Les certificats d'utilisateurs finaux mentionnent de manière distincte les destinataires finaux des munitions produites par les poudres envoyées. Il s'agit exclusivement de pays européens, dont la Belgique. Cependant, l'ordonnance du 27 janvier dernier de la Cour internationale de justice, l'organe judiciaire principal des Nations

³¹⁰ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense (En application du décret du 12 juin 2012), Version 2017," sans date, <https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-11/belgium-wallonia-2017.pdf> (consulté le 22 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2018," sans date, https://www.sipri.org/sites/default/files/2021-04/wallonia_arms_trade_report_2018.pdf (consulté le 22 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 22 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 22 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202022.pdf> (consulté le 22 mai 2024).

³¹¹ Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 22 mai 2024).

³¹² IPIS & Vredesactie, "Belgische wapenexport naar Israël - De speling tussen woord en daad in het exportcontrolebeleid," mars 2024, https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2024/03/20240305_Vredesactie-IPIS-Belgische-wapenexport-naar-Israel.pdf (consulté le 11 juin 2024).

³¹³ Parlement de Wallonie, "Le contrôle des licences de matériel militaire en transit pour Israël," réponse de la ministre De Bue à une question parlementaire d'Hélène Ryckmans, 13 novembre 2023, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2023_2024/CRIC/cric39.pdf (consulté le 29 mai 2024).

³¹⁴ *De Morgen*, "Verontwaardiging nu blijkt dat 16 ton Waalse munitie uitgevoerd werd naar Israëlische leger," 25 janvier 2024, <https://www.demorgen.be/nieuws/verontwaardiging-nu-blijkt-dat-16-ton-waalse-munitie-uitgevoerd-werd-naar-israelische-leger-b29561e0/> (consulté le 31 mai 2024).

unies, ainsi que la dégradation inacceptable de la situation humanitaire dans la bande de Gaza ont amené M. le Ministre-Président à suspendre temporairement les licences en cours de validité sur la base du critère 6 du décret Armes de la Région wallonne.³¹⁵

A nouveau interrogé le 22 avril 2024, le ministre-président Di Rupo (en personne cette fois) a déclaré: "Depuis 2009, il n'y a eu aucune licence d'armes pour Israël à usage de l'armée israélienne...En réalité, c'était un conditionnement et donc de la poudre qui devait se transformer en munition. La poudre était conditionnée en Israël et renvoyée dans les pays européens ou aux États-Unis, avec toutes les conditions que j'ai évoquées. Cette faculté, nous l'avons supprimée après les événements d'octobre, et ce, formellement, en février, mais uniquement pour cela. Je n'ai jamais signé le moindre document de licence d'armes pour l'armée israélienne".³¹⁶

Le 23 mai 2024, quatre ONG³¹⁷ annonçaient avoir "pu obtenir des preuves incontestables de transit par l'aéroport de Liège d'armes exportées vers Israël depuis les États-Unis. Les données récoltées concernent une dizaine de vols ayant transité par l'aéroport de Liège entre le 7 novembre 2023 et le 4 mars 2024, rien n'indiquant du reste que le transit d'armes à destination d'Israël par cet aéroport s'est tari après cette date. Les armes dont il est question sont notamment des composants de munitions – plusieurs dizaines de tonnes – pour des armes légères, des détonateurs et des pièces d'avions de chasse F-35 et F-16. Ces armes ont été transportées par la compagnie aérienne israélienne Challenge Airlines, active depuis des années dans le fret à l'aéroport de Liège. Il est à préciser qu'il ressort des documents consultés par les organisations que les pièces de F-35 ont eu pour destination finale la base aérienne de Nevatim, en Israël et que plusieurs cargaisons sont renseignées comme ayant pour destinataire ou utilisateur final le ministère israélien de la Défense" (voir aussi section "[Politique](#)").³¹⁸

Selon le rapport 2023/24 d'Amnesty International publié le 24 avril 2024, "À la suite d'une attaque lancée par le Hamas le 7 octobre, au cours de laquelle au moins 1 000 personnes ont été tuées, dont 36 enfants, et quelque 245 personnes ont été prises en otage ou faites prisonnières, Israël a répliqué par d'intenses opérations militaires qui ont fait 21 600 morts parmi la population palestinienne de Gaza, dont un tiers d'enfants, et détruit 60 % des habitations de ce territoire."³¹⁹

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense israéliennes comme "modéré."³²⁰

Maroc

Entre 2017 et 2022, la Région wallonne a octroyé 11 licences d'exportation d'armes vers le Maroc pour un montant total de 8.278.515€ dont 57% concernaient des armes à feu portatives (ML1), 33% des tanks et véhicules blindés (ML6) et 6% de l'équipement électronique (ML11).³²¹

³¹⁵ Parlement de Wallonie, "La poudre produite en Wallonie à destination d'Israël," réponse du ministre Collignon à une question parlementaire d'Hélène Ryckmans, 5 février 2024, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2023_2024/CRIC/cric92.pdf (consulté le 29 mai 2024).

³¹⁶ Parlement de Wallonie, "Les armements en transit vers Israël," réponse du ministre-président Di Rupo à Hélène Ryckmans, 22 avril 2024, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2023_2024/CRAC/crac143.pdf (consulté le 22 mai 2024).

³¹⁷ Amnesty International, Coopération Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie, Ligue des droits humains et Vredesactie.

³¹⁸ Amnesty International, "Des preuves de transit d'armes vers Israël par l'aéroport de Liège," 23 mai 2024, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/transit-armes-belgique-israel> (consulté le 23 mai 2024).

³¹⁹ Amnesty International, "Israël et territoires occupés," sans date, <https://www.amnesty.org/fr/location/middle-east-and-north-africa/middle-east/israel-and-occupied-palestinian-territories/> (consulté le 22 mai 2024).

³²⁰ Transparency International Defence & Security, "Israel," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/Israel> (consulté le 22 mai 2024).

³²¹ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20ann%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne,

OvertDefense précise que les hélicoptères seront équipés "de pods d'armes FN Herstal avec mitrailleuses HMP 400 de calibre .50, de pods de fusées M260 à 7 coups et de roquettes APKWS (Advanced Precision Kill Weapons System) de 70 mm/2,75 pouces."³³⁶ La livraison devait commencer "durant le troisième trimestre 2023."³³⁷

Le 24 décembre 2021, l'armée de l'air nigériane recevait six premiers avions d'attaque légers Embraer A-29 Super Tucano (d'une commande en comprenant 12).³³⁸ Ces avions sont notamment équipés d'une mitrailleuse 12,7 mm FN Herstal (voir aussi section "[Production](#)").³³⁹

Or, un nombre croissant de sources rapportent l'impact dévastateur des attaques de l'armée de l'air nigériane sur les populations civiles.³⁴⁰ Ainsi, *Explosive Violence Monitor*³⁴¹ rapporte que l'armée de l'air nigériane a causé 160 victimes civiles durant la seule année 2023.³⁴² Le 29 avril 2024, le média d'investigation *The Intercept* écrivait: "Une frappe aérienne nigériane ce mois-ci sur un village du nord-ouest du pays a tué 33 personnes... Il s'agit de la dernière d'une longue série d'attaques contre des civils perpétrées par le gouvernement du Nigeria, l'un des plus proches alliés des États-Unis en Afrique et bénéficiaire de milliards de dollars en armes et en assistance militaire américaine."³⁴³ Et le 23 mai 2024, le site d'investigation nigérian *HumAngle* interpellait: "Il y a eu au moins 17 incidents documentés de bombardements militaires sur des communautés civiles depuis février 2014, lorsqu'un avion militaire nigérian a bombardé Daglun, un village de Borno, tuant 20 civils. Ces incidents récurrents ont entraîné la mort d'au moins 400 civils et blessé des centaines d'autres – en violation flagrante du droit humanitaire international qui exige un minimum de dommages aux civils pendant un conflit."³⁴⁴

Amnesty International écrivait à ce propos le 23 janvier 2024: "Recourir à des frappes aériennes pour maintenir l'ordre est illégal et constitue un usage inconsidéré de la force meurtrière... Les frappes aériennes responsables d'un grand nombre d'homicides illégaux

³³⁶ *OvertDefense*, "Nigeria Purchases 12 MD 530F Cayuse Warrior Plus Scout/Attack Helicopters From MD Helicopters," 6 octobre 2023, <https://www.overtdefense.com/2023/10/06/nigeria-purchases-12-md-530f-cayuse-warrior-plus-scout-attack-helicopters-from-md-helicopters/> (consulté le 24 mai 2024). (consulté le 24 mai 2024).

³³⁷ MD Helicopters, "MD Helicopters Closes Contract with Nigerian Federal Government for 12 MD 530F Cayuse Warrior Plus Helicopters," 28 septembre 2023, <https://www.mdhelicopters.com/md-helicopters-closes-contract-with-nigerian-federal-government-for-12-md-530f-cayuse-warrior-plus-helicopters/> (consulté le 24 mai 2024).

³³⁸ *YouTube*, "NAF A-29 Tucano Jets Join Other Platforms To Turn Heat On Boko Haram," <https://www.youtube.com/watch?v=WSGvQlyvqg> (consulté le 4 mai 2023); *Flight Global*, "Nigerian Super Tucano in jungle camouflage breaks cover," 9 mars 2021, <https://www.flightglobal.com/defence/nigerian-super-tucano-in-jungle-camouflage-breaks-cover/142787.article> (consulté le 31 mai 2021); *Air & Cosmos*, "Nigeria: premier vol du premier Super Tucano," 7 mai 2020, <https://www.air-cosmos.com/article/nigeria-premier-vol-du-premier-super-tucano-23037> (consulté le 11 juin 2021).

³³⁹ *AllAfrica*, "Nigeria: Insurgency - Will a-29 Super Tucano Fighter Jets Change the Game?," 26 juillet 2021, <https://allafrica.com/stories/202107260257.html> (consulté le 4 mai 2023); *Blog Before Flight*, "Light combat aircraft market, the winner is Super Tucan," 13 avril 2021, <https://www.blogbeforeflight.net/2021/04/light-combat-aircraft-market-super-tucano.html> (consulté le 31 mai 2021); *La Libre Belgique*, "L'US Air Force en quête d'un avion d'attaque léger dans la "longue guerre" antiterroriste," 3 mars 2017, <https://www.lalibre.be/international/l-us-air-force-en-quete-d-un-avion-d-attaque-leger-dans-la-longue-querre-antiterroriste-58b86676cd708ea6c0f045f8> (consulté le 31 mai 2021).

³⁴⁰ *Reuters*, "Nigerian airstrike killed 33 villagers during Eid, witnesses say," 19 avril 2024, <https://www.reuters.com/world/africa/nigerian-airstrike-killed-33-villagers-during-eid-witnesses-say-2024-04-19/> (consulté le 22 mai 2024); *BBC News*, "Nigerian air strike' kills seven children in Niger," 20 février 2022, <https://www.bbc.com/news/world-africa-60454481> (consulté le 4 mai 2023); *AlJazeera*, "Accidental' Nigerian military air raid survivors still in grief," 6 septembre 2022, <https://www.aljazeera.com/features/2022/9/6/nigeria-military-accidental-airstrikes-keeps-survivors-griev> (consulté le 4 mai 2023); *The East African*, "Another military air strike kills 27 civilians in Nigeria," 26 janvier 2023, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/rest-of-africa/nigeria-military-strike-kills-27-civilians-4100098> (consulté le 4 mai 2023); Amnesty International, "Nigeria. Les frappes aériennes sur des villages en proie à une escalade des violences intercommunautaires ont fait des dizaines de morts," 30 janvier 2018, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/01/nigeria-dozens-killed-as-military-launches-air-attacks-on-villages-beset-by-spiralling-communal-violence/> (consulté le 31 mai 2021); Amnesty International, "Nigeria 2023," sans date, <https://www.amnesty.org/fr/location/africa/west-and-central-africa/nigeria/report-nigeria/> (consulté le 22 mai 2024).

³⁴¹ *Explosive Violence Monitor* est un projet développé par l'ONG britannique Action on Armed Violence pour enregistrer des données mondiales sur l'impact humanitaire immédiat des armes explosives.

³⁴² Action on Armed Violence, "Explosive Violence Monitor 2023," sans date, <https://aoav.org.uk/wp-content/uploads/2024/04/Explosive-Violence-Monitor-2023.pdf> (consulté le 31 mai 2024).

³⁴³ *The Intercept*, "Biden Says He Told Nigeria to Kill Fewer Civilians — but Nigeria Keeps Killing Lots of Civilians," 29 avril 2024, <https://theintercept.com/2024/04/29/nigeria-civilian-casualties-us-military-ai-biden/> (consulté le 31 mai 2024).

³⁴⁴ *HumAngle*, "Lawless Sky: The Cost Of Nigeria's Accidental Airstrikes," 23 mai 2024, <https://humanglemedia.com/lawless-sky-the-cost-of-nigerias-accidental-airstrikes/> (consulté le 31 mai 2024).

viennent s'ajouter à la longue liste des violations flagrantes des droits humains perpétrées par l'armée nigérienne."³⁴⁵

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense nigériennes comme "très élevé."³⁴⁶

Qatar

Entre 2017 et 2022, la Région wallonne a octroyé 34 licences à destination du Qatar pour un montant total de 7.523.234€. Ces licences concernaient des armes légères, des munitions, des tanks et véhicules blindés, ainsi que des pièces détachées. Pour la seule année 2021, la Région wallonne avait octroyé six licences pour un montant total de 4.162.602€, dont 95% concernaient des armes légères.³⁴⁷

Dans une résolution du 13 septembre 2017, le Parlement européen s'inquiétait "du fait que les exportations vers...le Qatar puissent être détournées au profit d'acteurs non étatiques armés en Syrie qui commettent de graves violations du droit relatif aux droits de l'homme et du droit humanitaire."³⁴⁸

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense qataries comme "critique."³⁴⁹

Russie

Le 17 mai 2023, le ministre de l'économie Borsus déclarait en réponse à une question du député wallon Christophe Bastin: "...je vous confirme qu'aucune exportation d'armes vers la Russie n'a eu lieu depuis 2014."³⁵⁰

Or, selon les statistiques de la Banque nationale, la Région wallonne a exporté depuis 2014 vers la Russie pour 49.172€ d'armes, munitions et leurs parties. De ce montant, 35.550€ (72%) concernait l'année 2014 et 11.970€ (24%) l'année 2019. En 2014, la Région wallonne a également exporté vers la Russie pour 320.500€ de "Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages pyrophoriques; matières inflammables."³⁵¹

Selon les rapports annuels de la Région wallonne, les dernières licences d'exportations d'armes octroyées pour la Russie remonteraient à l'année 2014, quand la Région wallonne a octroyé deux licences pour un montant total de 1.088.315€. 97% de ce montant (soit

³⁴⁵ Amnesty International, "Nigeria. Un an après, les victimes d'une frappe aérienne attendent toujours que justice leur soit rendue," 23 janvier 2024, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/01/nigeria-victims-of-reckless-air-strike-still-awaiting-justice-a-year-on/> (consulté le 22 mai 2024).

³⁴⁶ Transparency International Defence & Security, "Nigeria," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/nigeria> (consulté le 22 mai 2024).

³⁴⁷ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20ann%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%20ann%202022.pdf> (consulté le 22 mai 2024); *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

³⁴⁸ Parlement européen, "Exportations d'armements: mise en œuvre de la position commune 2008/944/PESC," 13 septembre 2017, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2017-0344_FR.html (consulté le 8 juin 2021).

³⁴⁹ Transparency International Defence & Security, "Qatar," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/qatar> (consulté le 23 mai 2024).

³⁵⁰ Parlement de Wallonie, "Les relations entre une entreprise wallonne d'armement et la Russie," réponse du ministre de l'économie Borsus à une question orale de Christophe Bastin, 17 mai 2023, http://nautilus.parlement-wallonie.be/Archives/2021_2022/CRIC/cric180.pdf (consulté le 16 mai 2023). Cette question faisait suite à une enquête de la RTBF intitulée "Vente d'armes: les fréquentations russes du Belge New Lachaussee malgré l'embargo européen." Voir RTBF, "Vente d'armes: les fréquentations russes du Belge New Lachaussee malgré l'embargo européen," 5 mai 2022, <https://www.rtf.be/article/vente-darmes-les-frequentations-russes-du-belge-new-lachaussee-malgrelembargo-europeen-10985496> (consulté le 9 mai 2023).

³⁵¹ Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 29 mai 2024).

1.052.840€) concernait des agents explosifs (ML8) tandis que le solde (soit 35.475€) concernait des armes à feu portatives et pièces détachées (ML1).³⁵²

Par ailleurs, selon une enquête de la *RTBF*, l'entreprise New Lachaussée a eu des échanges avec des fabricants d'armes russes en octobre 2020 et en décembre 2021.³⁵³ Mais une délégation de la Région wallonne envoyée en Serbie en juillet 2023 suite à l'enquête de la *RTBF* a conclu qu'il n'y avait "aucun indice d'exportations serbes vers la Russie et aucune trace de munitions serbes sur le champ de bataille en Russie (sic)".³⁵⁴

Le 11 septembre 2023, répondant à une question d'Hélène Ryckmans concernant "L'exportation des munitions de New Lachaussée (NLC) en Serbie et en Russie," le ministre-président Di Rupo a ajouté: "Selon l'attaché de Défense américain, il n'y a aucun indice d'exportations serbes, ni vers la Russie ni vers le Bélarus, ni aucune trace de munitions serbes sur le champ de bataille en Ukraine... aucun élément ne laisse à penser qu'il y aurait eu un contournement des sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Russie ou de l'embargo à l'égard de la Russie" (voir aussi section "[Production](#)" et sous-section "[Serbie](#)").³⁵⁵

Selon Amnesty International, "La Russie a poursuivi sa guerre d'agression contre l'Ukraine, laissant ses forces armées commettre des crimes de guerre en toute impunité, tandis que, sur le plan interne, la situation des droits humains continuait de se dégrader".³⁵⁶

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense russes comme "élevé".³⁵⁷

Serbie

Entre 2014 et 2022, la Région wallonne a octroyé 38 licences d'exportation d'armes à destination de la Serbie pour un montant total de 79.560.538€, dont 62.366.547€ concernaient du matériel de production (78%) et 12.298.610€ (15%) des agents explosifs.³⁵⁸ Ces chiffres divergent fortement des chiffres de la Banque nationale cités plus haut, et ce principalement car ces derniers ne permettent pas d'identifier avec certitude les exportations de matériel de production d'armes.

A ce propos, la *RTBF* a publié le 11 juillet 2023 une enquête intitulée " #Investigation - Des munitions belges en Russie ? L'entreprise New Lachaussée dans le viseur," selon laquelle cette entreprise basée à Herstal (voir aussi section "[Production](#)") a signé des contrats "avec

³⁵² Les rapports « armes » de la Région wallonne pour les années 2003 à 2021 peuvent être trouvés via <https://www.grip.org/rapports-disponibles-sur-le-site-officiel-du-gouvernement-wallon/> (consulté le 29 mai 2024).

³⁵³ *RTBF*, "Vente d'armes: les fréquentations russes du Belge New Lachaussée malgré l'embargo européen," 5 mai 2022, <https://www.rtf.be/article/vente-darmes-les-frequentations-russes-du-belge-new-lachaussee-malgrelembargo-europeen-10985496> (consulté le 9 mai 2023).

³⁵⁴ *RTBF*, "Détournement de munitions vers la Russie : l'entreprise belge New Lachaussée peut à nouveau exporter," 26 juillet 2023, <https://www.rtf.be/article/detournement-de-munitions-vers-la-russie-l-entreprise-belge-new-lachaussee-peut-a-nouveau-exporter-11232954> (consulté le 29 mai 2024).

³⁵⁵ Parlement de Wallonie, "L'exportation des munitions de New Lachaussée (NLC) en Serbie et en Russie," réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale d'Hélène Ryckmans, 11 septembre 2023, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2023_2024/CRIC/cric1.pdf (consulté le 29 mai 2024).

³⁵⁶ Amnesty International, "Russie," sans date, <https://www.amnesty.org/fr/location/europe-and-central-asia/eastern-europe-and-central-asia/russia/> (consulté le 29 mai 2024).

³⁵⁷ Transparency International Defence & Security, "Russia," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/russia/> (consulté le 29 mai 2024).

³⁵⁸ Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense (En application du décret du 12 juin 2012), Version 2017," sans date, <https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-11/belgium-wallonia-2017.pdf> (consulté le 22 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2018," sans date, https://www.sipri.org/sites/default/files/2021-04/wallonia_arms_trade_report_2018.pdf (consulté le 22 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 22 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202020.pdf> (consulté le 22 mai 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 juin 2024); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%20c3%a9e%202022.pdf> (consulté le 22 mai 2024).

des entreprises serbes liées à l'entreprise d'État d'armement, Yugoimport, pour l'installation de deux lignes de production de munitions de calibre russe, du 7.62x39 mm et du 12.7x108 mm." La *RTBF* évoque "une sorte de ménage à trois entre NLC, l'entreprise russe Tula Cartridge Works et des entreprises serbes via l'agent de NLC en Serbie... L'utilisateur final où le matériel de NLC a été livré ne correspond pas à ce qui est renseigné sur les licences d'exportations accordées par la Région wallonne." La *RTBF* ajoute: "D'un côté, le cabinet du Ministre-Président wallon, Elio Di Rupo, nous précise que les licences d'exportation accordées à NLC comportent une exigence claire : « Les munitions [...] sont destinées au Ministère de la Défense de Serbie, via une entreprise d'Etat, avec un engagement de non-réexportation de la part des autorités serbes ». Or, NLC dans sa réponse, nous dit le contraire. Pour l'entreprise, les munitions peuvent tout à fait quitter la Serbie. « Le produit des différentes lignes de production de munitions en Serbie est destiné à un usage interne et à l'export, dans le respect des normes internationales que les entreprises établies sur le territoire serbe sont tenues de respecter », indique Ludovic Biemar. Un détail qui fait toute la différence pour Yannick Quéau, le Directeur du GRIP. « Cela veut dire que tout est permis. Il y a donc un usage interne pour sa propre défense mais elle peut aussi revendre ces munitions sur les marchés internationaux à qui veut bien les acheter. Il n'y a pas de véritable possibilité d'imposer de ne pas vendre à certains acteurs et de privilégier certains marchés au détriment d'un autre ». Et en ce qui concerne l'engagement écrit que NLC a obtenu de ses partenaires serbes, Yannick Quéau va même plus loin. « Cela suffit peut-être à New la Chaussée mais ce n'est la garantie de rien. Il y a une forme d'anticipation des risques de la part de NLC mais après, est-ce que c'est la garantie de quoi que ce soit ? Non, c'est la Serbie qui décidera si cela vaut le coup de respecter cet engagement pris envers NLC ou pas ».³⁵⁹

En réponse à l'enquête de la *RTBF*, le ministre-président Di Rupo a d'abord suspendu les licences en question et envoyé une délégation en Serbie, laquelle a notamment conclu qu' "aucun élément ne laisse à penser qu'il y aurait eu un contournement des sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Russie ou de l'embargo à l'égard de la Russie;" ce qui a fait dire à la députée wallonne Héléne Ryckmans: "Les armes qui sont produites [en Serbie] sont-elles envoyées dans des pays qui posent problème?"³⁶⁰ Le ministre-président n'a pas répondu à cette dernière question mais a levé la suspension des licences (voir aussi section "[Production](#)" et sous-section "[Russie](#)").³⁶¹

Le 23 octobre 2023, un article du site d'investigation *Balkan Insight* notait que "certaines des armes saisies le mois dernier auprès d'hommes armés serbes dans le nord du Kosovo sont passées entre les mains de l'État serbe à un moment donné au cours des cinq dernières années, notamment des balles de 7,62 x 39 mm, une cartouche de fusil d'assaut courante, clairement étiquetée avec l'année de production 2022. Les marquages et leur position sur les balles saisies par la police du Kosovo correspondent à ceux des balles du même calibre annoncées sur le site officiel de Belom... Son propriétaire ultime est le géant de l'armement d'État Yugoimport SDPR, tandis que l'usine utilise des équipements et des machines achetés au fabricant de machines belge NLC... Les machines achetées à NLC sont du type utilisé pour produire des cartouches de 7,62 x 39 mm, celles utilisées par le groupe armé de Milan Radoicic à Banjska, au nord du Kosovo."³⁶²

Dans un enquête du 3 août 2023, *Balkan Insight* ajoutait: "Deux audits menés par KPMG en 2022, et vus par BIRN, ont identifié « deux anomalies » dans le prix d'un achat en 2016 d'équipements de production auprès de la belge New Lachaussée, NLC, qui ont gonflé le prix d'au moins 13,8 millions d'euros, prétendument sous la forme de sanctions pour

³⁵⁹ *RTBF*, " #Investigation - Des munitions belges en Russie ? L'entreprise New Lachaussée dans le viseur," 11 juillet 2023, <https://www.rtbf.be/article/investigation-des-munitions-belges-en-russie-l-entreprise-new-lachaussee-dans-le-viseur-11225616> (consulté le 23 mai 2024).

³⁶⁰ Parlement de Wallonie, "L'exportation des munitions de New Lachaussée (NLC) en Serbie et en Russie," réponse du ministre-président Di Rupo à une question orale d'Héléne Ryckmans, 11 septembre 2023, http://nautilus.parlement-wallon.be/Archives/2023_2024/CRIC/cric1.pdf (consulté le 23 mai 2024).

³⁶¹ *RTBF*, "Détournement de munitions vers la Russie : l'entreprise belge New Lachaussée peut à nouveau exporter," 26 juillet 2023, <https://www.rtbf.be/article/detournement-de-munitions-vers-la-russie-l-entreprise-belge-new-lachaussee-peut-a-nouveau-exporter-11232954> (consulté le 24 mai 2024).

³⁶² *Balkan Insight*, "Serbia Denies BIRN FOI Request on Bullets Found in Kosovo Clash," 23 octobre 2023, <https://balkaninsight.com/2023/10/23/serbia-denies-birn-foi-request-on-bullets-found-in-kosovo-clash/> (consulté le 6 juin 2024).

violations de contrats par la partie serbe et de « savoir-faire » coûteux fourni par NLC. Les rapports de KPMG indiquent que les prix ont augmenté sans explication logique, sans calcul ou documentation approprié, ni même sans aucune trace de communication." *Balkan Insight* cite à ce propos l'enquêteur principal de KPMG, selon lequel "Il y a des indications de fraude dans la vente des lignes de production de munitions à Yugoimport."³⁶³

De plus, *Balkan Insight* publiait le 22 février 2022 une enquête intitulée "Des roquettes serbes envoyées au Myanmar même après le coup d'État de 2021." Selon cette enquête réalisée en collaboration avec l'ONG Myanmar Witness, le Centre pour le journalisme d'investigation en Serbie et le média d'investigation *Lighthouse Reports*, "Selon des documents du ministère serbe du Commerce, un total de 2 524 roquettes non guidées de 80 mm ont été exportées de Serbie vers le Myanmar en deux expéditions, en janvier 2021 puis en février. La totalité de la commande s'élevait à 4,75 millions d'euros et a été exportée par Jugoimport SDPR, basé à Belgrade, un intermédiaire public dans l'importation et l'exportation d'équipements liés à la défense."³⁶⁴

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense serbes comme "élevé."³⁶⁵

Turquie

Entre 2017 et 2022, la Région wallonne a octroyé 65 licences d'exportation d'armes vers la Turquie pour un montant total de 30.415.338€ dont 98% concernait des avions militaires et pièces détachées. Durant cette période, la Région wallonne a également refusé d'octroyer 5 licences pour un montant total de 210.359€.³⁶⁶

Le 1^{er} juillet 2021, quatre ONG³⁶⁷ demandaient l'arrêt de l'exportation de composants liés à la défense pour les avions de transport militaire turcs car "Cet avion de transport militaire joue un rôle important dans la livraison d'armes et de troupes pour les guerres en Libye, en Syrie et au Nagorny-Karabakh."³⁶⁸ Le 27 octobre 2021, deux ONG³⁶⁹ engageaient une action auprès du Conseil d'État contre le gouvernement flamand à propos de la fourniture de composants d'avions à la Turquie.³⁷⁰ Le 9 février 2022, le Conseil d'État déclarait la requête irrecevable.³⁷¹

Transparency International considère le risque de corruption au sein des institutions de défense turques comme "très élevé."³⁷²

³⁶³ *Balkan Insight*, "In Belgian-Serbian Arms Deals, Costly 'Anomalies' and a Whiff of Fraud," 3 août 2023, <https://balkaninsight.com/2023/08/03/in-belgian-serbian-arms-deals-costly-anomalies-and-a-whiff-of-fraud/> (consulté le 6 juin 2024).

³⁶⁴ *Balkan Insight*, "Serbian Rockets Sent to Myanmar Even After 2021 Coup," 22 février 2022, <https://balkaninsight.com/2022/02/22/serbian-rockets-sent-to-myanmar-even-after-2021-coup/> (consulté le 11 juin 2024).

³⁶⁵ Transparency International Defence & Security, "Serbia," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/serbia> (consulté le 23 mai 2024).

³⁶⁶ Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Rapport annuel 2019," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20annuel%202019.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2020," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20armes%20-%20ann%202020.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2021," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/Publications/Rapport%20Armes%202021.pdf> (consulté le 3 mai 2023); Région wallonne, "Rapport au Parlement wallon sur l'application du décret du 12 juin 2012 relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, rapport annuel 2022," sans date, <https://dirupo.wallonie.be/files/live/sites/gw-dirupo/files/Rapport%20armes%20-%20ann%202022.pdf> (consulté le 22 mai 2024); *Observatoire des armes wallonnes*, 4^{ème} édition, 18 juin 2021.

³⁶⁷ Amnesty International, Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie, Ligue des droits humains et Vredesactie.

³⁶⁸ Amnesty International, "Commerce des armes : Il faut arrêter l'exportation de composants militaires vers la Turquie," 1^{er} juillet 2021, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/commerce-armes-faut-arreter-exportation-composants-militaires> (consulté le 11 juin 2024).

³⁶⁹ CNAPD et Vredesactie (soutenues par Amnesty International).

³⁷⁰ CNAPD, "Des organisations dénoncent les exportations d'armes flamandes vers la Turquie," 27 octobre 2021, <http://www.cnapd.be/des-organisations-denoncent-les-exportations-darmes-flamandes-vers-la-turquie/> (consulté le 18 mai 2023).

³⁷¹ *Observatoire des armes wallonnes*, 5^{ème} édition, 10 juin 2022.

³⁷² Transparency International Defence & Security, "Turkey," sans date, <https://ti-defence.org/gdi/countries/turkey> (consulté le 23 mai 2024).

Violations alléguées du droit international, européen et régional

De nombreuses instances ont considéré que les exportations d'armes wallonnes à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis violent le Traité sur le commerce des armes, la Position commune de l'Union européenne sur le contrôle des exportations d'armes, ainsi que le décret wallon du 21 juin 2012 qui règlemente l'importation, l'exportation, le transfert et le transit des armes. Un aperçu détaillé des positions et décisions de ces différentes instances peut être trouvé dans la quatrième édition de l'*Observatoire des armes wallonnes* (section "Violations alléguées du droit international, européen et régional").

Cour pénale internationale

Le 23 mars 2023, à l'occasion du huitième anniversaire du déclenchement de la campagne aérienne "Decisive Storm" au Yémen par une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite, 33 ONG exigeaient que "Des enquêtes sur la responsabilité pénale des autorités européennes et des sociétés d'armement soient menées tant au niveau national qu'au niveau international par la Cour pénale internationale (CPI)."³⁷³ Ce faisant, ces ONG renouvelaient l'appel lancé par six ONG³⁷⁴ en 2019 au bureau du procureur de la Cour pénale internationale "pour qu'il enquête sur le rôle des dirigeants des sociétés d'armement européennes et des responsables des licences d'armement dans les crimes de guerre présumés au Yémen par le biais de l'approvisionnement continu en biens militaires."³⁷⁵

Tribunal de première instance de Namur

Suite à l'obtention de preuves de transit d'armes exportées vers Israël via l'aéroport de Liège (voir section "[Exportations](#)"), quatre ONG³⁷⁶ annonçaient le 23 mai 2024 que "...étant donné la passivité dont font manifestement preuve les autorités wallonnes, la CNAPD, la LDH et Vredesactie, avec le soutien d'Amnesty International, ont décidé de lancer prochainement une procédure judiciaire, en citant la Région wallonne en responsabilité devant le tribunal de première instance de Namur" (voir aussi section "[Politique](#)").³⁷⁷

Tribunal de première instance de Liège

Les mêmes quatre ONG³⁷⁸ ont déposé en janvier 2023 une plainte au pénal avec constitution de partie civile contre la FN Herstal, reprochant à l'entreprise d'avoir "continué à exporter des armes vers l'Arabie saoudite sur la base de licences qui avaient été invalidées par le Conseil d'Etat." Cette plainte a été déposée dans les mains d'un juge d'instruction à Liège.³⁷⁹ Selon le Rapport annuel 2022 d'Amnesty International, "En décembre, Amnesty International et d'autres organisations de la société civile ont engagé une action en justice contre la FN Herstal, une fabrique d'armement entièrement détenue par la Région wallonne, au motif qu'elle continuait de vendre des armes à des États susceptibles de les utiliser pour commettre de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire."³⁸⁰

³⁷³ European Center for Constitutional and Human Rights, "Europe's involvement in war crimes in Yemen - Stop arms exports and end impunity," 23 mars 2023, <https://www.ecchr.eu/en/press-release/europas-beteiligung-an-kriegsverbrechen-im-jemen/> (consulté le 6 juin 2024).

³⁷⁴ Amnesty International, Centre Delàs for Peace Studies et European Centre for Constitutional and Human Rights.

³⁷⁵ Amnesty International, "Commerce des armes: la CPI doit enquêter sur les dirigeants liés à des crimes de guerre," 12 décembre 2019, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/cour-penale-internationale-armes> (consulté le 23 avril 2020).

³⁷⁶ Amnesty International, Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie, Ligue des droits humains et Vredesactie.

³⁷⁷ Amnesty International, "Des preuves de transit d'armes vers Israël par l'aéroport de Liège," 23 mai 2024, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/transit-armes-belgique-israel> (consulté le 23 mai 2024).

³⁷⁸ Amnesty International, Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNAPD), Ligue des droits humains (LDH) et Vredesactie.

³⁷⁹ *L-Post*, "Amnesty International et l'ONG flamande Vredesactie ont déposé une plainte au pénal contre la FN Herstal," 17 avril 2023, <https://lpost.be/2023/04/17/amnesty-international-et-long-flamande-vredesactie-ont-depose-une-plainte-au-penal-contre-la-fn-herstal/> (consulté le 18 mai 2023).

³⁸⁰ Amnesty International, "Belgique - Rapport annuel 2022," 28 mars 2023, <https://www.amnesty.be/infos/rapports-annuels/rapport-annuel-2022/rapport-annuel-2022-europe-asie-centrale/article/belgique-rapport-annuel-2022> (consulté le 23 mai 2023).

Le 21 juin 2022, les quatre ONG écrivaient: "En exportant ces armes, la responsabilité pénale de l'entreprise est en effet engagée; la FN Herstal ne pouvait ignorer que les licences qu'elle a sollicitées et obtenues ne pouvaient être délivrées qu'en violation du décret lui-même. Si la faute des Ministres-Présidents successifs est incontestable, l'entreprise qui a exporté des armes et des munitions sur la base de licences dont elle ne pouvait ignorer qu'elles étaient illégales doit en répondre devant le juge pénal. En exportant des armes vers l'Arabie saoudite, la FN Herstal, dont l'actionnaire unique est la Région wallonne, a pris le risque de se rendre complice des crimes de guerre commis par la coalition menée par l'Arabie saoudite au Yémen, théâtre de la "pire crise humanitaire du monde" selon les Nations unies... Le fait que la FN Herstal ait pu exporter sur la base de licences dont l'illégalité a été sanctionnée par le Conseil d'État rappelle à quel point l'opacité entretenue volontairement par les autorités wallonnes est problématique pour assurer le contrôle des ventes d'armes wallonnes."³⁸¹

Autres développements

Le 28 juin 2023, s'appuyant la sixième édition du rapport de l'*Observatoire des armes wallonnes*, quatre ONG³⁸² dénonçaient à moins d'un an des élections régionales, "des exportations d'armes wallonnes posant de graves problèmes, notamment en ce qui concerne l'interdiction prévue par le Décret wallon relatif au commerce des armes de transférer du matériel militaire à destination de pays où celui-ci pourrait être utilisé pour commettre des violations des droits humains et/ou du droit international humanitaire."³⁸³

³⁸¹ Amnesty International, "Commerce des armes wallonnes: une nouvelle action en justice visera la FN Herstal," 21 juin 2023, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/commerce-armes-wallonnes-nouvelle-action-justice-visera-herstal> (consulté le 18 mai 2023).

³⁸² Amnesty International, Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie, Ligue des droits humains et Vredesactie.

³⁸³ Amnesty International, "Armes wallonnes : des exportations hautement problématiques mises en évidence moins d'un an avant les élections régionales," 28 juin 2023, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/exportations-coupables-armes-wallonnes> (consulté le 6 juin 2024).